


ACADEMIAE HARVARDIANAE
SIGILLVM
VE RI TAS
CHRISTO ET ECCLESIAE




ALPHONSE
PICARD & FILS
EDITEURS
RUE BONAPARTE
82
PARIS VI ARROND.
LIBRAIRIE
ANCIENNE
D'OCCASION
COMMISSION
LIVRES NEUFS
FRANCAI
&
ETRANGER

LE SIÉGE

DE

STRASBOURG

PENDANT LA CAMPAGNE DE 1870

ERRATA

Page 132, ligne 4. — Au lieu de M. Bœrschel, *lisez* Bœrsch.

Page 175, ligne 6. — Au lieu de Traitres, *lisez* Traites.

Même page, lignes 11, 18 et 22. — Au lieu de Compagnies, *lisez* Communes.

Page 182, ligne 18. — Au lieu de M. Genter, *lisez* Ginter.

Page 184, ligne 4. — Au lieu de Le Baron Léon, *lisez* Le Baron Lion.

Même page, ligne 6. — *Effacez* Sous mon toit.

LE SIÉGE

DE

STRASBOURG

PENDANT LA CAMPAGNE DE 1870

SOUVENIR D'UN TÉMOIN OCULAIRE

PAR

M. le comte DE MALARTIC

Préfet du département de la Haute-Loire

Ancien secrétaire général de la préfecture du département du Bas-Rhin

PARIS

LIBRAIRIE DU MONITEUR UNIVERSEL

13, quai Voltaire

1872

LE

SIÉGE DE STRASBOURG

PENDANT LA CAMPAGNE DE 1870

I

INTRODUCTION. — LES PRÉLIMINAIRES DE LA GUERRE

Le siége de Strasbourg marquera une nouvelle époque dans l'art de la guerre. Il servira à démontrer qu'après les transformations de l'artillerie le système de la fortification doit être profondément modifié. Peut-être les lieux élevés reprendront-ils l'avantage, mais certainement il est dès à présent démontré qu'il est contraire aux idées de civilisation comme à l'intérêt des Etats d'exposer les populations civiles, commerçantes et industrielles, aux malheurs d'un siége. Non-seulement la défense des places fortes doit pouvoir éloigner l'ennemi au delà de la portée des canons, mais encore peut-être sera-t-il sage de revenir aux usages romains, de séparer les centres populeux des établissements militaires, et de concentrer ceux ci dans des camps retranchés exclusivement consacrés à la défense.

La question militaire n'est pas cependant la plus importante de celles que l'histoire de ce siége mémorable me donnera l'occasion d'étudier. Cette guerre a dirigé l'attention sur beaucoup de questions qui intéressent la grandeur et la puissance des Etats. J'ai aussi en vue un but moins élevé, mais qui a aussi son intérêt. Je voudrais peindre ce que je ne me souviens pas d'avoir vu fidèlement rapporté nulle part, les impressions que font naître les circonstances que j'ai traversées et leur physionomie.

J'ai été témoin de grands actes de courage et de patriotisme, de fautes et de défaillances. Je suis sans passion, sans prévention ni pour, ni contre le passé ou le présent. Je veux écrire avec assez d'impartialité pour que le lecteur puisse douter du parti auquel j'ai appartenu. Je veux rendre justice aux actes honorables dont j'ai eu connaissance, en les signalant à l'opinion de mon pays. Je ne parlerai des fautes que dans un but d'instruction, pour les signaler comme un écueil à éviter et non pour le vain plaisir de récriminer contre les hommes, ou contre les faits accomplis, dont il faut savoir accepter les conséquences désormais inévitables, mais qui, avec de la sagesse, ne sont peut-être pas encore sans remède.

Je ne parlerai de moi qu'autant qu'il le

faut pour que le lecteur sache comment j'ai appris les faits que je raconte et la confiance qu'il peut accorder à mon récit.

On a reproché au gouvernement impérial la précipitation avec laquelle il a déclaré la guerre à la Prusse, et l'imprévoyance qui avait laissé le pays dépourvu de tous les moyens de la faire avec succès, tant en hommes qu'en approvisionnements. A cet égard des fautes ont été faites, ceci est incontestable. La plus grande est d'avoir compté avec une témérité presque insensée sur l'élan de la bravoure française, qui si souvent a suppléé au nombre et à tous les genres de ressources. Il est fort beau d'avoir l'exaltation du sentiment patriotique qui ne compte ni les obstacles ni les dangers quand l'honneur du pays est en jeu, mais ce qui est vertu chez le citoyen et le soldat est coupable dans le gouvernement, qui doit compte à la patrie du sang de ses enfants et qui a la garde de l'intégrité du territoire. A lui il appartient de douter des ressources et même des qualités d'un peuple incomparable, pour accroître les unes sans cesse et toujours, les multiplier, les accumuler, et ne pas compromettre les autres dans des luttes disproportionnées. Mais pour être juste, il faut tenir compte aussi des exigences et des fluctuations de l'opinion publique qui

souvent ont entraîné le Gouvernement. Je veux les rappeler en peu de mots.

Quand la Prusse et l'Autriche firent de concert la guerre au Danemark et accablèrent cette petite puissance, toujours notre alliée fidèle, l'opinion comprit-elle bien la portée de cette guerre et ne fut-elle pas sourde aux avertissements qui lui furent donnés? Je viens de relire le discours de M. Thiers de cette époque; il me paraît plus que jamais inspiré par la plus saine politique.

Il était évident que la Prusse ne cherchait que l'occasion d'essayer ses armes et d'habituer les peuples allemands à marcher sous son drapeau. Quand en 1866 elle attaquait l'Autriche et dépouillait la Saxe, préludant à l'unification de l'Allemagne, nous fûmes encore sourds à la voix de M. Thiers, et, il faut le dire, le peuple et le Gouvernement partagèrent la même erreur. Je me rappelle très-bien les circonstances de ce temps. L'opinion était toute à la paix. Le pays, las des guerres sans but, sans intérêt pour sa prospérité, méconnaissait le danger réel qui le menaçait, et si à cette époque le Gouvernement nous avait engagés dans une guerre avec la Prusse, nul doute qu'il ne se fût compromis d'une manière grave.

Disons ici en passant que le Gouvernement n'était peut-être pas mieux éclairé

que le pays. Absorbé par d'autres soins d'un intérêt moins grand, distrait par les préoccupations de grandeur personnelle des hommes à vue courte qui le dirigeaient, il n'a pas saisi la portée des faits qui se passaient à nos frontières. Disons aussi que notre diplomatie paraît avoir bien peu saisi son rôle, et que, si elle ne comprend pas qu'il consiste à étudier les grandes questions d'organisation sociale, politique et militaire, d'industrie, d'administration, de religion, de science et d'art qui influent sur la grandeur des nations et font aujourd'hui leur vie, elle méconnaît ce que ce rôle a de grand et de noble. Si elle se réduit à suivre les petites intrigues des cours et du monde politique, elle accepte une tâche au-dessous du véritable homme d'Etat. Quelle grande mission elle remplirait si, étudiant dans chaque pays toutes les améliorations qui s'indiqueraient à des esprits investigateurs, elle cherchait à les importer dans le nôtre! Quelle puissance serait la nôtre si nos gouvernements, sortant des voies battues de la routine, mettaient leurs soins à réaliser le progrès, à améliorer la condition du peuple, à alléger les impôts, cherchant à conquérir les esprits et les cœurs des peuples voisins par le spectacle d'une plus grande prospérité, de plus de liberté, de plus d'aisance! Il y aurait là le germe d'agrandissements fu-

turs plus solides que ceux procurés par les armes.

Nous avons souvent, et très-récemment encore, rêvé la conquête des provinces du Rhin. Hélas! elle était peu préparée. Il suffit d'avoir vécu sur cette frontière, d'avoir pu juger de la différence des impôts en Allemagne et en France, et par conséquent du bien-être du peuple, pour comprendre que l'orgueil national seul, sentiment honorable mais sujet aux illusions, pouvait nous faire considérer une pareille annexion comme possible.

Il est constant qu'en 1866 l'opinion publique était contraire à la guerre. Plus tard la réaction se fit. Le Gouvernement la devança même. Il comprit à la fin le danger dont nous menaçait l'Allemagne unifiée dans les mains de la Prusse et songea à y parer.

Mais les mesures qu'il prit étaient insuffisantes, faute d'être assez radicales. Ici l'opinion lui fit encore obstacle. Elle n'aurait pas accepté le système allemand des Landwehren, elle reçut même l'organisation de la garde mobile avec une répugnance si marquée, que force fut de laisser l'institution à l'état de lettre morte. Mais le talent chez les hommes d'Etat consiste à savoir tourner les difficultés de ce genre. Ce talent manquait à des hommes qui ne connaissaient d'autre moyen de gouvernement que le commandement.

Le problème à résoudre était d'armer tout le pays sans froisser le sentiment public, hostile à l'accroissement des contingents, à l'enlèvement des hommes à l'agriculture et à la famille, à l'augmentation du temps de service, à celle des dépenses du budget de la guerre.

Nous avions une loi sur la garde nationale où la mobilisation des corps détachés avait été prévue. Il y avait peu de chose à y changer pour constituer une organisation de la nation armée plus pratique et d'une exécution plus simple que la loi sur la garde mobile. Le pays n'en eût pas été inquiété; la garde nationale organisée par bataillons sur tout le territoire, le service n'eût rien eu de désastreux pour les familles, car ce qui est surtout redouté, c'est l'éloignement, l'incorporation dans des corps composés d'individus étrangers les uns aux autres. Les fils servant avec leurs pères et leurs frères, la vie militaire n'a plus rien en France qui déplaise. Le sentiment patriotique n'en eût point été affaibli, et, j'ose le dire, la discipline non plus.

L'instruction eût été assurée par l'emploi dans ces corps des soldats des classes libérées. Mais, d'une part, tous les gouvernements se défient de la garde nationale, qu'on ne sait pas organiser, et dont on ne sait pas se servir; et, d'autre part, les mi-

litaires ne peuvent pas comprendre une armée sans la vie de caserne.

Si le ministère du 2 janvier avait rapporté la loi Niel et doté le pays d'une bonne constitution de la garde nationale, il eût été conséquent avec son programme libéral, et la France se fût trouvée prête pour la lutte qui devait s'engager six mois plus tard.

La guerre était inévitable. Cette vérité avait pénétré dans les esprits. L'Allemagne la désirait et la préparait ouvertement. Il était impossible qu'un jour ou l'autre un conflit ne surgît pas entre deux nations jalouses de leur grandeur ; l'une aspirant à établir sa prépondérance, l'autre à conserver celle que des siècles de gloire militaire lui avaient acquise. C'est ce qui explique que, sans la désirer, la France l'ait acceptée comme une nécessité, et l'esprit militaire de notre pays a pu faire illusion sur les sentiments avec lesquels elle a été embrassée comme une chose impossible à éviter.

Le motif de la guerre était futile. L'élévation du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne nous importait peu. Elle n'eût rien ajouté à l'influence de la Prusse. Aujourd'hui les trônes sont des fardeaux plutôt que des sources de grandeur, et il semble même que cette élection servait l'intérêt dynastique de l'Empereur en écartant le duc de Montpensier.

Après le désaveu de la candidature du prince par le roi Guillaume, il y avait un manque d'égards pour la dignité royale à exiger son engagement pour l'avenir. Mais, je l'ai dit, la guerre était dans l'air. Un peu plus tôt, un plus tard, elle aurait éclaté. L'Empereur la voulait. Elle lui était nécessaire pour faire diversion au courant libéral qui depuis cinq ans entraînait la nation. Il espérait raffermir son trône dans la victoire. Ce fait ressort de la précipitation avec laquelle la France a été jetée dans la guerre, comme si ont eût voulu lui ôter toute possibilité de retour. Mais la faute immense est de s'être ainsi engagé sans avoir été prêt et d'avoir trop compté sur l'esprit guerrier des Français, qui souvent a fait des miracles. Il ne faut pas compter sur le miracle, car la prudence et la prévoyance sont les premiers devoirs de ceux qui ont charge de nations.

II

LA DÉCLARATION DE GUERRE: — L'ARMÉE A STRASBOURG. — LA BATAILLE DE FRŒSCHWILLER.

Je n'étais pas à Strasbourg au moment de la déclaration de la guerre. Cette nouvelle m'arriva sur la route des Pyrénées,

où j'étais envoyé pour raisons de santé. Mais il n'y avait pas à hésiter. Dès le 23 juillet j'étais revenu à mon poste. Déjà, et ce qui prouve bien que la Prusse était préparée, ses forces bordaient la frontière et étaient massées dans les forêts qui couvrent les dernières ondulations des Vosges au nord de Wissembourg, de Landau à Deux-Ponts.

Deux jours seulement après la déclaration de guerre, une tentative d'insulte au territoire avait été faite par les troupes badoises au passage du Rhin, de la Wantzenau, à deux lieues au nord de Strasbourg. Chez nous rien n'était prêt. Cette place de premier ordre n'était pas armée : il n'y avait pas un canon sur les remparts, et ce fut sous l'alarme de cette tentative que se firent les premiers préparatifs de défense, c'est-à-dire la mise en batterie au corps de la place de quelques canons avec un approvisionnement de trois coups par pièce, sans aucun armement des ouvrages extérieurs.

Le 20, le maréchal de Mac-Mahon arriva à Strasbourg et s'occupa de l'organisation de l'armée qu'il devait commander. C'est ici le lieu de remarquer combien notre organisation militaire est défectueuse. Nos grands commandements, nos divisions territoriales n'ont qu'un but administratif, et ne sont pas disposés en

vue de la guerre. On avait cependant depuis longtemps sous les yeux l'organisation stratégique de la Prusse, et il n'y a pas d'excuse, car elle avait été étudiée et appréciée. Mais la routine des bureaux de la guerre est si puissante qu'elle a toujours empêché de copier cette organisation modèle.

On sait qu'en Prusse le pays est divisé en provinces occupées chacune par un corps d'armée complet, composé de toutes armes, sous le commandement des chefs qui doivent le conduire. D'où il résulte que ceux-ci connaissent les généraux et les soldats et en sont connus, que les régiments sont habitués à manœuvrer ensemble, et que, sans perte de temps ni fausses marches, un corps se porte au premier ordre sur la frontière, est remplacé dans ses cantonnements par le suivant, celui-ci par le troisième, et ainsi de suite. Dans le plus court délai toute l'armée peut se trouver portée au lieu nécessaire et échelonner en réserves sur ses derrières.

Chez nous, au contraire, les divisions de guerre ne répondent point aux divisions de paix. On compose une divisoin de l'armée du Rhin, de régiments pris à Bayonne, à Dunkerque, à Lorient et à Paris, Le temps de les rassembler est du temps perdu et la dépense du voyage une dépense inutile. Les généraux ne se connaissent pas entre

eux et ne connaissent pas leurs troupes. Celles-ci n'ont pas marché ensemble, sauf quelques réunions accidentelles dans les camps. Il est élémentaire que si la concordance des mouvements fait la force des bataillons, le même accord devrait exister dans les divisions et les corps d'armée. Ce n'est pas tout. Il faut avant le départ de chaque régiment rappeler les soldats en congé ou ceux de la réserve. On a vu des soldats du Bas-Rhin partir pour rejoindre leur dépôt à Bordeaux, pour de là revenir à Strasbourg ; d'autres aller de Lorraine, en Algérie, pour revenir à Metz ou à Besançon.

Du moment qu'une armée était en rassemblement en Alsace, il eût été naturel d'y laisser les troupes qui s'y trouvaient déjà ; et les trois régiments d'artillerie qui composaient la garnison ordinaire de Strasbourg étaient désignés pour former l'artillerie du maréchal Mac-Mahon. Mais point. On envoya ces régiments à Metz pour les remplacer par des corps nouveaux qui avaient à apprendre le pays et la place. De plus, on scinda ces régiments. Les batteries furent envoyées dans différentes directions et, composant de nouveaux corps, furent mises sous les ordres d'officiers de grand mérite, sans doute, mais qui ne connaissaient ni leurs soldats ni le pays.

Ces choses sont à peine croyables. On

s'étonne que des hommes intelligents aient pu persister et depuis longtemps dans un pareil système de complications et de frais ruineux.

Cependant les Allemands se préparaient sérieusement.

Dès le 23 juillet tous les villages ouverts de la rive droite du Rhin furent évacués, les arbres des routes coupés, le pont de bateaux de Kehl replié, et les Badois firent sauter le pont du chemin de fer de la Kensig en arrière de Kehl, ouvrage magnifique, et la travée allemande du pont du Rhin. On sait que ce pont, fixe dans sa partie moyenne, est terminé sur les deux rives par des travées tournantes. Nous nous étions contentés de retourner la nôtre, ce qui suffisait à interrompre les communications. Par excès de précaution, les Badois firent de plus sauter la pile orientale du pont fixe : ce qui fut regardé comme un acte de vandalisme dicté par une peur excessive. En même temps les troupes wurtembergeoises se massaient dans les défilés de la forêt Noire sans descendre dans la vallée, paraissant nous y attendre et y provoquer notre entrée.

Depuis plusieurs siècles, le génie militaire français professe qu'il est nécessaire de laisser les pays boisés des Vosges et de l'Argonne sans percées et sans routes, qu'il faut y interdire les défrichements

pour conserver intacts ces boulevards de la France. La propriété y est grevée d'une servitude permanente, et cependant il ne se voit nulle part dans notre histoire militaire que ces précautions aient servi à quelque chose.

Une seule fois, en 1792, Dumouriez songea à se faire une barrière de l'Argonne. Mais il y fut forcé, et la bataille de Valmy, livrée dans la Champagne, montra l'insuffisance de cet obstacle, qui ne servit pas même à inquiéter la retraite des Prussiens.

En 1814, ces forêts ne firent pas empêchement à la marche des armées envahissantes. Elles sont trop faciles à tourner. Aujourd'hui ces masses de bois résineux sont aisées à brûler, et peuvent ainsi devenir un nouveau danger. Dans les conditions de la guerre moderne, opérant par grandes masses, il faut à la défense comme à l'attaque de belles routes, des communications libres. Les montagnes et les forêts seront plus aisées à défendre si l'on peut y amener rapidement du canon. Le succès appartient au plus prompt et au plus fort sur un point donné, ce qui tranche la question. L'Allemagne a depuis longtemps abandonné cette routine des obstacles naturels. Elle perce ses forêts, elle trace des chemins dans ses montagnes, elle se borne à les diriger en vue de la défense, et elle a

trouvé dans ces communications des moyens de concentration rapides qui ont assuré la victoire.

A la fin de juillet, la guerre était déjà déclarée depuis quinze jours, et l'on s'étonnait qu'après la précipitation mise à la dénoncer, les hostilités n'eussent pas encore commencé, et qu'on perdît un temps précieux qui laissait à l'Allemagne, déjà en avance sur nous, le temps de compléter ses rassemblements et de choisir son point d'attaque.

A Strasbourg, il n'y avait encore que 25 à 30,000 hommes réunis. Ils campaient sur les glacis, au polygone, sur tous les abords de la ville. Ces bivouacs offraient un spectacle pittoresque et excitaient la curiosité : on admirait surtout ceux des zouaves et des turcos. Les derniers frappaient par leur tenue grave et digne. C'est à tort qu'on les a représentés comme des sauvages féroces. On n'a pas eu à signaler chez eux un acte d'indiscipline ou même d'ivresse : doux et affables pour les femmes et les enfants, ces figures noires furent en peu de jours populaires et l'objet de la sympathie des habitants.

J'ai de fortes raisons de croire que dans son premier plan l'Empereur avait l'intention d'ouvrir la campagne en entrant dans le pays de Bade, de s'emparer de Kehl et des défilés de la forêt Noire et d'agir sur

le Wurtemberg et la Bavière pour les détacher de la Confédération du Nord. Pendant ce temps l'armée de Metz, opérant sur le Palatinat, eût contenu les forces prussiennes que nous aurions rejetées en Westphalie.

Il n'entre pas dans mon sujet de discuter ce plan, que je laisse à l'appréciation des hommes du métier.

L'enthousiasme et le bon esprit de l'armée à mesure qu'elle se rassemblait était de nature à inspirer confiance. Nul ne doutait que l'élan français ne compensât tout ce qui nous manquait. Chez nous il y a une telle habitude de la victoire que la pensée d'un revers ne pouvait entrer dans l'esprit de personne. Tout au plus songeait-on à la difficulté de soutenir longtemps la guerre, et les plus timides se réduisaient à espérer qu'il y serait mis fin après la première bataille gagnée comme à Solferino, et que le pis qui pût nous arriver serait de ne pouvoir en poursuivre les résultats.

Rien n'était plus pittoresque que cette ville remplie de soldats de toutes armes, dont les officiers se réunissaient chaque jour sur le Broglie, aux camps, aux portes, sur les glacis. Le maréchal occupait le château, ancien palais du cardinal de Rohan, situé derrière la cathédrale. Les vestibules, les cours de ce grand hôtel étaient remplis d'officiers et d'ordonnances, de chevaux

sellés. Les écuries n'étaient pas assez vastes pour contenir tous ceux du maréchal et de son état-major. Ceux de l'escorte étaient au piquet sur la place et dans les angles que faisaient au dehors les corps de bâtiments. Je n'ai jamais vu de tableau militaire plus complet, plus varié, plus animé.

Tout à coup la scène changea. Le 31 juillet dans la nuit, toute l'armée évacua ses bivouacs et commença sa marche sur la frontière. La ville se vida de soldats. Le 1er août, arriva la nouvelle de la prise de Saarbruck ; le 2, celle d'un mouvement offensif des Prussiens sur Wissembourg et Lauterbourg, suivi immédiatement de leur retraite. Ces deux places étaient déclassées depuis longtemps et n'avaient pas été jugées susceptibles de défense. Le mouvement des Prussiens n'était qu'une reconnaissance qui s'effectua sans combat.

Mais le 4 l'ennemi déboucha de nouveau sur Wissembourg en masses énormes. La division Douay, surprise, se fit hacher pour lui barrer le passage, chargeant, un contre cent, des colonnes hérissées d'artillerie et retranchées dans les bois. Le général Douay fut tué.

A ces nouvelles, le maréchal partit, le 5 au matin, sur une locomotive, et massa son armée entre Haguenau, Reichshoffen et Wœrth. Il n'avait encore que 33,000 hommes. Autour de Haguenau s'étend la forêt

de ce nom. Depuis deux ans les Prussiens l'étudiaient soigneusement.

Ce même jour, on nous signala un corps ennemi longeant la rive du Rhin. Il s'avança jusqu'à Drusenheim, petit village à l'est de Bichwiller, fit mine de s'y retrancher, puis se retira. Cette marche avait pour but de reconnaître l'emplacement et de couvrir l'établissement d'un pont sur le Rhin. Elle eût pu être arrêtée par de la cavalerie, et dès lors l'issue de la journée du lendemain et de la guerre était changée.

Le 6, le commissaire de police de la frontière nous annonça que toute la garnison de Rastadt et les contingents badois avaient passé par Landau, sur la rive gauche. Le préfet envoya en hâte cette nouvelle au maréchal. Elle le trouva déjà engagé. Dès le matin, en effet, la bataille était commencée. Les Prussiens, forts de 100,000 hommes, attaquaient notre armée, appuyée sur Reichshoffen, Sufflenheim et Soultz. Malgré l'énorme disproportion des forces, la journée fut longtemps indécise. Après cinq heures de combat, le général ennemi demanda un répit pour relever les morts ; il lui fut refusé. A une heure, nous étions encore vainqueurs, et si le corps du général de Failly était arrivé, nul doute qu'une première et signalée victoire n'eût changé toute la fortune de cette campagne. Mais le général de Failly

s'égara. Cette erreur lui a été sévèrement reprochée. Il est peut-être injuste de faire un crime d'un accident fréquent à la guerre.

Mais en même temps les Prussiens recevaient 40,000 hommes de troupes fraîches par le pont jeté sur le Rhin et masqué par leur mouvement de la veille.

Je renonce à peindre l'impression que produisit la première nouvelle de la défaite. Nous avions passé la journée à organiser les services d'ambulances des communes rurales et des environs de la ville. Les rumeurs de la journée étaient bonnes. On nous annonçait une victoire : les Prussiens cernés dans la forêt de Haguenau ; 15,000 prisonniers. Tout à coup, à sept heures, éclata comme la foudre la nouvelle sinistre. La ville fut un instant saisie de panique. On crut voir l'ennemi passant le Rhin à Kehl, mais bientôt se montra la réalité non moins désolante. Le chemin de fer ramenait avec les blessés les premiers fuyards. Il y avait 55 ans que la France n'avait point vu ses drapeaux flétris, et encore nos revers de 1814 et de 1815 se perdent dans le nombre et la grandeur de nos victoires précédentes.

La disproportion des forces avait été telle que l'honneur de la journée appartient encore aux vaincus. La grandeur de nos pertes montre avec quelle constance l'armée a combattu. Le chiffre des morts s'é-

leva, de notre côté, à plus de 7,000, soit plus d'un cinquième de l'effectif. Plus de la moitié des colonels et des officiers supérieurs tomba à la tête des régiments. Les turcos, les zouaves, le 2e cuirassiers, les 18e et 96e de ligne, que le colonel de Franchessin, blessé deux fois, commandait encore à genoux, ne ramenèrent que des débris. L'ennemi laissa sur le champ de bataille un nombre de morts double du nôtre.

Le comte de Leusse, député du Bas-Rhin, ancien officier de marine, servit toute la journée d'aide de camp volontaire au maréchal, précieux, à cause de sa connaissance du pays. Il sauva un drapeau, et ensuite, transformant en ambulance son château de Reichshoffen, y recueillit les blessés de la bataille. A cette première ambulance s'ajoutèrent celles de Haguenau, de Walbourg, chez le baron Charpentier et dans tous les villages voisins.

La journée du 7 fut remplie par les récits sur la bataille et les pertes que nous avions faites. Le 8, nous arriva la nouvelle de la défaite de Forbach, dont l'amertume se perdit dans celle des désastres plus voisins. Dans ce même jour, le préfet du Bas-Rhin, le baron Pron, mit la ville en état de siége. Tous les pouvoirs passaient au général commandant la 6e division militaire. C'était le général Uhrich, relevé du

cadre de réserve pour remplacer le général Ducrot, qui avait le commandement d'une division dans l'armée du maréchal de Mac-Mahon. Le général Uhrich rendit aussitôt aux autorités civiles leurs attributions : c'est ce qui se fait toujours en pareil cas.

Je n'ai jamais bien compris la loi sur l'état de siége. L'autorité a besoin d'être renforcée. Mais ce n'est pas la fortifier que de lui substituer ou de la subordonner à l'autorité militaire, qui, transportée dans les affaires civiles et de police, y est inexpérimentée et par conséquent irrésolue. Il vaudrait mieux laisser à chacun ses attributions en associant tous les pouvoirs à la responsabilité. Les tribunaux militaires ne jugent pas mieux que les tribunaux civils. Il suffirait de statuer pour les cas de siége et de trouble une pénalité spéciale, sans abolir l'appel, mais en le confiant à la juridiction du conseil supérieur d'administration et de défense.

Par le fait, chaque autorité conserve ses attributions, parce que seule elle peut les exercer, mais son action est affaiblie du moment qu'elle n'a plus qu'un pouvoir délégué.

III

PREMIÈRE PARTIE DU SIÉGE. — L'INVESTISSEMENT

Le 7 août, les Prussiens ne s'avancèrent que jusqu'à Haguenau, qu'ils occupèrent, exigeant du pays toutes les subsistances de leur armée. Ce même jour, la masse des fuyards de Frœchwiller arriva à Strasbourg, hommes de tous les corps, démoralisés. Ils formèrent le premier noyau de la garnison avec quatre bataillons de gardes mobiles : ceux de Saverne, Barr, Strasbourg et Wissembourg. Elle était, comme on voit, peu rassurante. Heureusement un régiment de ligne, le 87e (colonel Blot), en retard pour rejoindre l'armée, arriva sous les murs. Le général Uhrich le retint d'autorité. Il devint notre plus solide élément de défense. On avait compté opérer sur le Rhin au moyen de chaloupes canonnières. Les équipages seuls étaient arrivés, au nombre de cent dix marins, sous les ordres du contre-amiral Exelmans, du capitaine de vaisseau Dupetit-Thouars, des lieutenants de vaisseau Chopart, Humann et Bauer. Cette petite troupe devait rendre des services bien au-delà de son effectif. On forma aussi un corps très-solide de

douaniers, tous anciens soldats, sous les ordres de leur directeur M. Marcotte.

En même temps, commença à se réfugier dans la ville la population des campagnes, fuyant devant l'ennemi. On voyait aux portes, dans les faubourgs et jusqu'au centre, en longues files, les voitures de ces pauvres gens, chargées de leurs femmes et de leurs enfants, de leur mobilier, de tout ce qu'ils avaient pu rassembler de leur petit ménage. Beaucoup amenaient avec eux leurs bestiaux. Les bouchers achetèrent de leur côté bœufs et moutons, profitant de la crainte que les réquisitions de l'ennemi inspiraient aux paysans. C'est ainsi que la place se trouva approvisionnée. La moisson était faite depuis un mois. Les boulangers avaient fait leurs achats de farine. Sur ce point, l'approvisionnement se trouva plus que suffisant, et il ne fut pas nécessaire d'entamer les réserves de biscuit préparées par l'administration de la guerre en vue de la campagne.

En munitions de guerre nous étions largement pourvus. Outre le double armement de défense et de réserve, calculé à 420 pièces et à 1,200 coups par pièce, nous avions celles destinées au siége de Radstadt, mais les canons seulement. Les affûts étaient restés en route.

Cet armement était tout entier composé de mortiers, obusiers, canons rayés et

lisses, tous se chargeant par la gueule, suivant l'usage conservé par l'artillerie de terre française. Je dis l'artillerie de terre, car depuis longtemps l'artillerie de marine a adopté le système se chargeant par la culasse.

Les chefs :

Le général de division Uhrich, commandant supérieur.

Le général de brigade Moreno ;

Le contre-amiral Exelmans.

Quelques jours après, arriva le général de brigade Barral qui prit le commandement de l'artillerie.

Le colonel Ducasse, commandant la place.

Le colonel Sabatier, commandant le génie.

Le colonel Belu, directeur de l'artillerie.

Le colonel Fievet, commandant le régiment d'artilleurs pontonniers, dont il ne nous restait que le dépôt.

Le capitaine de vaisseau Dupetit-Thouars.

Le colonel Petitpied, du 20e d'artillerie, envoyé à Besançon chercher un parc d'artillerie, pendant que les batteries de son régiment étaient dispersées dans différents corps, et qui nous était revenu après Frœschwiller.

Le colonel Blot, du 87e de ligne.

Les intendants militaires de la Valette, Brizac et Millou.

Les nouvelles de la bataille étaient navrantes. Toutes s'accordaient à confirmer ce qu'on avait tout d'abord appris de la bravoure héroïque de l'armée. Ses débris se retiraient sur les Vosges. On ne doutait pas qu'ils ne s'y ralliassent et n'en défendissent les passages. Le corps de Failly devait se trouver quelque part par-là et offrir un point d'appui. Le général Ducrot était à Saverne. Tout pouvait encore être réparé.

On a donné différents noms à la bataille. Les Prussiens avaient leur quartier général à Wœrth et lui en ont donné le nom. Celui de Mac-Mahon était à Frœschwiller : je ne sais pourquoi plus tard on l'a appelée bataille de Reichshoffen, qui n'était qu'à une aile.

Le 8, le baron Pron envoya une dépêche à l'Impératrice-Régente. Il lui exposait l'imminence d'un siége, le dénûment de la place, la division de la population avec un parti notoirement favorable à la Prusse. Il insistait sur la nécessité de faire une diversion en Alsace sur les derrières de l'ennemi. L'Impératrice répondit : — Je vous remercie de votre dépêche, je l'ai communiquée au conseil des ministres; mais je crains qu'il n'y ait rien à faire. — En présence d'une pareille réponse, il y a quelque mérite à avoir tenu contre tou e espérance de secours, à ne pas s'être laissé atteindre par

le découragement, et à avoir jusqu'au bout fortifié les faibles et les hésitants.

Dans la soirée, vers 7 heures, un petit parti de cavalerie badoise commandé par un officier se présenta à la porte de Pierres et somma la place. Le commandant sortit pour parler à cet officier. Toutefois l'autorité militaire ne prit pas cette sommation au sérieux. La guerre a ses usages. Une sommation ne se fait pas ainsi par un officier inférieur sans titre de sa mission, sans qu'il se soit présenté en parlementaire. Celui-ci eût dû être pris et fusillé pour inobservation des formes ; et très-certainement, si elle fût venue de nous, l'ennemi nous l'eût fait expier. Cet officier était le major Wilhem N... , de Rastadt, parent d'un des membres du conseil général du Bas-Rhin. Il connaissait bien la ville et y était connu. L'hiver précédent, on l'avait vu aux bals de la préfecture. Ce jovial Allemand se crut très-plaisant en revenant plusieurs jours de suite aux avant-postes remettre sa carte pour son cousin Lambert, le conseiller général. Plaisanterie qui eût été beaucoup meilleure si sa politesse lui eût été rendue en balles de calibre.

Ces bravades ne donnent que l'air d'enfonceur de portes ouvertes quand elles sont sans danger. Cette sommation, la vue d'un corps de cavalerie à l'entrée du village de Schiltigheim, jetèrent l'émoi dans les ha-

bitants. On battit la générale et les troupes furent disposées à leurs postes sur les remparts. Les autorités y firent une ronde. L'armement en était encore incomplet. Mais surtout ce qui me frappa, ce fut de voir le corps de la place seul garni d'hommes. Tous les ouvrages extérieurs étaient pourvus de leurs pièces et de munitions, mais sans un soldat pour les garder. Ce fait frappa aussi le commandant Dupetit-Thouars, et nous nous rendîmes ensemble chez le colonel Fiévet, commandant alors l'artillerie, pour le lui signaler. Cependant la nuit fut calme. L'attaque attendue n'eut pas lieu, et dans la journée du lendemain, il ne nous arriva d'autre nouvelle que celle d'une réquisition de 700 rations, faite par les Prussiens à Schiltigheim, et de l'occupation de ce village.

Jusqu'au 11 août, nos communications ne furent pas coupées. Le télégraphe même resta intact sur la ligne de Colmar, malgré les partis ennemis qui couvraient la campagne. Cependant, incertains de la sécurité de la ligne de Paris et des progrès des Prussiens dans les Vosges, nous fîmes partir les courriers de la poste par des routes de traverse sur Schirmeck et Saint-Dié.

Pendant les jours suivants, les Prussiens complétèrent leur occupation du pays. Partout, de Wissembourg à Haguenau, ils prirent possession des caisses pu-

bliques et des bureaux des administrations. Dans le commencement, ce fut au nom du grand-duc de Bade; mais il paraît que ceci fut jugé prématuré, car bientôt il ne fut plus question d'une appropriation au nom d'un prince particulier : ils organisèrent à Haguenau une préfecture sur le modèle des nôtres, nommèrent préfet le comte de Luxbourg, Bavarois, un secrétaire général badois, des conseillers de préfecture. Sauf la poste, ils laissèrent en fonctions toutes les administrations municipales et autres, exigeant même le service de ceux qui tentaient de le refuser.

Ce serait se faire une fausse idée de la force de Strasbourg que de la réduire aux fortifications. Celles-ci, très-multipliées, développées même au-delà du besoin, ne sont plus en rapport avec la portée de l'artillerie. Mais la place, traversée par une rivière qui se jette dans le Rhin à trois lieues en aval, dans une plaine que les bras du fleuve partagent en plusieurs îles, est en outre entourée par le chemin de fer et les canaux de la Marne au Rhin et du Rhône au Rhin. Ces lignes font comme un vaste camp facile à retrancher, dont la place elle-même ne serait que le réduit.

Le temps manquait pour les travaux et pour tirer parti de cette situation, ou plutôt on le croyait, car en réalité il ne manqua pas. Les bras abondaient. Sans employer la

garnison, il y a dans une ville de 85,000 âmes une population ouvrière qu'il est toujours à propos d'occuper dans les circonstances de ce genre, et pour qui c'eût été un bienfait.

Les dernières nouvelles nous annonçaient la chute du ministère; tout indiquait que des événements graves se préparaient et que l'Empire ne survivrait pas à ses défaites. Nous ne partagions pas les illusions que beaucoup se faisaient encore sur la possibilité d'un secours. Mais ce qui était surtout à craindre, c'était que le découragement n'envahît bientôt la population. Il ne manquait pas d'esprits hésitants dans cette ville où le courage devait bientôt se remonter. Une part dans ce résultat doit être attribuée à la proclamation que, le 10 août, le général et le préfet firent afficher, et qui dénonça la situation aux habitants.

Cette pièce est historique, elle mérite de trouver place ici :

« Aux habitants de Strasbourg,

« Des bruits inquiétants, des paniques ont été répandus, ces jours derniers, involontairement ou à dessein, dans notre brave cité. Quelques individus ont osé manifester la pensée que la place se rendrait sans coup férir. Nous protestons énergi-

quement au nom de la population courageuse et française contre ces défaillances lâches et criminelles.

« Les remparts sont armés de 400 canons. La garnison est composée de 11,000 hommes, sans compter la garde nationale sédentaire. Si Strasbourg est attaqué, Strasbourg se défendra *tant qu'il restera un soldat, un biscuit, une cartouche.* Les bons peuvent se rassurer. Quant aux autres, ils n'ont qu'à s'éloigner.

« **Strasbourg, le 10 avril 1870.**

« Le général commandant supérieur,
« Uhrich.

« Le préfet du Bas-Rhin,
« Baron Pron. »

En même temps, un avis du maire invitait les habitants à s'approvisionner de vivres et de denrées.

Ce jour, arriva le dernier courrier. Le dernier train partit le 12 dans la direction de Colmar. Il emporta 12 millions de la Banque. Immédiatement après, les chemins de fer et le télégraphe furent coupés.

A partir de ce moment commença notre isolement du reste de la France, je puis dire du reste du monde. Il faut avoir passé par cette situation pour se faire une idée des impressions que l'on ressent.

On ne se fait pas d'idée de l'état dans lequel tombe une ville séparée tout à coup de toutes les autres d'une manière aussi complète que si elle se trouvait perdue dans l'immensité des mers. Plus de communications de famille ou d'affaires : à toutes les inquiétudes fondées et raisonnables sur les parents et les amis éloignés s'ajoutent les terreurs de l'imagination, les suppositions d'événements fortuits. Combien plus grandes sont ces angoisses quand elles sont justifiées par des malheurs déjà accomplis et dont on doit prévoir l'aggravation !

Jusqu'à ce moment on n'avait encore vu autour de la ville que des partis. Une division badoise s'établit alors dans la campagne. Elle occupa tous les villages des environs, Schiltigheim, Bischeim, Oberhausbergen, Mittelhausbergen, Niederhausbergen, Eckbolsheim, Kœnigshoffen, dans un rayon de trois lieues, et commença sa première parallèle.

C'est alors que le génie fit couper les arbres des routes et des glacis, et dégager les abords de la place. Mais ce travail, commencé trop tard, après plusieurs jours d'inaction, resta incomplet, et les maisons répandues dans les zones militaires servirent d'abris aux tirailleurs ennemis.

La plus grande défense de Strasbourg est dans l'inondation qui peut remplir les

fossés. Comme l'été avait été très-sec, la rivière d'Ill ne fournissait pas les eaux nécessaires. Ce fut l'ingénieur en chef des travaux du Rhin, M. Bénard, qui se chargea, en utilisant les canaux placés dans son service et qui se prolongent sur toute l'Alsace, de réunir les eaux. Cette opération couvrit la place au sud et au couchant. De ce dernier côté, l'ennemi ne put pas établir de batteries au delà de Kœnigshoffen, et au midi il ne put en placer d'une manière utile.

C'est ainsi que Strasbourg a été préservé d'une destruction totale, ne pouvant être battu qu'au nord et au levant. De plus, M. Bénard établit à la sortie de l'Ill, en aval de la ville, un barrage destiné à assurer la salubrité, en maintenant les deux bras de la rivière à un niveau constant, et à alimenter les moulins.

La place n'avait pas encore essuyé le feu de l'ennemi. Quelques coups de fusil avaient seulement été échangés entre nos éclaireurs et les siens. Le 13, retentit le premier coup de canon. En réponse à un feu de tirailleurs dirigé sur nos ouvriers abattant des arbres, un coup du rempart mit hors de combat une quarantaine d'ennemis. Ce fut notre premier et plus heureux coup de canon. Je tiens d'officiers allemands qu'il produisit sur eux un très-grand effet moral. Malheureusement on ne tira plus de notre côté pendant plusieurs

jours, et lorsque le feu fut repris, les lignes étaient si solidement établies, que ce fut sans résultat. Il y a des raisons pour qu'une ville assiégée ménage ses munitions, quelque abondantes qu'elles soient, car elles ne peut les renouveler, et il n'est pas à propos d'user sa poudre contre un ennemi hors de portée; mais je me demande ce qui empêcherait, pendant que l'assiégeant construit sa première parallèle, que l'assiégé n'en fît de son côté pour battre et entraver ses travaux.

Plus la défense est passive, plus elle est limitée. Les Russes nous ont donné, à Sébastopol, un exemple de défense active et offensive qui a été glorieusement imité par le général Trochu à Paris. Ainsi que je l'ai dit, les bras ne manquaient pas, et les souvenirs du siége que Strasbourg avait soutenu en 1814 indiquaient les travaux à faire et à rétablir. Bien au contraire, cette année, les ouvrages extérieurs furent abandonnés, tant du côté du Rhin que du côté de Schiltigheim et de Kœnigshoffen; aussi l'ennemi occupa-t-il promptement ces deux villages, qui ne sont à proprement parler que des faubourgs, et, dès le 13, nous pouvions voir brûler les rotondes à 500 mètres du corps de place (bifurcation et gare extérieure du chemin de fer) avec les wagons et les voitures qui y étaient restés remisés.

Ce fut dans ce moment que la garde nationale fut réorganisée. Son artillerie a rendu de grands services aux remparts. Les pompiers, complétement oubliés dans la distribution des récompenses que le général a proposées plus tard, ont montré un dévouement digne des plus grands éloges. Je dirai comment, dans les incendies qui suivirent, ils ont perdu assez d'hommes pour que leur part d'honneur leur soit rendue. Mais la garde nationale sédentaire ne fit, pendant quelques jours, qu'un service de postes intérieurs et, encore, le cessa-t-elle bientôt.

La réorganisation de la garde nationale fut même d'abord un obstacle à celle du corps de francs-tireurs, qui ensuite ont pris une part active à la défense. Depuis longtemps il y avait à Strasbourg une société de tir à la carabine, semblable à celles de Suisse et renommée pour son adresse. Il était naturel de l'utiliser, et on pouvait en tirer bon parti en ne la réduisant pas à un service d'éclaireurs et de partisans, mais en l'associant aux artilleurs des remparts. La première fois que cette idée fut produite, elle fut repoussée. Les militaires redoutaient des corps non soumis à la discipline ordinaire et libres dans leurs allures, dont on ne pouvait attendre la régularité de marche et l'exercice en douze temps. Le colonel de la garde nationale

lui-même craignait l'organisation de corps spéciaux dans lesquels on eût pu voir des compagnies d'élite, ce qui eût pu amener des rivalités et des jalousies.

Il fallait armer les corps spéciaux. Ils demandaient des chassepots. Bien qu'il y en eût en nombre suffisant, le général me fit observer qu'il n'avait pas une assez grande quantité d'obturateurs pour en avoir de rechange s'il disposait de tous ses fusils. Je signale ici ce détail pour montrer qu'il ne faut pas s'exagérer l'importance des progrès faits dans la fabrication des armes. La grande loi physique : ce qui se gagne en masse se perd en vitesse, trouve son application partout. Le progrès sur un point est toujours compensé par un désavantage sur un autre. Les nouvelles armes permettent de tirer un plus grand nombre de coups, mais elles exigent une plus grande quantité de munitions, et l'approvisionnement du champ de bataille est devenu plus difficile. Les détails de la fabrication soumettent ces armes à des chances plus nombreuses de détérioration, et leur complication fait que, si un seul des engins qui les composent ou des éléments de la charge vient à manquer, l'arme devient inutile.

Avec le fusil à pierre, le soldat muni de poudre et de balles était toujours pourvu. Le fusil à percussion a rendu l'approvi-

sionnement d'un troisième élément de la charge nécessaire, la capsule. Le fusil à aiguille exige des cartouches d'une fabrication spéciale qui ne peuvent se faire partout, des aiguilles de rechange, des obturateurs, etc. Qu'un seul fourgon soit arrêté par un accident quelconque, qu'un oubli soit commis, une armée peut se trouver dégarnie. Les accidents sont dans l'ordre des choses possibles, et il ne dépend pas de la prudence humaine de les éviter complétement. Au début d'une guerre, on peut tout prévoir; mais si elle se prolonge, si les armées opèrent loin des frontières, dans des pays difficiles, sans communication avec leurs lieux de ravitaillement, on verrait peut-être ces armes perfectionnées devenir la cause de grands revers.

Ce que je dis n'est pas pour critiquer ces armes, je ne propose pas de revenir aux arcs et aux flèches, ou aux épieux, la plus simple des armes. Il est impossible que, dans la prévision d'un accident, on se condamne à une infériorité permanente vis-à-vis d'un ennemi mieux armé. Je veux seulement faire ressortir la très-grande importance, devenue encore plus grande aujourd'hui, de veiller aux approvisionnements de matériel, de préparer la guerre de longue main, et aussi combattre l'impression de découragement

que certains perfectionnements dont nos ennemis sont en possession pourraient causer, en montrant que ces perfectionnements ne sont pas infaillibles.

La formation de compagnies de francs-tireurs était cependant tellement dans les exigences de la situation, que l'idée en fut bientôt reprise et donna naissance à deux compagnies, celle des francs-tireurs ou chasseurs, celle des tirailleurs volontaires; celle-ci composée d'anciens soldats, l'autre de jeunes volontaires de toutes les conditions.

Dans la soirée du 13 août, le premier boulet tomba dans la rue du Marais-Vert, derrière la gare du chemin de fer, au pied des remparts. Le 14, d'autres arrivaient sur le faubourg de Saverne, la gare, le mont-de-piété, les quais. Ils étaient lancés par des batteries volantes parcourant la campagne; on les crut dirigés sur les fortifications, et qu'ils avaient dépassé le but. On s'effraya de la possibilité du retour de pareils accidents, tant l'on était loin de s'attendre à la nouvelle manière de faire les siéges que les Allemands devaient inaugurer. Ces premiers projectiles révélèrent la longue portée des pièces prussiennes et ne firent pas moins d'effet sur les militaires que sur la population. Dans celle-ci quelques personnes osèrent dire que, dans les conditions actuelles de l'artillerie, les fortifications ne

protégeant plus les places, les règlements militaires n'étaient plus obligatoires. M. Pron opposa à ces défaillances le texte précis du décret sur le service des places. « Comment, disait-il, nous n'avons pas un boulet dans les ouvrages, pas un soldat tué ni même blessé, il n'est pas possible de songer à rendre la ville. » Ces paroles furent comprises, mais il faut rapporter l'honneur de la résolution et de la défense à ceux qui ont su inspirer ces sentiments.

Le 14, la Robertsau fut occupée par les Prussiens. Le baron de Bussière était resté dans sa maison de campagne transformée en ambulance. Il fut enlevé et transporté dans la forteresse de Radstadt.

On ne comprend pas les motifs de cette violence, si ce n'est que M. de Bussière avait une grande importance personnelle par sa fortune, sa popularité, sa qualité de député, et que son gendre, le comte de Pourtalès, commandait un des bataillons de gardes-mobiles enfermés dans Strasbourg.

M. de Bussière avait été l'un des plus actifs propagateurs de la société internationale de secours aux blessés. Sa maison et sa personne ne furent pas protégées par le drapeau de la société. On n'eut pas même pour lui les égards dus à tout homme de sa position et de son âge, en temps et pays civilisés. Il fut enlevé sans avoir la permission de se munir de linge et de vê-

tements, jeté dans un cachot, et à sa sortie on lui présenta à payer une note ridicule pour fourniture d'une misérable couchette. Ce ne sera pas du reste la seule violation de la convention de Genève que j'aurai à signaler. Dès le lendemain de la bataille de Frœschwiller, le docteur Sédillot et d'autres chirurgiens de Strasbourg se rendirent à Haguenau pour y installer les ambulances. Ils y furent retenus et ne purent pas rentrer en ville.

Dans la crainte des explosions, l'éclairage au gaz fut interrompu le 14 août, et remplacé par des lanternes attachées aux fenêtres par les habitants.

La cavalerie badoise chargée des reconnaissances était principalement composée de jeunes gens et de garçons brasseurs qui avaient servi à divers titres à Strasbourg. Ils connaissaient bien le pays, et il leur était facile d'utiliser leurs anciennes relations. De plus, nous avions encore une nombreuse population d'Allemands dont les sentiments n'étaient pas douteux. Leur expulsion n'avait pu être exécutée qu'en partie. Aussitôt qu'elle fut décidée, les sollicitations arrivèrent de tous côtés; on obtint des délais, puis on pensa à autre chose. Il devint nécessaire de défendre de monter sur les clochers et les édifices élevés pour empêcher les signaux à l'ennemi. Un brasseur, Schott, Allemand d'origine,

réfugié en France pour banqueroute, je crois, fut inculpé d'avoir, depuis le commencement de l'investissement, reçu chez lui des officiers allemands déguisés en garçons brasseurs. Il fut arrêté. Je ne puis dire que l'accusation fût fondée. Le fait paraissait probable; il était appuyé de circonstances et de détails précis, mais l'affaire était de celles que le général commandant supérieur s'était réservées. L'instruction commencée fut abandonnée au bout de quelques jours. Schott resta en prison une quinzaine, puis fut mis en liberté.

Du 8 au 15 août, trois reconnaissances furent faites au dehors. Dans chacune on fit des prisonniers, et dans la dernière, 6 Badois, dont un officier, trouvé dans la brasserie du Tilleul à l'Orangerie, revêtu du brassard de la Société internationale.

Telles étaient les choses quand arriva le 15 août. Le matin, les Badois firent sauter le pont tournant qui relie l'Orangerie à la Robertsau.

Les dispositions de la population étaient déjà fort peu favorables aux manifestations en faveur de l'Empereur, et beaucoup de membres des corps municipaux s'abstinrent de participer aux services religieux auxquels se borna la fête, bien qu'on eût ajouté au *Te Deum* ordinaire des prières pour les victimes de la guerre. C'était mal comprendre la situation. La fête du souve-

rain est autre chose qu'un acte d'adhésion à sa personne. Le prince personnifiant l'Etat, il faut voir dans une solennité de ce genre la manifestation du sentiment patriotique, et cette manifestation empruntait de la grandeur aux circonstances dans lesquelles nous nous trouvions.

Nous nous attendions à ce que la journée ne se passerait pas sans que l'ennemi la signalât à sa manière. Cette attente ne fut pas trompée. Dans la soirée, une trentaine d'obus furent lancés sur la ville. Ils tombèrent dans le centre, sur la promenade du Broglie, rendez-vous habituel de la population, sur le café de ce nom et les maisons voisines.

Cette canonnade continua toute la journée du 16.

L'inaction du général Uhrich commençait à indisposer les esprits. Ce fut pour combattre cette impression qu'il se décida à ordonner une sortie. Toutefois elle ne fut pas dirigée sur les lignes des assiégeants, mais au sud. Le commandement en fut donné au colonel Fievet. Une colonne, appuyée de trois pièces de canon, sortit par la porte d'Austerlitz et s'avança dans la campagne ; mais elle rencontra l'ennemi fortement établi dans les bois du Neuhoff. De leur côté, nos soldats, pour la plupart débris de Frœschwiller, étaient encore démoralisés. Ils ne tinrent pas au premier

feu et se débandèrent en abandonnant nos trois pièces. C'était un échec grave par lui-même et surtout par l'effet moral qui devait en résulter. Je ne sais qui imagina, pour donner le change, de faire sortir par une autre porte trois canons et de les faire rentrer par celle d'Austerlitz, en annonçant que les paysans de Neuhoff les avaient ramenés avant que l'ennemi, hésitant dans la crainte d'un piége, eût songé à s'en emparer. Petite ruse qui ne trompa personne. Le colonel Fievet fut blessé. Au début, ses blessures ne paraissaient pas graves ; mais, au bout de quinze jours, il en mourut.

La journée du 17 et celle du 18 furent marquées par la continuation de la canonnade. Elle tua ou blessa quelques personnes, abîma des maisons. Une pauvre femme fut atteinte dans son lit et eut les deux jambes coupées.

Dans la prévision des incendies, le maire ordonna de munir les maisons à tous les étages de cuves pleines d'eau, et invita les habitants à organiser un service de surveillance. En même temps, les pompes étaient distribuées dans chaque quartier avec des postes permanents.

La bataille de Frœschwiller avait coïncidé avec le renouvellement des Conseils Municipaux, et il avait été interrompu dans l'émoi de la défaite. Des élections

étaient impossibles, un arrêté du préfet prorogea les pouvoirs de l'ancien conseil municipal. Dans la nuit du 18 au 19 éclata le premier incendie, à l'extrémité du faubourg National. Tout un îlot contenant 17 maisons fut consumé, malgré les secours les plus prompts. Je dois dire qu'il ne fut pas démontré que ce sinistre ait été causé par le feu de l'ennemi ; et ce qui vient à l'appui, c'est qu'il ne chercha pas à empêcher les secours en tirant sur le feu, comme il le fit plus tard.

Cet incendie avait une gravité plus grande encore que celle qu'il tirait du nombre des maisons brûlées. Le quartier touchait aux magasins de réserve de la boulangerie, construits en matériaux combustibles, et qui renfermaient nos approvisionnements de farines. On réussit cependant à les préserver.

J'avais passé la nuit sur le lieu du sinistre, avec M. Pron et le général Uhrich, et je rentrai chez moi à quatre heures et demie. A sept heures, je fus réveillé en sursaut par une violente commotion. Un obus tiré du fort de Kehl venait de frapper le mur de façade de ma maison, à l'angle de ma chambre à coucher. Le mur, orné de pilastres en saillie et contrebuté par une forte cloison, fut enlevé dans tout l'espace qui séparait deux fenêtres. Il était en pierres de taille et, à cause des pilastres dont

je viens de parler, avait d'un côté 1,02 d'épaisseur et de l'autre 0,72. L'obus éclata dans l'appartement ; les cloisons, portes, fenêtres et glaces furent enlevées, tous les meubles brisés, mais je ne fus pas atteint. Je crois être le seul homme qui, dans ce siége, ait reçu un projectile dans sa chambre sans avoir été tué. Un effet remarquable, c'est que les objets légers résistèrent. Les tableaux ne furent presque pas endommagés, et un petit thermomètre qui était accroché à la fenêtre même qui avait été frappée, fut emporté à travers tout l'appartement et retrouvé sur l'escalier à une distance de plus de 25 mètres, sans dégât.

Cinq minutes après, un second obus entra dans une maison voisine, celle de Mme de Dartein, éclata dans le salon, où heureusement il n'y avait personne, et y réduisit tous les meubles en petits fragments. Un troisième tomba dans la salle basse d'une maison de l'Arc-en-Ciel, où se tenait une petite école. Il y avait 8 petites filles. Deux furent tuées sur le coup; les autres, horriblement mutilées, moururent au bout de quelques jours.

Ce fut le commencement du feu du fort de Kehl, qui ensuite se concentra sur la citadelle et le quartier de la Krutenau. Ajoutons que la citadelle ouvrit le feu sur la ville de Kehl et la détruisit jusqu'à la place de l'Eglise.

Le général de Werder, commandant de l'armée assiégeante, adressa au général Uhrich des plaintes de ce qu'il avait fait tirer sur Kehl, ville ouverte. Il annonçait qu'il allait faire estimer les dommages et en rendrait le général commandant de Strasbourg personnellement responsable. Il lui fut répondu que si Kehl était une ville ouverte, ses batteries n'auraient pas dû être dirigées sur nous, et que le général prussien avait le premier manqué aux lois de la guerre en tirant sur la ville avant d'avoir dénoncé le bombardement.

Il résulta de cet échange de récriminations que le général de Werder annonça qu'il cessait le bombardement et le dénoncerait avant de le reprendre.

La garde mobile prenait déjà une part active à la défense. Deux de ses bataillons étaient cantonnés à la citadelle, deux dans la ville. La conduite de ces jeunes gens montre le cas qu'il faut faire des théories routinières qui exagèrent la longueur du temps nécessaire à l'instruction du soldat. Non-seulement ils faisaient le service des remparts avec la troupe de ligne, mais concouraient aux reconnaissances et aux petits combats de chaque jour pour dégager les abords de la place.

Ce fut à ce moment que le service de la défense fut complétement organisé et divisé en quatre sections.

Le commandement de la citadelle fut confié au général Moreno.

L'amiral Exelmans prit celui des fronts qui s'étendent, au nord, de la citadelle à la porte de Pierres, et embrassent les ouvrages avancés de la Finckmatt et des Contades. Ce dernier couvrait le barrage de retenue des eaux de l'Ill, qui maintenait l'inondation des fossés.

Le colonel Blot eut toute la partie de la porte de Pierres au faubourg National. Il était opposé aux batteries de Schiltigheim et de Kœnigshoffen. Enfin, toute la partie méridionale de la porte Nationale à la citadelle fut donnée au colonel Petitpied. Ce commandement était le plus étendu, mais il était couvert par l'inondation.

Pendant cette première partie du siége nous n'avions pas été absolument sans nouvelles du dehors. Plusieurs personnes avaient réussi à rentrer en ville sous divers déguisements et nous avaient apporté des motifs d'encouragement et des espérances de secours, accueillies par la population avec une avide crédulité. Mais, en même temps, les progrès des Prussiens démentaient suffisamment les bulletins de nos prétendus succès autour de Metz et en Lorraine. Ni M. Pron, ni moi, ne pouvions garder d'illusion, et, dès ce moment, nous voyions les choses comme elles étaient. Un seul espoir nous restait. Un corps d'armée

occupait Belfort. S'il eût tenté une diversion en Alsace, sur les derrières de l'ennemi, elle eût eu chance de succès, et il eût mieux valu l'essayer que la série de manœuvres qui ont abouti à Sedan.

Nous perdîmes ce dernier espoir en apprenant la réunion de ce corps à l'armée de Nancy. Je ne veux pas raconter ici tous les bruits, toutes les nouvelles qui arrivaient de sources inconnues, et démentis aussitôt que nés. On a reproché à l'autorité de n'avoir pas tenu régulièrement la population au courant des événements extérieurs et de ne s'être pas attachée à combattre ces rumeurs. Cette accusation est injuste. Nous avions cherché à organiser un service de correspondance au moyen d'hommes dévoués. Je m'abstiens de plus de détails à leur sujet, car plusieurs habitent encore l'Alsace, et l'on comprendra les motifs de ma réserve. Mais ce service était loin de nous donner des informations régulières, et une petite dépêche chiffrée, roulée et réduite à un volume qui permettait au besoin de l'avaler, ne pouvait être très-explicite. Sauf des faits sommaires, souvent de date ancienne, nous ne savions rien. Il ne nous était donc possible ni de démentir ni de confirmer des bruits sur lesquels nous n'avions pas de certitude. Pour tous les gens sérieux, le silence de l'administration était assez clair. Si nous

avions fermé la bouche aux donneurs de nouvelles, on n'eût pas manqué de nous accuser de tyrannie, et, qui sait? peut-être de vouloir décourager les bons citoyens.

IV

LE BOMBARDEMENT — ACTES OFFICIELS

19 août. Ordre du général qui annonce qu'il ne passera pas la revue de la garde mobile.

20 août. Arrêté du maire qui établit un cimetière provisoire dans le Jardin botanique.

20 août. Arrêté du maire qui interdit les achats de bestiaux hors du marché.

22 août. Proclamation du général, du préfet et du maire, pour prévenir les habitants du bombardement.

26 août. Proclamation promettant des dédommagements aux victimes du bombardement.

27 août. Ordre du général et du commandant de place, faisant connaître les postes de secours pour les blessés et déterminant les lieux où seront construits des abris pour la population.

29 août. Arrêté du préfet, qui dissout le

conseil municipal et institue une commission municipale.

Ce chapitre embrasse la période qui s'est écoulée depuis le 20 août jusqu'au 1er septembre.

Au moment où je suis arrivé, l'armée assiégeante avait terminé ses lignes et armé ses batteries. Elles comprenaient tout le segment qui s'étend au nord de la ville, de la Robertsau à Kœnigshoffen.

Ainsi que je l'ai dit, l'inondation couvrait la partie sud sur une lieue d'étendue, mais les communications étaient encore possibles de ce côté avec la campagne par le Neudorf et le Neuhof, qui se prolongent jusqu'au polygone et la forêt. C'est par là qu'arrivaient encore des provisions, et nombre de familles s'étaient réfugiées dans ces deux villages. C'était un triste asile. Ils ne sont composés que de petites maisons de paysans. On y était entassé sans aucune des commodités de la vie, sans vivres, exposé à l'avidité des habitants et à la brutalité de l'ennemi, qui, maître de ces villages, ne ménagea pas les mauvais traitements aux émigrants.

Malgré la profusion de ses ouvrages, Strasbourg manque de ceux que la portée actuelle de l'artillerie rend indispensables pour tenir l'ennemi à distance. On a tou-

jours considéré Kehl comme son annexe nécessaire. Elle n'a aucun fort détaché. Vauban, dans un temps où cela était moins démontré qu'aujourd'hui, avait indiqué un fort à construire sur le plateau de Schiltigheim, au lieu même où les Autrichiens ont placé leurs batteries en 1814 et où les Prussiens les ont établies cette année. La construction de ce fort avait été discutée, puis ajournée, malgré les représentations du général Ducrot pendant son commandement.

Chose étrange, dans une ville de guerre de cet ordre, il n'y avait pas de casemates pour abriter la garnison et la population.

C'est vers ce temps que les habitants commencèrent à se réfugier dans les caves. On a dit qu'ils y avaient souffert de l'infiltration des eaux. Ce n'est point exact. En général, les caves ne sont pas un séjour très-commode. Celles de Strasbourg n'étaient pas dans de plus mauvaises conditions que celles des autres villes ; elles étaient même meilleures à cause des bons matériaux du pays. Elles étaient vastes et saines, plus ou moins, selon les quartiers, mais mal aérées, parce qu'il fallut boucher les soupiraux pour empêcher les obus d'y pénétrer.

Je prends ici l'ordre et la forme de mon ournal. Cette méthode me paraît mieux

refléter les impressions de chaque jour et la physionomie de la situation.

20 Août.

Dans la nuit, attaque de l'ennemi sur le fort du Paté. Il est repoussé.

Etablissement d'un cimetière provisoire dans le jardin botanique. C'est là qu'ont été ensevelies les victimes de ce siége, tant militaires que civiles, celles-ci plus nombreuses que les premières et parmi lesquelles dominaient les femmes et les enfants. On verra plus loin que c'était bien à la population civile que s'adressait le feu de l'ennemi. C'est cette barbarie qu'a autorisée de sa présence le Grand-Duc de Bade, en reconnaissance probablement de l'asile que la ville de Strasbourg avait donné en 1848 à lui et à son père, quand ils étaient chassés par leurs sujets.

Nous recevons une dépêche qui nous annonce un combat de deux jours, et à notre avantage, entre Vionville et Metz.

On tire sur notre parlementaire, M. de Berthier; il paraît qu'il avait eu le tort en revenant de mettre son cheval au trot. Le général de Werder a répondu d'une manière convenable à la plainte du général Uhrich et fait des excuses.

21 Août.

Le général Uhrich demande la permission de faire sortir les femmes, les vieillards et les enfants. Cette demande a dû être suggérée par les gens qui veulent rendre la ville, pour agir sur l'opinion et jeter le découragement dans les cœurs. On se remonte mieux, réuni aux siens, même au milieu des dangers, que les sachant exposés à tous les périls de l'exil.

22 Août.

Le général de Werder a refusé la sortie des femmes et des enfants. — « Dans une ville de 85,000 âmes, a-t-il répondu, les femmes et les enfants sont une cause de faiblesse qu'il veut nous laisser. » — Cependant ce même jour plusieurs saufs-conduits furent accordés, par l'intermédiaire de pasteurs protestants, à un certain nombre de dames.

En répondant au général Uhrich, le général de Werder dénonçait la reprise du bombardement sous quarante-huit heures.

Proclamation du maire, du préfet et du général :

« Habitants de Strasbourg, — le moment solennel est arrivé. La ville va être assiégée et soumise aux dangers de la

guerre. Nous faisons appel à votre patriotisme, à votre virile énergie, afin de défendre la capitale de l'Alsace, la sentinelle avancée de la France.

« Des armes seront délivrées aux citoyens désignés par M. le maire, à l'effet de concourir à la protection de nos remparts. Amis, courage ! la patrie a les yeux sur vous ! — Signé : Humann, — baron Pron, — Uhrich. »

23 Août.

Le cocher qui a conduit Mme X. rapporte dans le tuyau de sa lanterne un numéro de journal le *Petit Moniteur* contenant le récit d'une grande victoire remportée par le maréchal Bazaine, le 18, près de Metz. Emotion impossible à décrire. L'*Impartial du Rhin* et le *Courrier du Bas-Rhin* réproduisent ce numéro tout entier.

L'auteur d'un récit du bombardement de Strasbourg a amèrement reproché au Gouvernement cette nouvelle, qui n'était cependant pas fausse, puisqu'il s'agissait de la bataille de Gravelotte, et qu'il est bien connu aujourd'hui que si cette affaire n'a pas été une grande victoire, elle est bien loin d'avoir été une défaite, et reste une des pages glorieuses de la guerre. Il a oublié que dans ce temps le *Moniteur* était un journal d'opposition, et que le

Gouvernement n'était nullement responsable de ce qu'il publiait. Il incrimine même l'administration de Strasbourg, qui n'était pour rien dans l'arrivée de ce journal et dans sa publication. On n'avait aucun moyen de juger du vrai ou du faux de ce récit. Elle y a cru elle-même, car il était vraisemblable. J'ai déjà eu l'occasion de dire quelle réserve lui était imposée et quels en étaient les motifs. L'auteur de l'écrit que j'ai en vue était lui-même rédacteur du *Courrier du Bas-Rhin*, journal d'opposition. Il devrait donc prendre pour lui-même les reproches qu'il fait à l'administration. Quoi qu'il en soit, la nouvelle se complétait par des détails qui peignent le temps et combien les journaux étaient bien informés.

« L'armée du prince Frédéric-Charles était en pleine déroute, et il n'en restait que des débris. Le prince était lui-même blessé, son fils tué. — Le roi de Prusse avait ordonné une levée de 200,000 hommes. — La Bourse de Berlin avait baissé de 2 fr. » Il y avait encore des personnes qui s'imaginaient que si les Prussiens pénétraient au cœur de la France, les puissances étrangères interviendraient. L'événement a bien démontré leur erreur. La France a trop excité les jalousies de toute l'Europe. Nous avons à expier la grandeur de notre histoire. Il ne faut pas oublier combien la ja-

lousie et la cupidité des puissances ont aidé aux progrès de la Révolution depuis son origine. Jamais elles n'ont songé réellement à soutenir Louis XVI, à seconder les efforts des princes et des émigrés pour rétablir par des mains françaises un gouvernement régulier.

En 1792, elles n'ont eu en vue que le partage de nos provinces. Elles n'ont aidé ni Lyon ni la Vendée. Qu'on se rappelle la conduite indigne des petits princes allemands qui mettaient à la porte de leurs parcs ces écriteaux : — « Défense d'entrer aux mendiants et aux émigrés, » — et qui a inspiré ces vers de Delille :

D'autres ont des jardins, des palais somptueux;
Le monde entier vient voir leurs parcs voluptueux ;
Mais des pas d'un Français l'on n'y voit pas l'empreinte ;
On craindrait que ses maux n'en souillassent l'enceinte.
Ah ! ces jardins pompeux et ces vastes palais
Valent-ils un des pleurs taris par des bienfaits !
Tombez devant ce luxe, altières colonnades ;
Croulez, fiers chapiteaux, orgueilleuses arcades,
Et que le sol ingrat d'un ingrat possesseur
Soit sec comme ses yeux et dur comme son cœur !

(*La Pitié*, chant IV.)

Ce fut une justice quand la Révolution chassa à son tour ces princes et que Napoléon humilia leur orgueil.

Tout le monde applaudira donc à notre abaissement. La Russie et la Prusse font évidemment cause commune. Les sympa-

thi(s de l'Angleterre sont douteuses. Quant à l'Autriche, c'est une puissance en décadence qui ne peut ni n'ose rien, et qui peut-être subira la première le contre-coup de la rupture de l'équilibre européen.

Sans attendre les quarante-huit heures d'usage, la canonnade commença à neuf heurs et demie. Sept obus tombèrent sur l'hôpital civil : un sur l'ambulance du grand séminaire, d'autres sur le petit séminaire, sur le séminaire protestant, sur les Petites-Sœurs des pauvres. Un soldat blessé y fut tué. Dans les rues, deux femmes et deux enfants tués.

En même temps recommençait le bombardement de la citadelle par les batteries de Kehl.

C'est ici le lieu de faire connaître les projectiles dont l'ennemi fait usage. Toute son artillerie est composée de canons d'acier, rayés, se chargeant par la culasse. Le général de Werder a annoncé qu'il en avait 350. On ne se sert que de projectiles creux cylindro-coniques, revêtus d'une enveloppe de plomb qui s'engage dans les rayures de la pièce et assure la portée et la précision du tir.

Nos bou ets n'ont pas cette enveloppe de plomb. Ils sont munis d'oreilles en fonte qui doivent aussi s'engager dans les rainures, mais ce système est moins bon que celui des Allemands. L'oblitération n'est

pas aussi parfaite, et il se perd un certain temps dans l'ajustage du projectile.

Il faut aussi reconnaître la supériorité du canon d'acier se chargeant par la culasse. Il est plus léger que le canon de bronze avec une résistance supérieure. La pièce de bronze ne peut supporter que 1,000 à 1,200 coups, et il a été démontré que celles d'acier qui ont tiré chacune un nombre de coups plus considérable devant Strasbourg n'avaient subi aucune détérioration à la fin du siége.

La charge est plus rapide. Elle se fait à l'abri, derrière les pièces, sans qu'il soit nécessaire de découvrir les hommes comme dans la manœuvre du canon se chargeant par la gueule ; il n'y a pas à écouvillonner, et point de risques d'accident de ce côté. On n'est plus obligé de pointer la pièce à chaque coup. On peut la placer en barbette, l'enterrer dans un épaulement. On supprime ainsi les embrasures. Enfin, les canons ne sont plus nécessairement espacés ; on les range gueule à gueule, ce qui rend impossible à l'infanterie d'enlever les batteries.

Notre artillerie rayée avait été un grand progrès. Elle nous a valu la victoire de Solferino. Mais nous avons eu le tort de nous arrêter en chemin et de croire que nous avions atteint les limites de la perfection. On prétend que la supériorité est

assurée à l'Allemagne parce qu'elle possède seule les procédés et les usines de Krupp, où l'acier se fabrique en grandes masses homogènes. Mais peut-on croire que dans ce temps-ci aucun procédé industriel puisse rester un secret et une propriété exclusive? Je suis convaincu que la France fabriquera des canons d'acier aussi bien que Krupp quand elle le voudra.

En 1792 nous manquions aussi de canons. Monge a su en simplifier et en multiplier la fabrication d'une manière qui a dépassé tout ce qu'on avait pu faire jusqu'alors.

Les projectiles sont, comme je l'ai dit, des boulets creux cylindro-coniques. Leur explosion est déterminée par deux systèmes différents.

L'un est notre système lui-même : un cadran réglant une mèche suivant la portée du tir. On dit le système allemand plus précis, parce que, chez eux, le cadran est réglé à 80 points et le nôtre seulement à 6. Mais je ne suis pas convaincu de cette supériorité; la combustion de la mèche peut être modifiée par mille causes; on ne peut arriver à la précision absolue. Les obus allemands de cette espèce ne m'ont pas paru plus infaillibles dans leur explosion que les nôtres.

Le deuxième système est très-ingénieux, et fort simple en même temps. Je doute

qu'il soit possible d'arriver à quelque chose de plus parfait.

A l'œil de l'obus se visse une fusée percutante en cuivre, composée 1° d'un tube en communication avec la charge, 2° d'une capsule fulminante. Dans le tube est renfermé un petit cylindre creux et lourd qui glisse librement et est armé d'une aiguille dont le choc sur la capsule détermine l'explosion. Tant que le projectile est en mouvement, le cylindre suit l'impulsion commune. S'arrête-t-il : en vertu d'une loi physique bien connue, le cylindre continue d'obéir à l'impulsion acquise et vient frapper la capsule. C'est ainsi qu'une personne placée dans une voiture ou une barque est projetée en avant si celle-ci s'arrête subitement. Aussi n'est-il pas nécessaire que le choc de l'obus se fasse directement sur la capsule. L'arrêt subit par quelque cause que ce soit, par le choc sur le côté, dans l'eau même, amène l'explosion.

Au premier abord, il paraît impossible avec des engins aussi délicats, aussi sensibles au moindre choc, au point qu'on ne pourrait les renverser sans les faire éclater, d'opérer sans accidents les transports et l'approvisionnement, ainsi que la charge des pièces.

Il faut remarquer que la capsule est indépendante du reste de la fusée. On ne l'y

fixe qu'au moment du chargement. De plus, il y a près de l'œil du boulet un petit trou que quelques-uns de nous avaient pris d'abord pour un évent, mais qui est destiné à recevoir une broche en fer. Celle-ci maintient le cylindre armé de l'aiguille pendant les manœuvres. Cette broche ne force pas. La force centrifuge la fait s'échapper dans le mouvement de rotation que les rayures du canon impriment au boulet.

Ces projectiles étaient de 3 calibres dans les premiers temps, 30, 18 et 12 kilogrammes. Plus tard nous en avons reçu de plus gros et jusqu'à 60 kilogrammes. Ils étaient chargés de poudre, de mitraille, de balles, quelques-uns de balles explosibles et de composition incendiaire quand ils étaient destinés à mettre le feu aux édifices. La portée de l'artillerie prussienne est de 4 à 6 kilomètres. Elle pouvait, dépassant la ville, prendre à revers les batteries des remparts opposés.

24 Août.

Jusqu'à ce jour, nous n'avions eu à subir qu'une canonnade par volées. A huit heures du soir commença le bombardement régulier, continu, méthodique et incendiaire, qui ne devait plus cesser jusqu'au

27 septembre : trente-quatre jours consécutifs. Je passais en ce moment sur la place du Broglie pour me rendre compte de l'état de la ville. Cette promenade était déserte depuis plusieurs jours ; elle était balayée par les batteries de Schiltigheim et de la Robertsau. Un obus passa dans l'air en sifflant et alla tomber dans une petite rue derrière la Banque. J'y courus pour voir s'il avait fait quelque victime. Il avait éclaté sur un toit et seulement rempli la rue de décombres. Un second m'attira plus loin. Je suivis cette rue jusqu'au point où, après avoir fait un coude, elle débouche dans celle de la Nuée-Bleue. Dans celle-ci, sur un trajet de 300 mètres environ, quarante obus passèrent sur ma tête, attaquant les étages supérieurs des maisons et couvrant la rue d'une pluie de gravois et d'éclats. Il n'y avait pas moyen de s'abriter sous les portes cochères, elles étaient toutes fermées. Je revins ainsi sur le Broglie. Il y avait là un grand espace découvert, battu dans deux directions et dangereux à franchir. Je pus cependant le traverser sans accident et arrivai à l'entrée des rues du Dôme et Brûlée. Là, deux obus tombèrent ensemble et éclatèrent avec une vive lueur sur la maison qu'habitait la veuve du colonel de Franchessin, si glorieusement tué à Frœschwiller. Je crus la maison en feu et ne fis qu'y entrer pour m'assurer du mal fait. En

sortant, le reflet d'une grande flamme sur les bâtiments de l'hôtel de ville, situés en face, me fit me retourner subitement. C'était la bibliothèque qui brûlait.

Depuis le commencement du siége, M. Pron et moi ne quittions plus notre uniforme, pour être prêts à tout événement. Je pus donc courir aussitôt sur ce point, qui d'ailleurs n'était pas distant de plus d'une centaine de mètres.

La Bibliothèque occupait le chœur d'une ancienne église de dominicains dont la nef était affectée au culte protestant. On avait divisé ce bâtiment en étages desservis par un escalier en bois. Depuis longtemps ce local était jugé insuffisant et incommode ; les livres y étaient entassés.

On a reproché à l'autorité municipale de n'avoir pris aucune précaution pour mettre en sûreté ce riche dépôt. Mais outre que le déménagement eût été une opération très-longue, il faut remarquer que nous étions au début du siége réellement offensif et que tous les exemples des guerres de ce siècle devaient éloigner de nous la prévision du caractère que les Prussiens allaient donner à la guerre. Nous qui à Rome avions donné l'exemple d'une sollicitude minutieuse pour la préservation des monuments et des objets d'art, pouvions-nous penser que l'Allemagne s'attaquerait à nos édifices publics et aux collections lit-

téraires, à la Bibliothèque d'une ville d'origine allemande, à un dépôt dont chaque jour les Allemands venaient mettre à profit les trésors ?

Nous nous rappelons encore la proclamation du roi de Prusse, promettant sécurité et protection aux personnes privées.

La situation de la bibliothèque était bien connue des Allemands. Ils ont d'excellents plans de la ville, et beaucoup la connaissent pour l'avoir habitée.

A la Bibliothèque municipale était adossée et en communication avec elle par des portes toujours ouvertes, celle du séminaire protestant, riche de 85,000 volumes.

Comme je l'ai dit, le Temple, appelé le Temple neuf malgré son antiquité, faisait suite à ces deux Bibliothèques, et dans le même pâté de bâtiment était le Gymnase protestant, collége principal de la confession d'Augsbourg et faisant partie des établissements que les lois organiques attribuent à ce culte et mettent sous la direction du Consistoire supérieur, qui, comme on sait, siége à Strasbourg.

C'est dans la bibliothèque du séminaire protestant que l'incendie a commencé. En un clin d'œil il s'est propagé de l'une dans l'autre, et tout le bâtiment a été enflammé. Avec quelque promptitude que soient accourus les pompiers du poste le plus voisin, celui de l'Hôtel-de-Ville, il a été impossible

d'arrêter les progrès du feu. L'escalier en bois, brûlé dès le début, n'a pas permis d'arriver à l'étage où étaient déposés les manuscrits et les livres précieux. L'ennemi prenait l'incendie pour but de son tir; les obus éclataient sur les travailleurs sans qu'il fût possible de les abriter. Nous avions des pompes et des pompiers, mais pas de chaînes, et en même temps d'autres incendies éclataient dans plusieurs quartiers.

Ici le foyer était considérable; il gagna par les toitures le Temple-Neuf, puis les bâtiments contigus du Gymnase et embrasa un carré de plus de 150 mètres de côté. Les flammèches gagnèrent les maisons de l'autre côté des rues et ensuite celles des rues du Dôme et du Broglie.

Pendant que M. Pron dirigeait les secours sur ces deux derniers points d'où il était à craindre que le feu ne s'étendît à l'Hôtel-de-Ville, je restai avec le commissaire central de police sur ce triple foyer de la Bibliothèque, du Temple-Neuf et du Gymnase, et j'assistai à cette ruine immense, car nous n'avons pu rien sauver. Cependant il me fut possible de faire évacuer l'ambulance du Gymnase sans perdre un seul blessé, et de les diriger sur celle du Lycée, au milieu des flammes et de l'écroulement des toitures sur tout le parcours. Il y avait des Allemands parmi ces blessés, ce qui n'a pas empêché plus tard

les Prussiens de me dire que leurs blessés n'avaient pas trouvé en France les soins convenables.

A une heure plus avancée de la nuit, les projectiles ennemis mirent encore le feu au Musée de peinture et de sculpture et à l'état-major de la place, situés tous deux dans un grand bâtiment qui faisait tout un côté de la place Kléber.

En outre de ces édifices public, une trentaine de maisons sur divers points, le cercle du Broglie, la moitié de la rue du Dome, brûlèrent cette nuit.

On crut que le feu gagnerait l'hôtel du général de division. Son valet de chambre, pour sauver sa bourse, qu'il lui remit du reste très-fidèlement, força son secrétaire et bouscula tous ses effets. Le général Uhrich ne se plaignit que de ce que, dans ce désordre, on lui avait cassé sa petite pipe.

La perte de la Bibliothèque est un désastre irréparable. Cette Bibliothèque, fondée en 1765 par le savant Schœpflin, qui légua tous ses livres à la ville, s'était accrue pendant la Révolution des bibliothèques des couvents et des châteaux. Le bien mal acquis ne profite pas. Elle renfermait 200,000 volumes, dont 2,500 incunables et 7,000 manuscrits, desquels 6,000 étaient encore inédits et relatifs à l'histoire de l'Alsace et à celle de

Strasbourg. On y conservait le recueil des notices manuscrites de Silbermann sur la ville de Strasbourg, les anciennes constitutions de la république de Strasbourg au 13e et au 14e siècles, et des documents pour l'histoire des anciennes villes libres de l'empire germanique.

Le joyau de ces richesses était le *Hortus Deliciarum*, de l'abbesse Herrade de Landsperg, manuscrit du 12e siècle, grand in-folio orné à chaque page de miniatures et de sujets enluminés qui étaient presque des tableaux. Ce manuscrit, le plus beau peut-être de tous ceux qui ont existé, était l'objet de la curiosité des amateurs des deux mondes. La ville n'avait pas voulu permettre son déplacement pour l'envoyer à l'Exposition de 1867.

On y trouvait encore le premier recueil de *Décrétales* fait par l'évêque Rachio en 788, — les pièces du procès de Gutenberg avec les héritiers de son associé Dritzehn, — un missel de Charlemagne, — un manuscrit sur vélin pourpre écrit en lettres d'or, — un missel de Louis XII.

En objets d'art et de curiosité : — les collections de Schœpflin, — un musée d'antiquités gallo-romaines, — des autels, des tombeaux anciens et du moyen âge, — un médailler, — la collection des médailles alsaciennes, — le sabre de Kléber, — le pot dans lequel les Zurichois avaient ap-

porté, en la conservant chaude, leur bouillie pendant le trajet de Zurich à Strasbourg, en 1576, — enfin des vitraux, les plus beaux du monde avec, mais non après, ceux qui sont dans une abbaye des environs de Bade.

De toutes ces richesses, il ne fut absolument rien sauvé ; rien, qu'un morceau du fourreau du sabre de Kléber, qu'on retrouva plus tard dans les décombres.

La bibliothèque du séminaire protestant avait été fondée en 1531, et s'était enrichie des livres enlevés aux jésuites par les Suédois pendant la guerre de Trente ans, et des collections de plusieurs savants et professeurs de Strasbourg.

Le catalogue des livres imprimés avant 1520 en portait le nombre à 4,000. Il y avait la Bible in-folio sans date, imprimée par Mentelin, et que l'on croit de 1466 ; des livres imprimés par Gutenberg, Furst et Schœffer ; quelques autres de 1455 et 1460, et 500 manuscrits.

Le Temple-Neuf était la plus vaste église protestante de France et le temple principal de la confession d'Augsbourg. Il avait été donné aux protestants par Louis XIV lorsqu'il devint maître de Strasbourg, en 1681, en échange de la cathédrale, qu'il rendit au culte catholique. C'était un vaisseau à deux nefs, comme beaucoup d'églises des dominicains. Il avait été construit

en 1260. On y voyait une Danse macabre et un orgue célèbre, ouvrage de M. Silbermann.

Le Gymnase protestant venait d'être reconstruit à neuf. C'était un très-grand et beau collége.

Le Musée de peinture et de sculpture n'avait pas la même valeur artistique que la Bibliothèque; il renfermait cependant quelques belles toiles du Corrége, du Tintoret, du Guide; — d'Alexandre Véronèse, de Jordaens; —de Philippe de Champaigne; un chef-d'œuvre de Van Ostade, la *Dispute dans un cabaret*; — des Claude Lorrain, des Lebrun, des Oudry; — des tableaux de Guérin, de Haffner, de Brion, de G. Jundt, de Th. Schuler, peintres strasbourgeois; — deux statues d'Olmacht et deux de Gros, dont un Icare fort beau. Tout fut également consumé.

Depuis le désarroi de mon appartement, le 19, je m'étais réfugié à la préfecture, et comme le service était à peu près suspendu, je m'étais fait installer un lit dans mon cabinet. En y rentrant à la fin de cette nuit, je le trouvai bouleversé par les obus qui y avaient plu toute la soirée. Le reste de la préfecture n'était pas en meilleur état. M. Pron et moi nous nous réfugiâmes dans la cage du grand escalier de l'hôtel pour pouvoir prendre de temps en temps un peu de repos.

25 Août.

Les bâtiments brûlés cette nuit ne présentent qu'un amas de décombres fumants, et tellement brûlants qu'on ne peut en approcher. Nous faisons cependant enlever avec des crocs ceux de la rue du Dôme qui pourraient s'écrouler, et déblayer les entrées des caves pour vérifier s'il n'y reste personne. Ces travaux se font sous le feu de l'ennemi, qui ne cesse de tirer régulièrement.

Dans la matinée les moulins de la garnison ont brûlé, ainsi qu'une partie des faubourgs National, de Saverne et de Pierres.

L'Evêque sort dans l'après-midi pour renouveler la demande du général Uhrich de laisser sortir les femmes et les enfants. Le projet de l'Evêque était de s'adresser au grand-duc de Bade, de s'autoriser de ses anciennes relations avec lui et avec son père, en 1848 et depuis. Mais le grand-duc refusa de le recevoir, et le prélat ne put aborder que le général de Werder. Il lui demanda de faire la guerre en militaire et d'attaquer les remparts. — « Non, répondit le général, cela nous coûterait trop de monde et nous en avons bien assez perdu. » — Il refusa aussi la sortie des femmes et des enfants pour les raisons

déjà données au général Uhrich. Le vénérable Evêque disait en racontant le mauvais résultat de sa démarche : — « Je ne suis pas saint Léon, mais j'ai trouvé pis qu'Attila. »

Il était réservé à l'Allemagne de donner ce démenti au grand étalage qu'elle fait de sa prétendue civilisation, et même aux récentes proclamations de son roi, et d'inaugurer une nouvelle manière de faire la guerre. On croyait qu'il était passé en règle dans le droit des gens que la guerre devait se restreindre aux gens de guerre, et ne pas attenter aux personnes et aux propriétés privées. La France avait eu l'honneur d'écrire ces doctrines dans le droit des nations au congrès de Paris. Ce n'était pas ainsi qu'on agissait dans des temps que nous croyons avoir dépassés en civilisation. Pendant la guerre de la succession d'Espagne, les Anglais, commandés par lord Peterborough, assiégeaient Barcelone. Un incendie éclata dans la ville. Le général anglais offrit ses secours pour l'éteindre. Il envoya deux régiments, qui revinrent après reprendre leurs postes dans les lignes.

La réponse à la visite de l'Evêque ne se fit pas attendre. Dans la soirée, des projectiles incendiaires furent dirigés sur la cathédrale, qui prit feu. L'incendie éclatait en même temps sur d'autres points, dans la rue du Fort, dans celles des Récollets,

de la Mésange, des Etudiants, à l'école et au presbytère de Sainte-Aurélie.

Aucune parole ne peut peindre le spectacle de l'embrasement de la cathédrale. Sur toute la longueur de cet immense vaisseau la toiture était en feu. Les tours et la grande flèche, tour à tour éclairées ou voilées par des nuages de fumée, prenaient des proportions et des formes fantastiques. Un moment, le brasier alimenté par les paillassons dont on couvre le pavé de l'église en hiver et que l'on remise en été dans les combles, s'éleva jusqu'au faîte de la flèche. Les flammes gagnèrent les cuivres de la toiture et prirent des teintes bleues et vertes qui éclairaient la ville des lueurs d'un immense feu de Bengale. Aucun secours n'était possible, les pompes n'atteignaient pas à cette hauteur, et des torrents de plomb fondu découlaient des gargouilles.

Les bâtiments voisins de la Préfecture furent aussi incendiés. Ce ne fut qu'avec de grands efforts que nous pûmes préserver l'hôtel, les archives et les bureaux, et toujours les obus et les bombes, tombant sur ces brasiers, ajoutaient leurs éclairs aux lueurs rouges des flammes et leurs détonations aux rugissements de l'incendie. Du haut des combles de la Préfecture nous voyions un cercle de feu autour de nous. L'Alsace est une longue plaine tout unie.

De Bâle et de Mulhouse on voit la flèche de la cathédrale. Ces incendies ont dû donner l'idée d'une totale destruction de la ville.

M. Pron montait pour la dixième fois peut-être dans les combles; un obus y éclata au moment où il ouvrait une porte. Une seconde plus tard, il était broyé. Il ne fut heureusement que légèrement blessé à la tête; grâce à une hémorrhagie abondante, il n'y eut pas d'inflammation.

La destruction de la cathédrale ne fut pas complète. Le toit et la charpente furent seuls consumés; la façade et les vitraux très-endommagés, mais l'horloge astronomique n'eut aucun mal. Dans la même nuit furent encore incendiés : la gare du chemin de fer, des parties des trois faubourgs, le Palais de Justice. Ici non plus, aucun secours n'était possible; la rue de la Nuée-Bleue était défilée par les batteries deSchiltigheim. Toutfutconsumé, greffe, archives, etc.

26 Août.

Dans la matinée, visité les principaux édifices brûlés. A la cathédrale, le sol est jonché des débris des vitraux. La voûte est percée d'une infinité de trous. Les Allemands ont eux-mêmes compris l'odieux de leur vandalisme. Dans la journée, ils firent une nouvelle sommation et s'excusèrent de

l'incendie de la cathédrale en prétendant qu'on avait établi un télégraphe sur une des tours. C'était une justification mal imaginée. Ils savaient parfaitement qu'il n'y avait, ni là ni ailleurs, de télégraphe aérien, et ils étaient en mesure de s'assurer qu'il n'y avait sur les Vosges aucun poste correspondant. Comme ils étaient maîtres du pays jusqu'à Nancy et au delà, il leur eût été bien facile d'enlever ce poste s'il eût existé. Il est vrai qu'on avait établi sur la plate-forme un poste d'observation d'où l'on suivait les travaux du siége. Le général Uhrich consentit à le supprimer sur la promesse qu'il ne serait plus tiré sur l'église; promesse qui ne fut pas tenue. Car chaque jour des obus arrivèrent sur l'édifice, et l'ennemi mit une persistance singulière à viser la flèche. Il l'atteignit plusieurs fois et même la croix. Ce n'est pas par hasard qu'on peut toucher un but à 147 mètres de hauteur.

Comme précédemment, les ambulances ne furent pas respectées; non-seulement les édifices transformés en ambulances, mais les hôpitaux dont la position était bien connue. Nous avons eu la preuve que le général de Werder en connaissait la distribution intérieure et l'affectation de chaque bâtiment. C'est ainsi que fut brûlée, dans la nuit du 25 au 26, l'église de l'hôpital civil.

27 Août.

La destruction du faubourg National s'acheva dans la journée. La chaleur dégagée par les amas de décombres était telle qu'elle suffit pour allumer de nouveaux incendies. Je ne parle pas des maisons qui brûlèrent isolément et par groupes de trois ou quatre. Dans quelques quartiers, dans la rue Thomann, toute une masse de bâtiments entre cette rue et le quai fut détruite.

Le général Moréno, blessé à la citadelle.

Le bombardement de la citadelle était indépendant de celui de la ville. C'était l'œuvre des batteries de Kehl et des îles du Rhin. Le feu n'y cessa pas jusqu'au jour de la capitulation. Les édifices y formaient dans l'enceinte fortifiée une petite ville régulière, avec une place centrale et une église qui était une paroisse et un lieu de pèlerinage. Tous ces bâtiments fort solides, sans exception, furent renversés sans qu'il en soit resté un pan de mur. On n'y voyait plus à la fin du siége que de grands amas de moellons. L'œuvre de destruction fut si complète que, après la capitulation, elle devint l'objet de la curiosité des Allemands. Le général prussien établit un droit d'entrée de 1 th. par personne, qui, au bout d'un mois, avait déjà rapporté plus de 100,000 fr.

Les bombes ne dépassaient pas la rue Brûlée. Il en tomba une sur la maison du commandant Lion ; d'autres au quartier général, à la direction d'artillerie, sur la place Saint-Pierre-le-Jeune. Cette moindre portée des mortiers rend les bombes moins dangereuses en réalité que les obus. Quand une bombe tombe, son effet est terrible. Son grand poids (150 kil.) est encore accru par la hauteur de sa chute ; elle perce une maison du grenier à la cave et peut même enfoncer les voûtes ordinaires ; puis, en éclatant, elle enlève tout l'intérieur, planchers et toitures, sans rien laisser que les quatre murs ébranlés. Mais cet effet est limité. La moitié de la surface d'une ville est en cours, jardins et rues : il y a donc la moitié des bombes qui ne tomberont pas sur des édifices. L'obus, au contraire, suit une parabole presque horizontale ; il ne se perd jamais, car il continue sa marche jusqu'à ce qu'il ait rencontré une maison où il éclate. Son explosion a lieu en tout sens ; ses éclats percent des murs même très-épais.

J'ai vu de près l'explosion de trois bombes. Deux ont fait gerbe, et à cause même de la profondeur du trou qu'elles avaient fait en terre, les éclats ont été projetés sur les toits et à une grande distance. La troisième a éclaté contre un mur derrière lequel je me trouvais ; ce mur, qu'un obus

eût renversé, a suffi pour me protéger.

Une autre fois, une bombe est tombée à 6 mètres du général Uhrich et de tout le conseil de défense, a éclaté en gerbe et n'a couvert ces messieurs que de terre.

Si je raconte ces détails un peu personnels, c'est pour montrer que, quels que soient les dangers des circonstances de ce genre, il ne faut pas cependant se laisser dominer par l'imagination. Le mal que fait l'artillerie moderne est grand, mais il est encore bien au-dessous des moyens qu'elle emploie. La Prusse nous a lancé 193,000 projectiles, sans compter ceux de la mousqueterie. Nous avons eu, tant dans la ville que dans la garnison, environ 2,500 tués. Cela fait 77 projectiles pour un mort. C'est une proportion dix fois plus forte que celle des batailles, mais qui n'est pas encore en rapport avec l'énergie des moyens employés. Le mot du maréchal de Saxe est plus que vrai : — Il faut pour tuer un homme son poids en plomb. — A 40 fr. par coup, estimation modérée du projectile, du plomb qui l'enveloppe, de la main-d'œuvre, de la façon de la fusée explosible (engin très-délicat et travaillé avec une perfection rare), de la charge du canon et de celle de l'obus, ces 193,000 projectiles représentent une dépense de 8 millions, et une masse de fer de 3 millions de kilo-

grammes, suffisante pour couvrir une ville d'une cuirasse de fer.

Singulière proposition faite au conseil municipal par MM. Bœrsch et J. Sengenwald. Ils demandent au général Uhrich de leur permettre d'offrir aux Prussiens une somme de... par jour pour cesser le feu. M. Sengenwald parle même bravement d'offrir 100,000 fr. M. Pron n'a pas beaucoup de peine à leur démontrer leur illusion. Comme chiffre, la somme est dérisoire. Il faudrait au moins parler d'un million. En elle-même, l'offre sera interprétée comme le signe d'une terreur extrême. C'est précisément le but que le général de Werder a voulu atteindre. Il répondra : « Je suis fort aise d'avoir si bien réussi, et encore plus de vous savoir tant d'argent; je continuerai donc le feu jusqu'à reddition de la ville, et je suis fixé sur la contribution que je puis vous imposer. »

Les magasins des décors du théâtre étaient attenants à la Préfecture. C'était un grand danger d'incendie. Le préfet ordonna de les faire déménager. La mairie, — que ce soin concernait, car c'était une propriété communale, — n'obéit pas à des injonctions réitérées. Je fus chargé de l'opération avec des gardes mobiles. Au moment où, pour passer une grille, le concierge de la Préfecture était penché sur la serrure pour y introduire la clef, un obus

passa entre nous deux, à six pouces de ma figure.

Arrestation, à la porte de Pierres, d'un individu portant un paquet d'uniformes badois. On le prit d'abord pour un espion, et l'on faisait déjà mille conjectures sur la destination de ces uniformes. Il s'est trouvé que c'était un tailleur qui avait reçu ces commandes. Mais il n'en est pas moins étrange que de pareilles relations puissent s'établir entre une ville assiégée et l'ennemi.

Nous faisons partir un contrebandier avec des dépêches, mais avec l'inquiétude bien fondée qu'elles ne puissent arriver.

Non-seulement la ville perdait ses monuments, ses richesses artistiques, mais la population, surtout la population ouvrière, était ruinée par les incendies. Les secours étaient impossibles à organiser sous le feu de l'ennemi, et partout à la fois. On avait des pompes et des pompiers ; aucun n'a reculé devant le danger, et plusieurs ont péri par les obus. C'est en grande partie pour avoir l'occasion de signaler à l'opinion de mon pays leur conduite que j'ai entrepris ce récit. Je veux nommer ici les trois principaux chefs de ces braves gens : MM. Gœrner, commandant ; Kœhren, capitaine, et Morin, lieutenant (1).

(1) Les deux premiers et plusieurs autres officiers, sous-officiers et pompiers du bataillon de Strasbourg

Je ne cite que ces trois noms, mais, pour être juste, il faudrait donner ceux de tous les officiers et de tous les hommes du bataillon.

Il était impossible d'alimenter les pompes. Les habitants de chaque maison faisaient une petite chaine dans les corridors jusqu'à un puits. On sauvait à la hâte les personnes et les effets les plus précieux, et, chaque nuit, les habitants de 30 ou 40 maisons étaient obligés de chercher des asiles, d'où quelquefois ils étaient chassés le lendemain. 420 maisons ont été brûlées pendant la durée du siége. Qu'on juge de ce qu'a dû être la perte en mobilier, en denrées commerciales, et surtout celle du petit commerce, dont l'avoir consiste le plus souvent dans l'assortiment d'un magasin.

Dès les premiers jours, ces pertes étaient immenses, et c'était le cœur déchiré que nous voyions ces pauvres familles campant le jour et la nuit, sous la pluie, sur les places, avec les débris de leur petit mobilier, cherchant encore à en construire des abris pour les enfants; et souvent les obus venaient jeter l'effroi dans ces tristes refuges.

ont obtenu la récompense due à leur courage. Nous regrettons que M. Morin, un des officiers qui se sont le plus distingués par leur intrépidité et leur sang-froid, n'ait pas été compris dans les propositions adressées récemment de Strasbourg à M. le Président de la République.

M. Pron avait ouvert les caves de la Préfecture aux familles du quartier, mais elles étaient loin de suffire. Le général autorisa et le génie militaire fit construire quelques abris le long du rempart et sur le chemin de halage du canal des faux remparts. Quelques-unes s'établirent sous les ponts. La mairie ouvrit entre autres le théâtre, les écoles, les halles, la Douane et d'autres bâtiments communaux. En même temps, par une proclamation, il fut promis des indemnités au nom de la France aux victimes du bombardement. Cette promesse aurait été tenue si Strasbourg et l'Alsace avaient pu nous être conservés.

Il fallait aussi songer à la subsistance de ces pauvres gens. Aux distributions très-larges de la mairie s'ajoutèrent des restaurants populaires où des aliments étaient fournis à tous venants à prix réduits, et même gratuitement. Je dirai à l'éloge des restaurateurs de Strasbourg que je n'ai pas appris qu'un seul indigent ait été repoussé par eux. Ils suffisaient aux frais au moyen de collectes faites chez les gens aisés, et d'un tronc placé à l'entrée du restaurant. Jusqu'au dernier jour, ces ressources ont suffi.

28 Août.

Le bombardement continue. La Préfecture est un des buts principaux. Les éta-

ges supérieurs sont criblés, on ne peut même y pénétrer sans danger imminent. Au rez-de-chaussée, les pièces au nord et à l'est sont à chaque instant enfilées par les obus qui éclatent dans les salles et ont brisé meubles, glaces, boiseries, et enfoncé les portes et même les parquets. Il n'est plus possible de se tenir que dans l'angle sud-ouest, qui comprend le vestibule, l'escalier et le cabinet du préfet. La nuit, les dames descendent à la cave. Chacun des hommes couche à son tour dans la cage de l'escalier pour être prêt à tout événement. On s'habitue cependant à vivre et même à dormir au milieu de ces détonations perpétuelles.

Ce jour fut le premier dimanche où les offices furent interrompus dans les paroisses. Nous allâmes à la messe dans la chapelle de l'évêché. Mais la rue qu'il fallait traverser, le jardin et la marquise au-dessus de la porte d'entrée sont sillonnés par les obus. Les débris jonchent la terre. Beaucoup de gens, des femmes surtout, sont venus à cette messe au péril de leur vie, et y assistent au milieu des détonations et des éclats qui rejaillissent dans la cour du palais.

Il y avait cependant des quartiers qui n'avaient pas encore été gravement atteints. Celui de Saint-Thomas ne le fut jamais sérieusement, et le Temple, le Séminaire

protestant, le Consistoire supérieur et la Faculté de théologie protestante, ainsi que les maisons voisines, ont eu peu à souffrir. Les habitants ont pu se préserver en vivant au rez-de-chaussée de leurs maisons et en ne s'aventurant pas hors du quartier. Le château situé derrière la cathédrale, et protégé par ce grand vaisseau, était dans le même cas. Une ambulance, celle de la Société internationale de secours aux blessés, y était établie. Les caves furent ouvertes à nombre de familles. Ces caves étaient belles et saines, mais mal éclairées. On y était entassé au point de ne pouvoir y étendre un matelas. Des femmes ont ainsi passé les trente-cinq jours du bombardement, assises sur une chaise ou un banc, ne cédant au sommeil que vaincues par la fatigue.

L'incendie de la Bibliothèque avait été, pour l'administration départementale, un avertissement salutaire. On descendit dans les caves des Archives les collections les plus précieuses, puis au rez-de-chaussée les papiers moins importants, de manière à laisser les étages supérieurs dégarnis et sans rien qui pût alimenter un incendie. Grâce à ces précautions, et aussi au zèle de l'architecte du dépôt (M. Morin) et d'un poste permanent de pompiers doublé de douaniers et d'ouvriers, tous les documents de ces Archives ont été sauvés.

Le soir, double attaque de l'ennemi sur deux points des remparts, le faubourg de Saverne et la porte de l'hôpital.

29 Août.

Un contrebandier qui a pu passer les lignes nous apporte des dépêches de Schlestadt. Nous y trouvons l'enthousiasme qu'excite à Paris la défense de Strasbourg et le récit des manifestations devant la statue de la place Louis XV.

Les moulins ne marchent plus ; il faudra penser à en établir à vapeur.

Un journal allemand, introduit je ne sais comment, annonce à la date du 24 que l'empereur est bloqué dans Metz, le maréchal Bazaine arrêté devant Châlons et le prince Frédéric-Charles aux portes de Paris, On voit que les journaux allemands n'étaient pas plus véridiques ni mieux informés que les nôtres.

Le feu se ralentit sans cesser complétement. Il se trouve dans les projectiles qu'on nous lance des boulets pleins d'ancien modèle, des morceaux de fer de toutes les formes et même des tronçons de rails de chemin de fer. Il semble que l'ennemi ait épuisé ses premiers approvisionnements.

L'objectif de l'assiégeant est toujours la cathédrale. La flèche est atteinte plusieurs fois et l'escalier d'une des tours démoli

sur une longueur de 50 mètres. Une des quatre tourelles qui contre-butent la flèche s'écroule.

La garde nationale a cessé complétement tout service et a même abandonné les deux postes de la Préfecture et de la Mairie.

J'ai raconté comment les élections municipales avaient été interrompues, et que, le 16 août, le préfet avait prorogé les pouvoirs de l'ancien conseil. Cette mesure et celle qui va suivre ne m'ont jamais paru bien justifiées. Il est de droit et parfaitement écrit dans nos lois que tout fonctionnaire, même après l'expiration de son mandat, doit continuer ses fonctions jusqu'à l'installation de son successeur. Ce principe a été souvent appliqué; il l'est journellement, par exemple, quand l'installation d'un conseil est retardée pour cause de pourvoi contre les élections ou d'annulation de celui-ci. L'autorité morale du conseil municipal fut affaiblie par un acte qui le faisait procéder d'un arrêté préfectoral, au lieu de son propre droit subsistant jusqu'aux élections.

De plus, malgré le refus du général de Werder de laisser sortir les femmes et les enfants, une issue était restée ouverte, comme je l'ai déjà dit, par la porte d'Austerlitz sur le Neuhof. Beaucoup en profitèrent. Je l'ai toujours déconseillé à ceux qui m'ont consulté. J'appréhendais les mau-

vais traitements de l'ennemi et l'abandon. Il me semblait moins dangereux, surtout pour les femmes, de partager le sort commun en restant dans la ville, où du moins il y avait certitude de trouver assistance et protection. On nous a souvent rapporté que l'ennemi avait forcé les hommes réfugiés au Neuhof à travailler à ses lignes, et que la famine et la misère y étaient extrêmes. Dans le nombre de ceux qui avaient cherché cet asile se trouvaient des conseillers municipaux. Ces départs étaient assez mal vus, et ils affaiblissaient le conseil. Aussi il fut décidé qu'il serait dissous et remplacé par une commission, dans laquelle le maire eut soin de proposer au préfet de faire entrer les représentants de tous les partis. Cela n'a pas empêché un des membres de cette commission, qui n'y a dû son entrée qu'à sa notoriété dans le parti avancé, de reprocher au préfet de l'avoir composée d'une manière exclusive.

Les noms des membres de la commission suffiront, pour tous ceux qui sont au courant de l'état des partis dans Strasbourg, pour détruire cette accusation. Les voici dans l'ordre alphabétique où ils furent mis pour garder entre tous la plus grande égalité. Ce point a son importance, car on sait que dans la délégation des fonctions municipales on suit l'ordre du tableau :

MM.

Bœrsch (Charles), chef de l'opposition, membre du conseil général du département, rédacteur en chef du *Courrier du Bas-Rhin*, ancien conseiller municipal.

Burger (Jean), brasseur.

Cailliot (Amédée), professeur à la faculté de médecine, ancien conseiller municipal.

Cailliot (René), propriétaire, ancien conseiller municipal.

Clog, membre du conseil général du département, ancien conseiller municipal.

Destrais, professeur à la faculté de droit, ancien conseiller municipal.

Flach, notaire, ancien conseiller municipal.

Gérard, président honoraire du tribunal de 1re instance, président du conseil général du département, ancien conseiller municipal.

Gœrner, entrepreneur, commandant du bataillon de pompiers.

Grün (Charles), négociant.

Hatt, brasseur, ancien conseiller municipal.

Hatt (Guillaume), propriétaire, ancien commandant de la garde nationale.

Henry (Louis), pâtissier.

Hirtz, professeur à la faculté de médecine, ancien conseiller municipal.

Hœrter, marchand de bois, ancien conseiller municipal.

Huck, marchand de bois, ancien conseiller municipal.

Humann, maire, membre du conseil général, ancien conseiller municipal.

Imlin, vétérinaire, ancien conseiller municipal.

Kablé, directeur d'assurances.

Kampmann, adjoint, ancien conseiller municipal.

Klein, pharmacien.

Klose (Edmond), banquier.

Kolb, constructeur mécanicien.

Kratz, ancien notaire, membre du conseil général, ancien conseiller municipal.

Küss, professeur à la faculté de médecine. Notabilité de l'opinion avancée.

Lauth (Ernest), banquier.

Lauth (Jean-Jacques), ancien brasseur, ancien conseiller municipal.

Lauer fils, entrepreneur.

Lemaistre-Chabert, membre du conseil général, ancien conseiller municipal.

Leuret, ancien médecin principal des armées, adjoint.

Lichtenfelder fils, serrurier.

Lipp, brasseur.

Mallarmé, avocat, adjoint, ancien conseiller municipal.

Momy, notaire, ancien conseiller municipal.

Oberlin, professeur à l'Ecole de pharmacie, ancien conseiller municipal.

Petiti, entrepreneur, ancien conseiller municipal.

Ruhlmann, syndic des jardiniers-cultivateurs.

Saglio (Alphonse), propriétaire.

Schmitt, boulanger.

Schott, brasseur *à la Chaîne.*

Schützenberger (Charles), brasseur.

Sengenwald (Jules), président de la Chambre du commerce, ancien conseiller municipal.

Silbermann, imprimeur et propriétaire du *Courrier du Bas-Rhin*, organe principal de l'opposition, ancien conseiller municipal.

Staelhing, négociant, ancien conseiller municipal.

Stoltz, professeur et doyen à la Faculté de médecine, membre du conseil général, ancien conseiller municipal.

Stromeyer, négociant, ancien conseiller municipal.

Wenger, entrepreneur, ancien conseiller municipal.

M. Grün refusa, ne voulant accepter de mandat que de l'élection.

C'était faire preuve de peu de sens politique et mettre en avant un prétexte mal imaginé pour décliner un poste d'honneur et de danger. Il n'entrait dans l'esprit de personne que des élections fussent possibles au moment où l'on ne pouvait sortir

de chez soi sans courir risque de sa vie. Il fut remplacé par M. Zopff, négociant, un des choix les plus heureux qui aient été faits. Dix des membres de la commission ayant quitté la ville, MM. Gérard, Hatt, Hatt (Guillaume), Hirtz, Lauth (J.-S.), Petiti, Schmitt, J. Sengenwald, Staehling et Wenger, le préfet nomma, sur la présentation de la commission, pour les remplacer :

MM.
Weyer fils, architecte.
Eissen fils, négociant.
Schnéegans (Auguste), rédacteur du *Courrier du Bas-Rhin* et notabilité d'opposition.
Fülhart, ancien boulanger.
André (Oscar), négociant.
Kreitmann, fabricant de papiers peints.
Wolff, avoué.
Lips, négociant.
Bergmann (Charles), négociant.
Belly, tailleur, qui n'accepta pas.

30 Août.

Réunion, sur la place Gutenberg, de 300 à 400 personnes pour réclamer du général des renseignements sur les approvisionnements et les moyens de défense de la ville. Quelques cris de *Vive la République!* Cette manifestation n'arriva pas jusqu'au général.

Il eût pu répondre que, dans les circonstances présentes, il jugeait dangereux pour la défense de publier quoi que ce fût sur ses ressources.

Les Prussiens reconstruisent le pont tournant de la Robertsau.

31 Août.

Arrêté du général interdisant les attroupements et les réunions sur la voie publique.

Arrêté du préfet portant que les deux conservateurs du Musée d'histoire naturelle, une des gloires de la Cité, sont chargés seuls de la garde de l'Académie, M. le recteur s'étant retiré au lycée. Toute autre personne qui voudrait s'immiscer dans le service sera expulsée.

Arrêté du préfet qui me nomme à la trésorerie générale. M. Percheron, trésorier général du Bas-Rhin, avait été nommé à la trésorerie des Bouches-du-Rhône et avait dû se rendre à son nouveau poste. Le 14 août, il avait pu sortir déguisé. Son successeur n'était pas arrivé.

Le bombardement continuait toujours jour et nuit. Déjà il n'y avait pas d'exemple dans les guerres modernes d'un bombardement de cette durée sans interruption. A Sébastopol, il n'a jamais dépassé trois jours sans répit pour les assiégés.

Les premières lignes de l'ennemi étaient terminées. On le voyait pousser les approches du côté de la porte Nationale et de celle de Saverne.

Cependant l'espoir d'un secours persistait dans l'esprit de la population. On ne pouvait croire que la France abandonnât un de ses boulevards, et le corps d'armée de Belfort paraissait naturellement destiné à faire une diversion en Alsace. Si, en effet, une armée eût été formée à Dijon avec les garnisons du Midi et que cette diversion eût pu être faite, la face des choses eût peut-être changé. C'était sans doute l'espoir de ce secours qui faisait naître dans le peuple ces rumeurs qui se renouvelaient sans cesse. C'est ainsi que l'on crut pendant quelques jours à une défaite du général Steinmetz et à un retour offensif du maréchal Mac-Mahon en avant de Châlons, et à sa jonction prochaine avec le maréchal Bazaine entre Verdun et Metz. On donnait des détails précis, les généraux de Failly et Douay livraient bataille sous les murs de Toul...

C'était au contraire en ce moment que se passaient les événements de Sedan, et l'on voit combien nous ignorions les choses du dehors, et même la position des armées.

Cependant, coïncidence singulière, si c'est une simple coïncidence, en ce temps

même il circula quelques bruits qui se rapprochaient de la vérité. On parla d'une révolution à Paris et de la proclamation de la République, ce qui n'était pas bien difficile à imaginer, mais, ce qui est plus remarquable, de la constitution d'un gouvernement provisoire ayant à sa tête M. Jules Favre et le général Trochu. N'était-ce que la simple intuition des esprits, amenés à penser que l'Empire ne pouvait survivre à nos défaites?

V

SUITE DU BOMBARDEMENT. — L'INTERVENTION DES DÉLÉGUÉS DE LA CONFÉDÉRATION HELVÉTIQUE. — PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE.

J'ai raconté dans quelles conditions M. Pron m'avait confié le service de la trésorerie générale. Depuis ce moment ma vie se régla ainsi : je passais la matinée à la Préfecture pour remplir mon office de secrétaire général ; à une heure je me rendais à la trésorerie et j'y restais jusqu'à quatre ou cinq heures pour de là rentrer à la Préfecture.

On se représente ordinairement un bombardement comme une scène de confusion, de feu, de mort, d'affolement général. Il n'en était pas ainsi, excepté la nuit par le contraste des ténèbres et des lueurs des

incendies. Mais le jour la scène changeait. Le tir de l'ennemi était constant, régulier et méthodique. Ses batteries, disposées en demi-cercle de Kœnigshoffen à la Robertsau, convergeaient, les unes sur la cathédrale, point central, pendant que les autres lançaient des feux divergents de manière à croiser les premières, à couvrir toute la ville et à détruire successivement tous ses édifices. Les obus arrivaient ainsi sur tous les points sur le pied de 2 à 3 par minute, et la zone détruite s'élargissait chaque jour en partant des remparts et en s'avançant vers le centre. Un nuage de fumée et de poussière couvrait toute la ville comme un brouillard. Les détonations des canons de l'ennemi se fondaient dans les bruits d'une grande cité et se confondaient avec celles de nos remparts. On entendait d'abord un long sifflement, puis l'explosion de l'obus, suivie, pendant une demi-minute environ, du bruit de la chute des éclats et des pierres. Le sifflement des bombes est particulier, il ressemble à un bourdonnement intermittent produit par le passage de l'air dans les oreilles dont la bombe est munie, et qui varie suivant sa rotation.

Les éclats de l'obus peuvent être lancés jusqu'à une distance de 300 mètres. Ils étaient plus dangereux que l'obus lui-même, car celui-ci, venant d'une direction fixe, on pouvait s'en défiler en suivant

certaines rues. On n'avait plus alors à craindre que la chute des décombres et des tuiles. Celles-ci faisaient d'assez graves blessures, mais l'habitude et surtout l'imminence d'un plus grave danger faisaient considérer celui-ci comme secondaire. Mais les éclats portent dans toutes les directions. Dans beaucoup d'endroits, les habitants avaient disposé des abris et couloirs en planches minces et élastiques. Si ce moyen était généralisé et ces abris renforcés de sacs à terre et reliés entre eux au passage des places et des rues larges par des tranchées et des épaulements, on pourrait diminuer considérablement les dangers d'une ville bombardée.

Le trajet direct de la Préfecture à la Trésorerie générale était le Broglie et la rue de la Nuée-Bleue, larges artères très-ouvertes, balayées par le feu de l'ennemi sur le pied de huit à dix obus par minute et dans deux directions. Sur ce parcours d'environ 500 mètres, il y avait à peu près certitude de ne pas avoir à le recommencer souvent.

La cour et l'avant-cour de la Préfecture étaient directement dans le tir des batteries de Schiltigheim. La porte cochère était brisée, le corps de garde et le poste de police intenables, tous les arbres de la cour et du jardin brisés à la hauteur de 2 mètres. Pour trouver un passage moins

exposé, il fallait suivre une ruelle derrière les bureaux (et pour faire juger de sa sécurité, je dirai que tout un côté était déjà démoli), la rue Brûlée, celle des Charpentiers, la rue des Juifs, puis celle des Hallebardes, les grandes Arcades, la place Kléber, la rue de la Mésange, celle de l'Eglise, par laquelle j'avais fait ouvrir une entrée à la Trésorerie pour éviter au public les dangers de la rue de la Nuée-Bleue. On peut suivre ce trajet sur un plan de Strasbourg. Il laissait ces endroits périlleux, la place de la Préfecture, l'intersection des rues Brûlée et des Charpentiers, celle des rues du Dôme et des Hallebardes. Ce point, voisin de la cathédrale, était tellement battu, que pendant tout ce mois je n'y ai pas passé une fois, et je le faisais au moins deux fois par jour, sans avoir la vue de quelque obus qui venait frapper une des quatre maisons d'angle et jonchait le sol d'éclats et de débris.

Le passage de la place Kléber était moins dangereux, malgré l'étendue de cette place qui offrait un large champ aux projectiles, mais on y avait construit des abris en planches. Ils n'ont pas cependant empêché un jeune commerçant du quartier, M. Herbin, d'y être mortellement blessé par des balles lancées d'un obus. Il succomba à ses blessures quelques jours après la capitulation.

Il y avait aussi des abris dans la rue de

la Mésange. En somme, ce trajet était assez praticable, ainsi que j'en ai fait l'expérience, sans offrir une sécurité absolue, car ces rues étaient, comme toutes les autres, encombrées de décombres sur toute la chaussée, jusqu'au niveau des trottoirs.

Les grandes Arcades étaient relativement assez sûres, malgré quelques blessures reçues sous mes yeux. Elles étaient devenues un lieu de promenade. C'est là que mon ami le comte de Gondrecourt, conseiller de préfecture, resté dans la ville malgré la cessation de tous les services, et moi, nous nous rencontrions chaque jour. Vers cinq heures je rentrais à la Préfecture. M. Pron y avait donné asile au colonel Belu, directeur de l'artillerie, à sa femme et à ses deux filles. La cage de l'escalier servait de salon dans la journée et de salle à manger. Nos commensaux étaient : l'amiral Exelmans, le commandant Dupetit-Thouars, M., Mme et Mlles Belu, le chef du cabinet de M. Pron, M. Charles Mehl. Ces dîners, tristes au début, ne laissaient pas de s'égayer à la fin, et on y faisait même des calembours. C'est ainsi qu'un obus étant tombé dans la salle des séances de la commission municipale à l'Hôtel de ville, le maire en avait inutilement conjuré les membres de savoir mourir sur leurs chaises curules ; ceux-ci réclamèrent énergiquement qu'on leur trouvât un lieu de

réunion *voûté*. Au récit qui nous en fut fait, on s'écria : *Caveant consules*...

On restait réuni dans cette cage d'escalier jusqu'au moment où les deux marins allaient prendre leur poste aux ouvrages puis les dames descendaient à la cave divisée par des paravents.

Depuis que les arbres des remparts avaient été abattus et les édifices intermédiaires brûlés, ce grand hôtel de la Préfecture, bâti dans le siècle dernier par le préteur royal de Strasbourg, M. de Klinglin, était vu de la campagne, et servait de point de mire aux canons de l'assiégeant. L'hôtel du général de division, l'Ecole d'artillerie, l'Évêché, l'Hôtel-de-Ville étaient dans le voisinage, et ce quartier recevait à peu près autant de projectiles que tous les autres ensemble. La quantité d'obus tombés sur les combles de la Préfecture était telle que les bois de la charpente avaient perdu leur équarrissage et étaient tout hérissés d'échardes. Les planchers étaient jonchés de petits copeaux fins, très-combustibles sur une épaisseur de deux à trois centimètres qu'il fallut faire balayer tous les deux jours.

L'hôtel du général de division était aussi incessamment percé. Le général avait dû abandonner le corps de logis principal et se retirer au rez-de-chaussée d'une des ailes.

L'évêché était dévasté sur toute sa façade méridionale, les toits enfoncés. Le gros mur de refend qui divise ce bâtiment sur toute sa longueur ne protégeait plus les appartements situés au nord. L'évêque s'était aussi retiré au rez-de-chaussée et passait la nuit dans les caves, où il avait donné asile à son clergé et aux religieuses des couvents.

Les bureaux de la préfecture n'avaient pas non plus échappé à la destruction. Il avait fallu réunir les employés dans deux pièces du rez-de-chaussée un peu mieux abritées que les autres, pas cependant de manière à ne pas recevoir nombre d'éclats.

Nous avions, pour la préservation des édifices départementaux, un poste de pompiers et d'ouvriers. On peut juger du service dangereux qu'il eut à faire par ce seul fait que nous avons perdu 9 hommes, 6 pompiers et 3 ouvriers.

Je dois saisir cette occasion de signaler le courage du concierge de la préfecture, Voltz; lui et son fils, ont cent fois bravé la mort en éteignant les commencements d'incendie, en portant des ordres et en traversant les cours. Je citerai aussi le brave jardinier Müsel, le vaguemestre Georgé que ni les obus ni les balles n'ont empêché de faire chaque jour son service en portant des messages dans toute la ville. Atteint d'une maladie d'yeux, il se faisait ac-

compagner de sa petite fille, âgée de douze ans, qui lui lisait les adresses; et j'ai dû user d'autorité et lui interdire certains quartiers pour ne pas sacrifier la vie de cette enfant.

Il y avait aussi un petit ramoneur qui semblait avoir le don d'ubiquité. On le voyait dans tous les greniers un seau d'eau à la main, courant après les obus et éteignant le feu à la première étincelle.

J'espère qu'aucun de mes lecteurs, si j'en ai, ne trouvera ces détails oiseux, et qu'ils penseront comme moi, qu'il n'y a pas de priviléges d'honneur pour les chefs, et qu'une part en revient aux petits et aux braves serviteurs.

1er Septembre.

Mort du colonel Fiévet, blessé à la sortie du 16 août. Ses blessures parurent d'abord peu graves. Hier il semblait assez bien; dans la nuit, la ré orption purulente s'est déclarée, et il est mort presque subitement. Nous avons fait ses obsèques au Jardin botanique.

Arrêté du général qui défère aux tribunaux militaires les vols commis dans les incendies.

L'imminence du feu obligeait de laisser les maisons et les appartements ouverts, et des malfaiteurs en profitèrent. Je dois

dire cependant que ces délits n'ont pas été aussi fréquents que les facilités données par les circonstances auraient pu le faire supposer.

Deux obus tombent dans la soirée sur les bureaux de la Préfecture.

2 Septembre.

Ce jour, on fait quatre sorties, dont une commandée par le commandant Dupetit-Thouars. Le résultat est bon. Les soldats tiennent bien et ramènent des prisonniers. Dans le nombre se trouvait un officier d'infanterie prussien, M. Bruno Versen, blessé, de fort mauvaise humeur; il était blessé à la fesse. A peine dans la ville, il fut presque enlevé et transporté successivement dans plusieurs ambulances protestantes. On retrouva cependant sa trace; il fut repris et transféré à l'hôpital militaire, où il n'était pas à craindre qu'il pût nouer des intelligences. Le général de Werder envoie des saufs-conduits demandés directement par des ministres protestants pour des dames de la ville.

Les communications avec la citadelle étaient très-périlleuses. On perdait chaque jour et inutilement des hommes dans la traversée de l'esplanade, vaste espace découvert. Je me suis étonné avec beaucoup d'autres qu'on n'ait point songé à prati-

quer une tranchée qui eût assuré le passage. C'était un ouvrage facile à exécuter avec moins de danger que les tranchées ordinaires des siéges qui se font sous le feu.

Quand ce siége aura été étudié, il fera ressortir la nécessité de modifier complétement le système des places fortes et des défenses nationales.

Avec des armées aussi considérables que celles qu'on met en campagne, l'importance des forteresses diminue. On les masque pour marcher sur les capitales, et si elles sont attaquées, il faut pour les défendre des garnisons en rapport avec les armées assiégeantes. Et alors les villes ne pourront plus suffire à contenir ces garnisons avec leur matériel et leurs approvisionnements.

Du moment que les fortifications ne protégent plus les villes, il est contraire aux idées de civilisation de laisser des populations considérables exposées aux maux de la guerre, sans compter que ces populations peuvent elles-mêmes devenir un danger en ajoutant la guerre civile à la guerre étrangère.

Le système même des forts détachés comme à Metz ne conduit qu'à affamer les villes, avec les armées qui s'abritent sous les forts.

Il faut donc isoler les places fortes des

centres d'industrie et de commerce; concentrer dans des citadelles ou des camps retranchés tous les moyens de défense et les établissements militaires, les arsenaux, les magasins, de manière à offrir un point d'appui solide aux armées.

Dans ce système, il n'y aurait plus dans les villes que les casernes nécessaires aux garnisons conservées dans un intérêt public.

Au moment où je suis arrivé, les pertes de l'armée étaient d'un dixième pour le 87e de ligne et de 17 pour cent pour la marine.

J'ai dit de quels éléments disparates était composée notre garnison. Ici je dois constater que le général Uhrich a montré un vrai talent en la rendant compacte et solide.

C'est à ce moment que se fit sentir la rareté de vivres. Les légumes, les fruits, le laitage manquaient complétement depuis le commencement de l'investissement, et cette privation, surtout celle du lait, augmenta la mortalité des enfants. La fabrication de la bière cessa aussi. La viande de boucherie était rare. Le 25 août elle était à 3 fr. le kilog; le 2 septembre à 7 fr. La volaille était épuisée. La viande de cheval commença à apparaître au marché. Quand on songe quelle sorte de chevaux épuisés, hors d'âge, amaigris par le travail et

la maladie on abat dans ces circonstances, il est facile de concevoir la misérable nourriture qu'ils fournissent. La charcuterie était aussi épuisée.

Le pain resta toujours abondant, et les boulangers faisaient leurs cuissons ordinaires. Mais les légumes secs, fromages, sardines, chocolat sucre et surtout le sel menaçaient de manquer. Pour le sel, les approvisionnements de la manufacture des tabacs (on en emploie dans la manipulation du tabac à priser) nous vinrent aide, mais pour le reste des épiceries, il y avait véritable disette. Je l'ai crue factice et le résultat d'un calcul, car dès le lendemain de la capitulation et avant qu'aucun renouvellement d'approvisionnement eût pu être fait, j'ai vu les boutiques des épiciers se rouvrir et très-bien fournies.

Cependant l'état sanitaire de la population était bon. On signalait seulement quelques cas de fièvre typhoïde dans les hôpitaux, mais peu nombreux et sans caractère épidémique.

Les pertes de la population civile par le feu de l'ennemi étaient aussi considérables que celles de la garnison. Les femmes et les enfants étaient atteints dans les maisons, dans les rues. Les blessures étaient horribles. Ces éclats anguleux de fonte sulfureuse et oxydée, de plomb déchiré, arrachaient les chairs et emportaient la

moitié du corps. J'ai vu dans les ambulances de pauvres malheureux auxquels on ne pouvait plus, par humanité, que souhaiter la mort. La proportion de la mortalité parmi ces blessés a dépassé tous les rapports anciens. Je l'ai dit, les ambulances n'étaient pas respectées par l'ennemi. Le drapeau de la Société internationale semblait même attirer les boulets. C'est ce qui est arrrivé au Haras où l'on avait recueilli des blessés. Le feu n'y a été dirigé que lorsqu'on y eut hissé le drapeau de la société, et il a cessé quand on l'a amené.

Je n'ai pas encore parlé de la Société internationale de secours aux blessés. Elle a rendu de réels services à l'extérieur, et surtout à Haguenau et dans les ambulances de la campagne. Quant au comité local de Strasbourg, il s'est de bonne heure désorganisé par l'émigration des personnes qui le composaient, et il n'a fourni qu'une seule ambulance, celle du château, très-bien dirigée par une dame de Nîmes venue tout exprès offrir ses services. Les autres ambulances étaient :

L'hôpital militaire.

L'hôpital civil.

Le grand séminaire catholique.

Le petit séminaire catholique.

Le lycée.

Ces quatre derniers desservis par des religieuses.

Le séminaire protestant.

Toutes les autres communautés catholiques et protestantes avaient aussi, suivant leur importance, des blessés, mais sur une moindre échelle.

Il était fâcheux qu'il n'y eût pas de religieuses à l'hôpital militaire, ce qui a donné lieu à des faits déplorables. Bien qu'il y eût un aumônier en titre attaché à la maison, il est arrivé que des infirmiers libres penseurs ont très-volontairement laissé mourir des blessés sans avertir le prêtre. Ce sont de ces actes que tout cœur honnête doit flétrir, et une grave atteinte à la liberté de conscience. Que le cœur de l'homme se révolte contre la vérité chrétienne, cela n'y changera rien, et la vie future existe pour celui qui la nie comme pour celui qui y croit. Les vrais soldats, ceux qui vont au feu, ne repoussent pas les secours religieux, témoin l'affluence dans les églises et aux sacrements des soldats et de ces jeunes gardes mobiles dont pas un n'a faibli.

De concert avec l'évêque, Mme Pron tenta d'établir des religieuses à l'hôpital militaire, mais inutilement. L'intendance, bien que sympathique à la mesure, ne put jamais sortir de quelques difficultés de détail pour leur logement.

Une société de dames s'était formée au commencement de la guerre pour fournir

les blessés de linge et de secours. Mais à raison de la rivalité des deux cultes catholique et protestant et pour éviter les abstentions, un second comité sans couleur religieuse s'institua sous le patronage de l'administration. Le premier ne tarda pas à se dissoudre par le départ de ses membres, le deuxième s'était réduit à Mme la baronne Pron et à Mme et à Mlles Belu. Leur atelier était installé dans l'escalier de la préfecture et fournissait toutes les ambulances. Elles confiaient aussi des confections à faire à une quantité de pauvres femmes jadis de condition aisée, des marchandes qui chaque jour venaient chercher et rapporter de l'ouvrage au péril de leur vie et y trouvaient le pain de leurs enfants. Je ne sais plus la quantité de chemises et d'autres articles de lingerie qui ont été confectionnés par ces dames et ces auxiliaires, mais on y a employé pour 11,000 fr. de cretonne écrue.

Je ne crois pas que le souvenir de ces bienfaits s'efface de longtemps du cœur des Strasbourgeois, de même que les blessés se souviendront de la visite journalière que leur faisait Mme Pron, quelque dangereuse que fût la circulation dans les rues, s'arrêtant à chaque lit, ne se laissant repousser par l'aspect d'aucune blessure, quelque horrible qu'elle fût, apportant à chacun un secours, soit d'argent, soit de tabac, et, ce

qui valait mieux encore, le regard sympathique et la bonne parole qui rappelait au mourant ceux qu'il aimait.

J'ai déjà parlé des intelligences que l'ennemi avait dans la place. Il ne faut pas qu'on se méprenne sur ce que je veux dire. La grande masse de la population strasbourgeoise est restée très-ferme dans son esprit patriotique. Mais dans tous les pays frontières, il se forme une population mêlée, sans esprit national, à raison des alliances et des intérêts mixtes. Dans la bourgeoisie, quelques propriétaires faisaient passer l'intérêt de la conservation de leurs immeubles avant celui du pays. L'opposition même ne s'est pas montrée fidèle aux sentiments nationaux et patrioques.

Il n'est pas douteux pour moi et pour d'autres que le parti avancé avait caressé l'idée d'une séparation de l'Alsace d'avec la France, non pas certainement pour l'incorporer à l'Allemagne, mais avec les souvenirs de l'ancienne république de Strasbourg, en vue de constituer un Etat républicain, soit autonome, soit sous le couvert d'une neutralisation ou d'une aggrégation à la Prusse.

N'oublions pas les Allemands naturalisés ou non qui avaient éludé l'expulsion et qui se sont montrés peu reconnaissants de l'accueil que leur avait fait la France.

Nous sommes trop faciles pour la naturalisation des étrangers, et on sait aujourd'hui que depuis longtemps la Prusse encourageait certaines émigrations dans un but d'espionnage. Ce qui est positif, c'est que l'ennemi était toujours averti de ce qui était préparé du côté de la défense, et nos sorties n'ont pas réussi pour cette raison. On lui faisait même des signaux pour rectifier son tir. Tout un quartier, celui de Saint-Thomas, a été épargné dans le bombardement, non sans provoquer des commentaires.

Seuls les francs-tireurs et la compagnie franche, agissant par petits groupes de quatre ou cinq hommes, pouvaient préparer leurs sorties avec assez de secret pour qu'elles ne fussent pas éventées. Ils sortaient dans la campagne comme des chasseurs, tombaient sur les petits postes et les enlevaient. Ils ont fait assez de mal à l'assiégeant pour que le général de Werder leur ait fait l'honneur d'une plainte formelle, en les qualifiant d'irréguliers, hors du droit de la guerre, qu'il ferait pendre. Je ne crois pas qu'il ait eu une seule fois l'occasion de réaliser sa menace. Toutefois le général Uhrich y mit ordre en incorporant ces deux compagnies dans la garde mobile et en leur en donnant l'uniforme. Ces deux corps ont fait perdre à l'ennemi bien au delà de leur effectif. Les francs-

tireurs étaient 120, commandés par M. Liès-Bodard, professeur à la Faculté des sciences, et M. Page. La compagnie franche des tirailleurs volontaires était exclusivement composée d'anciens soldats au nombre de 70, commandés par le capitaine Geisen, ancien sergent-major aux zouaves de la garde.

3 Septembre.

14 obus tombent dans la matinée sur l'Hôtel-de-Ville. La commission municipale le quitte et se transporte à l'hôtel du Tribunal de commerce, sur la place Gutenberg. L'Hôtel-de-Ville resta occupé par l'amiral Excelmans et l'état-major de la place.

4 Septembre.

Les nouvelles des personnes réfugiées au Neuhof ne sont plus aussi tristes. Les femmes ne sont pas maltraitées, sauf quelques exactions. On en a laissé quelques-unes passer en Allemagne et en Suisse. Quant aux hommes, on les fait travailler aux tranchées. Les paysans sont forcés de servir d'éclaireurs et de couvrir les tirailleurs.

Le général de Werder fait au général Uhrich une communication relative à des événements graves qui se seraient passés en France. Le général Uhrich demande

une suspension d'hostilités pour envoyer des officiers au dehors vérifier l'état des choses, après quoi on pourrait traiter de la reddition. Refus du général de Werder, à moins qu'il ne soit dès à présent établi que la garnison sera prisonnière de guerre. Le général Uhrich répond noblement que le règlement militaire français lui défend de recevoir et de croire aucune nouvelle venant de l'ennemi, et qu'il ne doute pas que le règlement prussien ne soit aussi explicite.

Ce jour même arriva un fait très-extraordinaire. Un soldat, se disant sergent au 45e de ligne, se présenta au général Uhrich, prétendant être entré dans la citadelle par un passage secret avec quinze de ses camarades. Il annonçait l'approche du maréchal de Mac-Mahon avec un corps de secours. Ce soldat avait déjà raconté cette absurde histoire à plusieurs officiers, dont il avait reçu des graifications. Le général le fit arrêter et conduire à la citadelle pour vérifier son récit. Mais en route, aux abords du pont Saint-Guillaume, il s'échappa et on ne put plus le retrouver. Qu'était-ce ce soldat? dans mon opinion, c'était un espion allemand, peut-être un de nos déserteurs. La facilité de son évasion montre bien quels secours il avait pu trouver dans la ville, et le danger du changement d'attributions en état de sié-

ge, qui désorganisent tous les services de police.

Sortie des francs-tirailleurs. Ils me rapportent un télégramme allemand trouvé affiché à la Robertsau, dans lequel le roi de Prusse informait la reine que le 29 août il avait battu le maréchal de Mac-Mahon devant Varennes, en Argonne, pris 12 canons et fait 100 prisonniers. A six heures du soir, un obus enfonce les matelas qui bouchaient un soupirail de la cave des gens de service à la Préfecture, et éclate dans l'intérieur. Il n'y avait personne. Il causa seulement un commencement d'incendie et quelques dégâts dans les meubles.

5 Septembre.

Deux élèves de l'école de santé militaire dont l'un était le fils de M. Combier, commandant d'artillerie en retraite à Mont-de-Marsan, sont tués dans l'intérieur même de l'ambulance de la porte de Saverne en pansant un blessé.

Sur la place Gutenberg, un obus avait occasionné un commencement d'incendie, un second tue cinq personnes. Sous les Arcades, une petite fille est atteinte et coupée en deux par un éclat.

Dans l'après-midi, quatre obus tombent sur la Trésorerie générale dans l'espace d'une heure. La guérite du factionnaire,

atteinte deux fois, est brisée. Les éclats pénètrent dans les bureaux. Un homme et une femme sont tués dans la rue.

En même temps une bombe tombait sur la place Saint-Pierre-le-Jeune et projetait des éclats jusque sur le Broglie, à près de 400 mètres.

La cathédrale et la flèche sont toujours l'objec'if du tir. La lanterne qui supporte la croix est atteinte (147 mètres de hauteur).

Quelques obus étaient tombés sans éclater. Dans la caserne des pontonniers, des soldats essayaient d'en décharger un, il éclata entre leurs mains ; deux furent tués et six très-gravement blessés.

La commission municipale dès son installation n'avait pas paru comprendre les exigences de la situation, et se montra animée d'un esprit d'empiétement, de contrôle et de taquinerie sur toutes choses qui ne pouvaient que gêner l'autorité et la défense. Plusieurs fois déjà elle avait manifesté le désir d'interpeller le général sur des questions militaires. Ce jour, M. Schneegans exposa dans la commission qu'il savait qu'un homme était arrivé de Colmar et était entré dans la ville par les écluses des ponts couverts. Selon lui il était *matériellement impossible* que le préfet n'eût pas reçu de dépêches, il demandait au maire d'en réclamer la communication. Celui-ci

répondit que la démarche avait déjà été faite et que le préfet avait répondu n'avoir rien reçu. Malgré cette déclaration, M. Bœrsch s'associa à la proposition de M. Schneegans et une députation fut envoyée au préfet. « On a droit de se demander, disait M. Schneegans, comment le Gouvernement peut laisser Strasbourg sans secours et sans nouvelles. *Le Gouvernement l'a abandonné. Si Strasbourg venait à tomber aux mains de l'ennemi, ce n'est pas Strasbourg, mais l'empereur et les membres du Gouvernement qui devraient en être responsables.* »

Ces paroles sont consignées dans le procès-verbal de la séance. Elles sont les premières par lesquelles la possibilité de la capitulation a été posée. Elles éclairent le but de ces démarches.

M. Pron répondit très-froidement à la députation que ce qui lui paraissait matériellement impossible était très-vrai, et qu'il tombait sous le sens que, toute la Lorraine étant au pouvoir de l'ennemi, les chemins de fer et les télégraphes coupés, aucun courrier ne pouvait passer; que depuis le 9 août il n'avait reçu aucune dépêche officielle; qu'il avait tenté plusieurs fois d'expédier des messagers au dehors, mais que depuis le 29 aucun n'était revenu. On devait comprendre ce qu'un service de cette nature présentait de danger et d'incertitude.

Tout cela était parfaitement exact. L'homme arrivé de Colmar d'une manière inconnue ne nous avait rien apporté. J'ai pensé que ce n'était qu'un espion que l'ennemi avait lui-même muni de lettres particulières pour l'accréditer. Quant aux secours, ils sont subordonnés aux chances de la guerre : il n'était pas difficile de comprendre que si le Gouvernement ne dégageait pas une ville comme Strasbourg, c'est qu'il était dans l'impossibilité de le faire. De vrais patriotes eussent vu là une raison de fortifier leur cœur contre le découragement.

6 Septembre

Les approvisionnements des assiégeants ont été renouvelés, et ils envoient des projectiles d'un plus gros calibre que précédemment.

Incendie de la caserne de Finckmatt. Ce bâtiment avait été construit en 1750 ; la ville de Strasbourg y avait contribué pour 760,000 livres. C'est dans la cour de cette caserne que, le 30 octobre 1836, le prince Louis-Napoléon avait été arrêté lors de sa tentative sur Strasbourg. L'incendie gagna le reste du faubourg de Pierres, excité comme toujours par le feu de l'ennemi.

Rentrée de quelques hommes réfugiés

au Neuhoff. Ils disent qu'ils se sont échappés et que les Allemands arment et forcent à marcher avec eux et devant eux les hommes de vingt à quarante ans.

7 Septembre.

Incendie de la caserne Saint-Nicolas. Des obus tombent jusque sur le quartier d'Austerlitz, situé à l'autre extrémité de la ville.

M. Pélissier, âgé de soixante-douze ans, frère du maréchal, est tué dans sa chambre.

La viande est à 8 fr. le kilog.

Un numéro de la *Gazette de Carlsruhe* annonce que l'empereur est prisonnier avec 150,000 hommes. Les francs-tireurs rapportent une affiche de la Robertsau qui donne la même nouvelle.

8 Septembre.

Un homme tué sous le péristyle du théâtre.

Redoublement du bombardement. Toutes les casernes sont en feu.

L'ennemi commence à battre le barrage de l'Ill en aval de la ville, que couvre l'ouvrage 56 du Contades.

Le recteur de l'Académie, M. Cheruel, s'était réfugié au lycée, dans la cave. Mais on ne peut pas toujours vivre à la cave.

Ces lieux ne sont pas fournis des aménagements les plus nécessaires. C'est ainsi que ce pauvre recteur faillit périr dans l'exercice de ses fonctions par le fait d'un obus indiscret.

9 Septembre.

Le feu paraît plus spécialement dirigé sur l'hôtel de ville. Un employé y est tué; l'architecte de la ville, M. Conrad, blessé.

Mort de plusieurs francs-tireurs et gardes mobiles. Entre autres, M. de Beylié, d'une famille de Grenoble. C'était un jeune homme de grand mérite et d'un beau caractère. Il était attaché au parquet du tribunal et s'était engagé dans la garde mobile.

Ce jour était l'anniversaire de la naissance du grand-duc de Bade.

L'armée assiégeante nous parut en fête, et fit musique pendant toute la soirée. Ce n'était pas la seule cause de cette allégresse : on fêtait aussi les événements de Sedan.

La viande de boucherie commence à manquer. Les journaux publient les listes des victimes du bombardement dans la population civile. Ce récit de mort de femmes et d'enfants n'est pas de nature à remonter les courages.

Lettre du préfet au maire au sujet des empiétements de la commission munici-

pale, qui persiste à vouloir intervenire toutes choses. Elle blâme qu'on ait accordé une indemnité aux ouvriers de la Manufacture des tabacs pendant le chômage, comme si ce n'était pas une mesure commandée par l'humanité et la prudence.

10 Septembre.

Annonce de l'arrivée d'un inconnu qui prévient de l'approche d'un corps de se cours de 25,000 hommes sous les ordres du général Dumont. En un instant, elle est colportée dans toute la ville. Elle rencontrait créance, et l'on trouvait même mauvais le refus de l'administration de la certifier. Ce qui n'a pas empêché l'auteur du récit du bombardement de Strasbourg d'accuser l'autorité de l'avoir imaginée.

Le *Courrier du Bas-Rhin*, à la rédaction duquel appartenait l'auteur que je viens de citer, n'a jamais eu le tort, j'en conviens, de propager des bruits de cette espèce, dont les auteurs cherchaient peut-être avec bonne intention à remonter le moral des habitants. Le *Courrier* n'a jamais tendu, par ses nouvelles tirées des journaux allemands qui arrivaient à lui seul, qu'à présenter les choses sous leur aspect le plus triste. Cette conduite doit être rapprochée de celle qu'il a tenue après la capitulation en passant au service du vainqueur.

Au sujet de cette rumeur, le maire, interpellé dans la commission municipale, répondit de suite, de la part du préfet, que l'administration n'avait rien appris et n'acceptait aucune part dans cette prétendue dépêche. L'auteur que j'ai cité prétend que la commission acquit ce jour même la *certitude* qu'elle était l'œuvre d'un *policier*. Pourquoi ne pas dire du commissaire central de police, puisque c'est lui qu'on a voulu désigner? La vérité est que ce fonctionnaire honorable et dévoué à ses devoirs en était innocent et n'avait eu que le tort, partagé par bien d'autres, de croire à une chose qui dans notre ignorance de ce qui se passait au dehors, n'était pas pour nous aussi improbable qu'elle le paraît aujourd'hui. Mais il fallait des prétextes pour attaquer ce fonctionnaire sur qui se concentraient les rancunes des hommes de l'opposition alors arrivés au pouvoir. Dans tous les cas, l'illusion ne fut pas longue. Le soir, la *Courrier du Bas-Rhin* annonça, d'après un journal allemand, la chute de l'Empire et la proclamation de la République.

Dès lors, nos préoccupations devinrent plus graves. La France en révolution, les grandes villes dégarnies de troupes par la guerre, que deviendraient nos familles?

A onze heures, deux obus avaient pénétré dans le mur de mon cabinet à la

Préfecture et achevé de le dévaster, un éclat perça le mur de la pièce voisine, occupée par le commandant Dupetit-Thouars.

A midi, incendie de la salle de spectacle. Sans avoir un grand mérite architectural, cet édifice était important. C'était, après celle de Bordeaux, la plus vaste salle de province. La façade était décorée de six belles statues d'Ohmacht. Il fut consumé en entier, et les familles qui s'y étaient réfugiées, sans asile. Plus tard des officiers allemands m'ont dit que c'était par erreur qu'ils avaient brûlé le théâtre. Ils comptaient, disaient-ils, le réserver pour leurs plaisirs. C'était sur l'école d'artillerie, qui en effet était voisine, que le feu avait dû être dirigé.

Ce récit est assez plausible. Un bâtiment de ce genre était trop facile à atteindre dès le début pour qu'on ne l'eût pas fait si on eût voulu. A cet incendie le colonel Belu est fortement blessé à la tête par une chute de décombres. Le feu gagna six fois la préfecture. Un obus coupa entre les bras d'un pompier le boyau de la pompe. Un parlementaire apporta au maire une lettre du président de la Confédération helvétique, lui annonçant l'arrivée de trois délégués des cantons :

MM. le docteur Rohmner, président de la commune de Zurich;

Le colonel de Biéren, président de la commune de Berne;

Le conseiller d'Etat docteur Bischoff, de Bâle,

Chargés de négocier la sortie des femmes et des enfants, et de leur procurer un asile n Suisse.

L'opinion publique, en Europe, commençait à s'émouvoir de la barbarie de la Prusse et de son oubli des principes de la civilisation.

La Suisse se rappelait ses anciens liens de confraternité avec les villes libres du Rhin, et Strasbourg en particulier.

11 Septembre.

Le grand événement du jour est l'entrée des délégués suisses. Le maire alla à leur rencontre à la porte de la ville, accompagné de la Commission municipale et d'une foule considérable, bien que le feu de l'ennemi ne se fût pas ralenti. A la demande qui lui en avait été faite par les délégués, le général de Werder avait répondu que leur mission était trop belle pour que quelque danger pût les arrêter.

Les délégués ont rendu compte eux-mêmes de leur mission. Ce récit a été reproduit souvent; il serait inutile de le répéter.

Un obus de 60 kilog. tombe devant les

bureaux de la Préfecture et fait un trou de trois pieds de profondeur, comme si l'on eût arraché un gros arbre.

12 Septembre.

Les délégués suisses avaient confirmé les nouvelles qui circulaient déjà sur la révolution accomplie à Paris. Dans la matinée, un émissaire nous apporta des dépêches. C'est le lieu de rendre témoignage aux services que le sous-préfet de Schlestadt, M. Peloux, a rendus dans ces circonstances. C'est lui qui nous adressait ces communications et recevait les nôtres par l'intermédiaire des agents que dirigeait M. Bénard, ingénieur en chef des ponts et chaussées. Le peu de ces agents qui ont pu franchir les lignes montre assez combien ce service de correspondance était difficile et périlleux. Ces nouvelles consistaient : 1° dans la proclamation de M. Gambetta donnant la formation du gouvernement de la défense nationale ; 2° le décret par lequel le Corps législatif avait déclaré que Strasbourg, ses autorités et ses habitants avaient bien mérité de la patrie ; 3° l'avis de la nomination de M. Valentin à la préfecture du Bas-Rhin. Le préfet baron Pron porta ces nouvelles à la connaissance du public par une proclamation. Il se rendit en même temps dans la commission muni-

cipale, lui annonçant qu'il avait, par une lettre déposée entre mes mains jusqu'à ce qu'elle pût être envoyée au gouvernement, donné sa démission, mais qu'il garderait ses fonctions jusqu'à l'arrivée de son successeur ou la fin du siége, pour assurer la tranquillité publique et concourir à la défense du drapeau national devant l'ennemi. Le peuple et la Commission municipale même accueillirent ces nouvelles avec un calme qui touchait à la résignation.

En même temps commença, à l'Hôtel de Ville, l'inscription des familles qui demandaient à émigrer avec les délégués suisses.

VI

LA CAPITULATION

Le général Uhrich avait, par une proclamation, adhéré à la République.

Le bombardement continua dans la journée du 13 comme précédemment. La population ne parut s'occuper que de l'émigration qui se préparait sous les auspices des Suisses. Une première liste de 1,300 noms fut dressée et envoyée au général allemand pour qu'il délivrât les sauf-conduits.

Nous reçumes, ce jour-là, plusieurs

journaux : deux numéros des *Débats* qui contenaient les détails de l'affaire de Sedan, la reddition de l'Empereur et de l'armée, le départ de l'Impératrice et la proclamation de la République. Toutes nos révolutions se ressemblent : les princes s'abandonnent et sont abandonnés.

Il semblait que le roi de Prusse, qui avait déclaré ne faire la guerre qu'aux Bonaparte, n'avait plus de sujet de la poursuivre; mais la continuation des hostilités indiquait bien qu'il n'entendait pas renoncer à recueillir le fruit de ses victoires. Nous savions que ses armées marchaient sur Paris. Nul ne mettait en doute le patriotisme de la population parisienne, et nous nous flattions que la résistance de Strasbourg contribuerait à exciter l'élan national.

M. Humann, maire de la ville, donne sa démission. Il est remplacé par M. Kuss, professeur à la faculté de médecine, homme d'opinions avancées, mais honnête.

14 Septembre.

La nouvelle avait transpiré que le gouvernement de la défense nationale, en même temps qu'il avait nommé préfet du Bas-Rhin M. Valentin, ancien représentant de 1848, avait nommé maire de Strasbourg M. Engelhard, un des chefs du parti avancé.

M. Engelhard était du nombre de ceux qui étaient partis au début du siége. Jusqu'à présent on s'était peu préoccupé de ces départs, qu'il plaisait à quelques-uns d'appeler des défections. Mais la nomination de M. Engelhard déplut à la commission municipale. Pour mettre obstacle à ce qu'elle reçût son effet, elle prit la délibération suivante, sur l'initiative de M. Schnéegans, un ennemi personnel de M. Engelhard : — « Considérant que dans les circonstances critiques où se trouve la cité de Strasbourg, le poste de chaque citoyen est à Strasbourg; — Que depuis le commencement de la guerre et plus particulièrement depuis la bataille de Frœchswiller un certain nombre de citoyens que leur position devait faire rester à Strasbourg ont lâchement abandonné leur poste pour mettre en sécurité leurs personnes ; — Que des exemples doivent être statués, — Déclare : — Les individus valides qui, sans raisons majeures, ont quitté Strasbourg depuis l'ouverture de la guerre, sont déclarés indignes de remplir aucune fonction publique. »

Une pareille décision était sans sanction. Il n'appartenait point à un corps municipal de créer des conditions d'inéligibilité autres que celles que prononcent les lois. Le départ d'une ville exposée à certaines calamités n'est point un délit : ce peut

être, suivant les circonstances, un acte peu louable, mais il n'est que l'exercice du droit de tout citoyen, et il n'est justiciable que de l'opinion publique.

Un journal allemand annonce que les assiégeants se disposent à utiliser les caves des brasseries de Scheltigheim qui se prolongent jusqu'à moins de 300 mètres du rempart. Ce danger avait été déjà signalé au général Uhrich, mais il ne se réalisera pas. L'inondation, maintenue dans les fossés, rend tout travail de mine impossible tant que subsistera le barrage des Contades.

Ce même jour une femme de service fut blessée dans la cuisine de la préfecture par un éclat d'obus qui enfonça un mur extérieur, un mur de refend, et l'atteignit au milieu des autres serviteurs. La blessure était grave. Cette pauvre femme reçut dans la soirée les sacrements, et le lendemain on la transporta à l'hôpital, où elle mourut.

15 septembre.

Premier départ des émigrants sous la conduite des Suisses. Le général de Werder avait envoyé 600 sauf-conduits. Le départ s'effectua par la porte d'Austerlitz, dans des voitures de toutes sortes : voitures de maître, fiacres, omnibus et soixante charrettes fournies par les gens de la campagne. Le spectacle était navrant. On ne sa-

vait quel serait le sort de ces pauvres femmes et de ces enfants qui partaient pour la terre d'exil, n'emportant de tout leur avoir que ce qui pouvait tenir dans un petit paquet. On ignorait encore avec quelle générosité ils seraient accueillis en Suisse.

Les maris, les pères, les fils suivaient d'un long régard le triste cortége s'écoulant par la porte sombre, rapportant à leur logis vide un cœur brisé, mais résigné. A cela s'ajoutait le désespoir de ceux qui n'avaient pas été compris dans ce premier convoi : y en aurait-il un second? Ceux-mêmes qui n'avaient accepté qu'avec hésitation cette voie de salut se désolaient de la voir leur échapper.

La canonnade continuait sans relâche. Mais la porte par où se faisait le départ était dans la partie la moins battue. Cependant un maréchal ferrant fut tué sur la place qui précède la porte d'Austerlitz.

Un obus frappa la croix qui surmonte la flèche de la cathédrale, mais ne l'abattit pas et la fit seulement pencher.

J'ai dit que M. Pron avait annoncé l'intention de garder ses fonctions jusqu'à la fin du siége. Cela ne faisait pas l'affaire de la commission municipale. Elle insista auprès du général Uhrich pour qu'usant des pouvoirs que lui conférait l'état de siége, il destituât M. Pron. Le général céda à cette pression ; il fut alors entendu que

je prendrais l'intérim de la préfecture. Quelque pénible que fût cette mission avec la perspective d'exercer l'autorité pour voir tomber une ville française au pouvoir de l'ennemi, je ne pouvais la décliner, et je me rendis dans la soirée auprès du général pour me concerter avec lui, bien décidé à m'employer tout entier à déjouer les intrigues que je voyais s'ourdir autour de nous. Mais ceci ne convenait pas aux meneurs. Ils dirent au général, ce que je tiens comme un titre d'honneur, que le baron Pron et moi c'était tout un, et lui désignèrent M. Bœrsch, qu'ils avaient déjà, par un singulier renversement de la hiérarchie, *délégué au nom de la commission municipale à l'administration départementale.*

Quand le général me fit connaître cette détermination, je crus devoir lui faire des observations et lui rappeler que le gouvernement avait déjà nommé un préfet, M. Valentin. Il me répondit qu'il ne connaissait pas cette nomination. — « Bien au contraire, repris-je, vous la connaissez et par la même dépêche qui vous a annoncé la République ; vous ne pouvez contester l'un sans contester l'autre. »

Le général persista et me demanda même ma démission de secrétaire général. Je la refusai. Je voulus tenir à mon poste jusqu'au bout, et j'ai eu lieu de m'en féliciter, comme on le verra plus tard.

16 Septembre.

Mort de M. d'Huart, chef d'escadrons aux pontonniers.

M. Bœrschel vient à la Préfecture; il paraît surtout préoccupé du danger que présentent l'accès et le séjour de l'hôtel, et me demande non-seulement de garder mes fonctions, mais même d'accepter une délégation générale sur tout le service administratif, ne se réservant que la police politique. Il m'annonce en même temps qu'il restera à l'hôtel du commerce avec la commission municipale et me charge d'occuper l'hôtel de la préfecture de ma personne. J'acceptai en me faisant donner ces délégations par écrit : *ne varientur*. Il me semblait que dans ces conditions il pouvait encore se présenter l'occasion de rendre quelque service.

M. et Mme Pron quittent la préfecture; je puis dire que ce n'est que depuis ce moment que j'ai senti toute la tristesse du siége. L'isolement se faisait. Je restai seul dans ce grand hôtel avec Ch. Mehl.

A six heures et demie, commencement d'incendie à la Préfecture ; un pompier y est tué.

A sept heures et demie, nouveau commencement d'incendie.

17 Septembre.

Arrivée de journaux allemands. Les Prussiens rejettent les propositions de paix de M. Jules Favre et refusent de reconnaître le Gouvernement de la défense nationale. Ils marchent sur Paris. Cependant des bruits d'intervention des puissances et de la conclusion prochaine d'un armistice circulaient encore.

Les vainqueurs s'organisent complétement en Alsace. Ils annoncent le remboursement des réquisitions faites depuis le commencement de la campagne. C'est le *Courrier du Bas-Rhin* qui donne cette nouvelle.

Incendie de la caserne des Pontonniers.

Deuxième convoi d'émigrants au nombre de 568. On annonce que ce sera le dernier, et que le général de Werder a clos la liste. Il n'a pas même épuisé celle des premiers jours. La préférence a été donnée aux familles aisées, dans l'espoir qu'elles emporteraient une partie des ressources de la ville, et qu'en nous laissant les pauvres, aigris par la jalousie et la misère, on augmenterait nos embarras intérieurs.

Pour agir davantage sur les esprits, il annonça un redoublement de bombardement, avec invitation de prévenir les habitants de mettre en sûreté leurs valeurs et

de déplacer les ambulances de la ligne du tir. Invitation dérisoire, mais qui devait agir sur le moral.

18 Septembre.

Nous abandonnons les lunettes 52 et 53. L'ennemi établit la batterie de brèche. Incendie de l'arsenal et du magasin de l'artillerie. Nous y perdons nos approvisionnements de mèches.

Une pétition circule dans la ville pour demander la reddition. On se rappelle que M. Bœrsch s'était réservé la police politique. Aucune mesure n'est prise par lui ni par la commission municipale pour arrêter cette pétition. La commission s'était attribué tous les pouvoirs et avait destitué le commissaire central et les agents sur lesquels nous pouvions compter.

Le général Uhrich se rend dans la commission municipale. On avait eu de suite de graves soupçons sur ce qui s'était passé dans cette séance restée secrète. Voici ce qu'én disait au mois d'octobre un des rédacteurs du *Courrier du Bas-Rhin*, M. Fischbach, auteur du récit du bombardement de Strasbourg, bien placé pour recueillir des confidences : « Il n'est si grand secret qui ne soit dévoilé quelque peu, et l'on pouvait affirmer avec une certaine assurance, sans avoir assisté aux déli-

bérations de la commission, que la question de la reddition y avait été débattue et que les déclarations du général avaient été telles qu'on avait pris la résolution de ne plus prolonger longtemps la résistance. » Ainsi la commission usurpait les pouvoirs du conseil de défense. Le général Uhrich a lui-même donné la confirmation et le complément de cet aveu dans une lettre insérée plus tard (le 30 mars 1871) dans la *Liberté*, en réponse à quelques paroles prononcées par M. Humann, ancien maire, sur la tombe de M. Küss :

« Le 18 septembre, dit-il, la commission municipale, composée de quarante-cinq membres, à l'*unanimité* moins deux voix, prenait une délibération où elle exposait les malheurs qui avaient frappé la ville de Strasbourg, disant que l'honneur militaire était sauf, que le *nouveau Gouvernement de la France ne pouvait compter sur l'appui d'aucune puissance étrangère*, que le général ne pouvait espérer aucun secours extérieur, et le *priait*, au nom de l'humanité, de mettre fin, par une capitulation honorable, aux souffrances de la population strasbourgeoise. »

Dans la même séance la commission municipale décerna au général Uhrich le titre de citoyen de Strasbourg. Le général, dans sa réponse, se laissa peut-être aller à trop d'effusion en disant que c'était le

plus grand honneur qu'il eût reçu dans sa longue carrière.

Deux ouvriers blessés : l'un à la Préfecture, l'autre aux Archives.

19 Septembre.

Le nombre des familles sans asile devenait de jour en jour plus considérable. L'évêque accéda à ce qu'on les recueillît dans la cathédrale. On disposa à cet effet un des bas-côtés. Nous transportâmes en même temps dans la crypte, pour ne négliger aucune précaution, les objets les plus précieux de nos archives départementales.

Le général de Werder avait consenti à autoriser un troisième départ d'émigrants. Les préparations devenaient moins pénibles. On savait que sur la route ces pauvres gens recevaient des secours de toute espèce de la part des paysans, et que, en Suisse, ils étaient accueillis avec une générosité et des attentions touchantes. Je présidai au départ de quelques personnes de ma connaissance. D'abord passaient les voitures de maître, puis les fiacres et les omnibus. Ils ne suffisaient point. On payait 40 fr. une place dans un omnibus pour un trajet de dix kilomètres jusqu'au pont jeté sur le Rhin à Rhinau. On était heureux de trouver une place sur une charrette de

paysan non suspendue, de celles qui servent à porter les récoltes et le fumier. Une longue file de gens à pied suivaient, portant à la main leur petit bagage.

Le découragement gagnait. La pétition pour demander la capitulation circulait toujours sans empêchement et recueillait des signatures. Le général écrivit à la commission municipale pour faire appel à son patriotisme et lui demander encore quelques jours de résignation. Il fut d'abord décidé que cette lettre paraîtrait dans les deux journaux, mais elle fut retirée. Dans la nuit les drapeaux blancs, destinés à être hissés le lendemain en signe de reddition, furent portés dans la cathédrale.

20 Septembre.

Dans cette nuit M. Valentin, nommé préfet du Bas-Rhin par le Gouvernement de la défense nationale, qui, depuis trois jours, se tenait caché dans les environs — le moment n'est pas encore venu de dire où et de quelle manière — put franchir les lignes. Il passa à la nage le bras de l'Aar, canal de dérivation de l'Ill, puis le fossé, et, gravissant les remparts, se rendit à la sentinelle en demandant à être conduit au général. A sept heures il arriva à la Préfecture. Sur le vu seulement du numéro du *Journal officiel*, où était sa

nomination, je l'installai, et il est impossible de dire avec quelle joie je notifiai son installation à M. Bœrsch et à la commission municipale. A partir de ce moment la pétition dont j'ai parlé disparut. Arrestation d'un protestant de la rue Sébastopol qui avait arboré le drapeau badois sur sa maison. Proclamation de M. Valentin. Incendie de la Préfecture. A 5 heures, pendant qu'on balayait les copeaux et les débris inflammables des combles, des obus y pénétrèrent. Un pompier fut tué.

La flamme gagna en un instant toute cette vaste toiture pendant que le feu de l'ennemi et les bombes empêchaient l'organisation de tout secours. M. Valentin était en conférence avec quelques personnes quand je vins l'avertir qu'il n'avait pas un moment à perdre pour évacuer son cabinet. A minuit, ce grand édifice vomissant la flamme par ses deux cents fenêtres, s'abîma tout entier. Le bâtiment des bureaux, isolé, resta seul. M. Valentin, Mehl et moi restâmes à contempler ce spectacle (car il n'y avait rien à faire) jusqu'au dernier moment. Je ne pouvais m'éloigner de ce lieu auquel m'attachaient ces longs jours d'épreuves ; puis j'allai chercher un refuge dans un hôtel du centre de la ville, jusqu'à ce jour assez préservé. Nous appelions préservées les maisons dont les toitures et les étages supérieurs étaient seuls atteints, et

où nos nuits n'étaient interrompues que par deux ou trois alertes.

Quelques personnes ont raconté une autre version de l'entrée de M. Valentin. On disait qu'il était arrivé sous les habits d'un des cochers qui avaient conduit des émigrants le 19. Ce moyen vaut l'autre et je ne blâmerai pas M. Valentin d'avoir cherché à donner le change à l'ennemi et à sauver de sa vengeance ceux qui avaient pu l'aider. Les Prussiens ont dû croire à la deuxième version, car, dès ce jour, ils ne laissèrent plus rentrer les voitures des émigrants.

21 septembre.

Un dernier départ eut encore lieu. On s'entassait dans le petit nombre de voitures qui devaient rester au dehors. Les femmes cherchaient à caser leurs enfants n'importe où, sans souci de s'en séparer, mettant l'un dans une voiture, l'autre dans une autre. Dieu sait à l'arrivée au Rhin les angoisses de ces pauvres mères pour les retrouver dans la foule !

Un homme tué à la Préfecture.

Reçu une dépêche chiffrée de Schlestadt. Le sous-préfet Peloux n'y était plus. Elle venait de M. Engelhard, qui exerçait dans cette ville les fonctions de préfet du Bas-Rhin. Cette dépêche, communiquée aux

journaux de Strasbourg par M. Valentin, était ainsi conçue : « Il résulte d'une dé-
« pêche parvenue à Strasbourg et à la-
« quelle toute confiance peut être accordée,
« que le général Trochu a passé, samedi
« dernier, à Paris, une revue de 300,000
« hommes, que les forts sont armés de
« 6,000 canons, que Paris résistera à ou-
« trance, et que l'ennemi y trouvera son
« Moscou. Le ministre de la guerre a en-
« voyé à Belfort un nouveau général très-
« énergique et qui inspire la plus grande
« confiance. L'espérance renaît partout. »

Bien que cette dépêche ait aussi paru dans le *Courrier du Bas-Rhin*, M. Schnéegans n'en a pas moins accusé M. Pron d'avoir eu recours à un système de *mensonges officiels* destiné à entretenir le moral des habitants. On est vraiment tenté de croire que MM. les rédacteurs du *Courrier* étaient jaloux de trouver chez autrui le courage et le patriotisme qui leur faisaient défaut.

Dans la nuit, triple tentative d'escalade aux Contades, à la porte des Pêcheurs et à la porte de Pierres.

22 Septembre.

Une bombe tombe sur les bureaux de la Préfecture. On dispose une chambre à coucher pour M. Velentin dans la cave, non

point dans celle de l'hôtel, mais dans celle du bâtiment des bureaux. La première, quoique intacte, n'était pas habitable. La masse des décombres brûlants amoncelés sur les voûtes y dégageait une chaleur étouffante. Ce phénomène s'est produit dans toutes les maisons incendiées. Cette grande chaleur ne se reproduisait que le troisième jour et persistait une semaine.

Il ne faut pas passer sous silence la singulière lettre que le grand-duc de Bade écrivit au général Uhrich. Il lui reprochait son inhumanité en exposant une pauvre ville aux horreurs d'un bombardement, et faisait appel à sa compassion. En même temps, les journaux allemands publiaient que le siége était retardé par les ménagements que l'on voulait garder pour la ville. On a vu ce qu'il en était.

Dans la journée, incendie des écuries et des remises de la Préfecture.

23 Septembre.

Mort du commandant Ducrot, frère du général et officier du génie d'une rare bravoure, tué sur les remparts de la citadelle.

Le prix des denrées augmentait. Viande de bœuf, il n'y en avait plus; — de vache, 12 fr. le kilog.; — œufs, 0,25 la pièce; — lait, 1 fr. le litre.

Le nombre des morts par le feu de l'ennemi arrive à 35 ou 40 par jour. Une cause d'insalubrité commençait à se manifester : c'étaient les fosses d'aisances dont la vidange n'avait pu se faire depuis le commencement de l'investissement.

J'ai dit les services que les francs-tireurs et la compagnie franche ont rendus. Les demandes d'enrôlement dans ces deux compagnies abondaient; mais, pour un motif que je ne m'expliquais pas alors, mais qui était peut-être la prévision d'une capitulation prochaine, le général Uhrich se refusait à les autoriser. Sur la demande de M. Page, capitaine de francs-tireurs, j'en parlai à M. Valentin, et celui-ci décida le général à accepter ces enrôlements, qui doublèrent immédiatement l'effectif des deux corps.

Toutes les nuits, vive fusillade sur les remparts.

24 Septembre.

Ruine de la dernière maison du faubourg de Pierres, du côté de la Finckmatt.

25 Septembre.

Vive fusillade toute la nuit. L'ennemi couronne le chemin couvert. Il bat en brèche et tente l'escalade.

26 Septembre.

Dans la nuit du 25 au 26, le colonel Blot, commandant le 87e de ligne et le 3e arrondissement de défense de la place, a été frappé dans le dos par un éclat de bombe; le sapeur qui suivait le colonel sur les remparts a été également blessé.

La même nuit, M. Champlan, capitaine aux volontaires du régiment de marche, a été tué dans l'ouvrage 47-49.

Prix des denrées : un poulet, 8 francs; un lapin, 8 francs.

27 Septembre.

J'arrive au terme de ce récit. Ce jour avait été comme tous les autres. Dans la matinée un obus était tombé sur une maison du faubourg de Saverne et avait fait d'un seul coup dix-huit victimes. Nous savions que la brèche était commencée, l'assaut imminent, et chaque nuit la fusillade nous annonçait les tentatives de l'ennemi.

Je revenais comme à l'ordinaire de la Trésorerie générale vers cinq heures du soir, quand j'aperçus au haut de la cathédrale un drapeau blanc. Consterné, je cours au quartier général. Un des officiers me confirme la reddition de la ville. En effet le feu avait cessé. A la préfecture, on m'attendait pour déchiffrer des dépêches qui se trouvaient insignifiantes.

Cette besogne finie, il y avait à songer aux intérêts d'une masse de gens, fonctionnaires, rentiers, pensionnaires de l'Etat, que la livraison inévitable des caisses publiques à l'ennemi allait mettre dans un cruel embarras. Le temps pressait, car nous ne savions ce que durerait les pourparlers engagés entre les généraux. Le général Uhrich n'avait fait part de sa détermination ni à M. Valentin ni à moi. On peut cependant juger de l'importance du service de trésorerie dont j'étais chargé, par ce fait que le total des payements que j'aurais eu à faire en ce dernier jour aurait dû dépasser 5 millions, si je n'avais pas été pris de si court; je me suis arrêté à 2,300,000 fr., le reste risquait de tomber dans les mains de l'ennemi, en laissant le Trésor tout aussi engagé vis-à-vis des ayants droit. On a vu cependant que la reddition devait être arrêtée depuis plusieurs jours. Nous aurions pu garder un secret nécessaire, et au moins nous aurions eu le temps de pourvoir à des intérêts respectables. Enfin le mal était fait. Je m'occupai de faire établir les mandats des employés de toutes les administrations. Pendant que j'étais livré à ce soin, la cour de la préfecture fut envahie par 200 ou 300 individus qui venaient protester contre la capitulation avec vociférations et menaces à l'endroit des autorités. M. Valentin les ha-

rangua. Je pris la parole après lui, et il ne me fut pas aussi difficile qu'on aurait pu le croire de les apaiser et de les congédier. Aucun d'eux ne me parut appartenir à la partie de la population qui avait concouru à la défense.

On a dit que la reddition de Strasbourg avait été un acte coupable. Je crois n'avoir rien caché de ce qui peut servir à chacun pour s'éclairer, et j'avouerai que dans les débuts on eût pu peut-être retarder les approches. Nous sommes restés les dix premiers jours du siége sans tirer un coup de canon, mais il faut faire la part des éléments disparates de la garnison, qui ne permettaient pas de sortir, et de l'infériorité de notre artillerie, qui n'atteignait pas à la moitié de la distance des premières lignes de l'ennemi. Je laisse aux hommes du métier à apprécier s'il était possible, au lieu de se réduire à un rôle purement passif, d'opposer aux tranchées de l'assiégeant d'autres tranchées, de donner à la résistance un rôle offensif. J'ai raconté le despotisme de la commission municipale. Ce qui ne peut être contesté, c'est qu'au point de vue où nous étions arrivés nous avions deux brèches au corps de la place : l'ennemi couronnait le glacis; en une heure il pouvait combler le fossé, couvrir la brèche du feu de 340 pièces de canon, nos batteries étaient démontées et il ne pouvait

être sérieusement question de défendre la brèche avec de l'infanterie.

Etait-il possible de pratiquer des retranchements intérieurs, de couvrir les murailles d'abatis (on n'avait pas rentré les arbres des abords de la place), de miner les faubourgs, de fortifier le canal des faux remparts en faisant de l'intérieur de la ville un dernier réduit? A Saragosse, on a fait de ces choses. Mais ces moyens suprêmes ne nous laissaient l'espoir que de prolonger de quelques heures, de quelques jours peut-être, une résistance sans espoir de secours. Quel avantage y avait-il pour la France que Strasbourg, au lieu de capituler, fût pris d'assaut, livré au pillage, les femmes violées, les enfants massacrés? Ce sont des extrémités dont on n'accepte la responsabilité que pour un intérêt supérieur et bien démontré du pays.

Du 8 août au 27 septembre à minuit, nous avons tenu 50 jours. La tranchée était ouverte depuis 45 et le bombardement durait depuis 34. On n'en connaît point de pareil dans aucune guerre. Tous les édifices publics, la préfecture, le théâtre, le palais de justice, la bibliothèque, le musée de peinture, le temple neuf, le gymnase protestant, trois églises, la gare du chemin de fer, l'arsenal, les casernes, la citadelle, deux écoles étaient détruits. La cathédrale, l'hôtel de ville, l'hôtel du gé-

néral de division, l'évêché, le lycée, le grand et le petit séminaire, plusieurs églises ne s'offraient plus que comme des ruines ; 420 maisons particulières étaient totalement renversées, un nombre égal dévastées.

Toutes, sans en excepter une seule dans cette grande ville de 85,000 âmes, avaient reçu dans les toitures ou la maçonnerie des obus, souffert des dégradations notables. L'état des dommages supportés par les habitants, sans y comprendre aucune propriété publique, a été dressé par une commission spéciale et dépasse 40 millions. La population civile avait perdu près de 1,500 individus, dont moitié de femmes et d'enfants, et subi des pertes doubles de celles de la garnison.

Celle-ci était forte de 14,000 hommes, en y comprenant les gardes mobiles.

L'armée assiégeante était de 65,000 hommes et avait mis en batterie 241 pièces de canon, qui avaient tiré 193,722 projectiles, ainsi répartis :

(Observation préliminaire : Le poids du projectile est désigné, non d'après son poids réel, mais d'après celui d'un boulet de pierre de même calibre. C'est ainsi que les bombes indiquées ci-dessous de 7, 25 et 50 peuvent aller jusqu'à 90 kilogr.)

Artillerie prussienne (197 pièces) :

30 pièces longues rayées de 24 ont tiré (obus).....................	28,000
30 pièces longues rayées de 24. Schrapnells (obus à balles)...........	5,000
12 pièces courtes rayées de 24 (obus).	45,000
64 pièces rayées de 12. Schrapnells...	11,000
64 pièces rayées de 12 (obus longs)...	3,000
20 pièces rayées de 5 (obus)..........	8,000
20 pièces rayées de 6 Schrapnells	4,000
2 mortiers de 21 centimètres (obus longs).........................	600
19 mortiers de 50 centimètres (bombes de 50 kilog.)	15,000
20 mortiers de 25 (bombes de 25 kilog.)	20,000
30 mortiers lisses de 30 (bombes de 7 kilog	23,000

L'artillerie badoise avait devant la citadelle 44 pièces, savoir :

4 mortiers de 25.....
8 mortiers de 60.....
16 pièces rayées de 12.
16 pièces rayées de 24.
} qui ont tiré 31,122 projectiles.

Je me fis délivrer par le général Uhrich des réquisitions pour payer avant la fin du mois les mandats des fonctionnaires, les rentes, les pensions civiles et militaires ; à partir de sept heures, les bureaux de la trésorerie restèrent ouverts toute la nuit, et les payements commencèrent au milieu d'un encombrement énorme causé par la situation et la terreur de gens affolés et

pressés de se procurer cette suprême ressource.

Dans la nuit, la capitulation fut signée. Il fut annoncé qu'elle portait que les propriétés de la ville, la Caisse d'épargne, la Banque, les propriétés privées seraient respectées. Du reste, aucun ordre, aucune instruction ne furent donnés aux fonctionnaires pour les diriger. La capitulation ne fut ni publiée ni imprimée, et il n'en fut donné officiellement connaissance à personne.

28 Septembre

A dix heures du matin, les troupes allemandes entrèrent dans la ville, et se rangèrent de la porte Nationale à la place Gutenberg. Les nôtres défilèrent devant elles. Triste spectacle ! Nos soldats ivres de colère brisaient leurs armes sur les trottoirs pendant que le peuple pillait les magasins militaires. Ces excès excusables chez des hommes emportés manquaient cependant de dignité. Il serait plus convenable de défiler avec ordre et calme. Il y a de l'honneur à être prisonnier de guerre dans une ville que l'on a bien défendue. La population consternée bordait les rues.

Je ne pus dire adieu à mes braves amis l'amiral Excelmans et le commandant Dupetit-Thouars. J'étais retenu à la Trésorerie par les payements que j'ai indiqués

plus haut. La foule, tous ceux qui avaient quelque argent à toucher l'envahissaient. Ce service ne s'arrêta pas et dura sans désemparer ni jour ni nuit, du 27 à 7 heures du soir jusqu'au 29 à 11 heures du matin. Pendant ces 40 heures, je dépensai 2,300,000 fr., et à chaque instant on s'attendait à voir arriver les officiers allemands qui auraient fermé la caisse.

La vue de cette armée allemande fait faire de pénibles réflexions : elle était composée d'hommes magnifiques. Ce serait ici le lieu d'examiner l'influence de notre système de recrutement sur la population. On l'a déjà dit et le fait paraît démontré, un système qui chaque année enlève les hommes jeunes, les plus valides, arrête les mariages et ne les permet qu'aux individus chétifs, doit nécessairement amener l'abaissement physique de la race.

On dit que le recrutement n'enlève pas tous les hommes, qu'il en rend la plus grande partie à l'expiration du service militaire. Cela est vrai ; mais ce qui l'est aussi, c'est que chaque année il périt dans les hôpitaux une proportion quelconque de soldats de vingt à vingt-sept ans et que, le service fini, un grand nombre ne revient plus dans les campagnes, se perd dans la population des villes et reste dans le célibat.

A trois heures, trois officiers prussiens

vinrent prendre possession de la Préfecture et reculèrent d'horreur devant cet amas de décombres. M. Valentin l'avait quittée à une heure de l'après-midi, et s'était retiré chez des parents après avoir recommandé à M. Mehl, qui avait continué à remplir les fonctions de chef de cabinet, de rester à son poste jusqu'à la prise de possession des bureaux par l'ennemi.

Le 29 septembre à onze heures du matin, des intendants de l'armée prussienne vinrent saisir la caisse de la trésorerie générale. Il n'y avait plus que 30,000 fr. On renvoya les personnes qui avaient encore des fonds à toucher, rentiers et pensionnaires de l'Etat. Il en restait encore beaucoup. Les intendants s'emparèrent aussi de tous les papiers et des valeurs, sans consentir à en dresser inventaire, ni à m'en donner reçu. Ils emportèrent les clefs et mirent un poste dans l'hôtel.

A sept heures et demie, j'étais rentré dans ma maison et je cherchais à m'y organiser un logement dans une des chambres qui avaient été le moins dévastées, quand un officier de l'intendance se présenta et me demanda de l'accompagner à la Banque, pour, disait-il, « éclaircir une *bedide tiffiguldé* qu'il pensait que les rapports que nous avions eus dans la journée rendraient facile à résoudre. » Il m'avait amené une voiture. J'y montai. Deux soldats en

armes y entrèrent avec nous et l'on me mena à la Banque.

Là je trouvai M. Garat, directeur de la succursale; il était du nombre des personnes qui s'étaient réfugiées au Neuhof pendant le bombardement, et de là à Fribourg-en-Brisgau, et venait de rentrer bien malencontreusement pour lui; M. Ott, caissier de la Banque; M. Clément, contrôleur; M. Ginter, caissier de la Trésorerie générale, qu'on avait aussi envoyé chercher. L'affaire à éclaircir était celle-ci : Les Prussiens avaient été désappointés de n'avoir trouvé qu'une somme insignifiante à la Trésorerie, et l'idée leur était venue que nous avions caché notre argent, et ils le croyaient déposé à la Banque. En effet, celle-ci avait de son côté une encaisse de 10 millions, partie en or, partie en billets, et le caissier avait eu la maladroite idée d'en enfermer 8 dans un caveau qu'il avait fait murer tout récemment. Le mortier frais avait trahi sa cachette.

Nous offrîmes de justifier par nos livres que cet argent était bien réellement la propriété de la Banq e, et les miens établissaient de la m ière la plus claire non-seulement que toutes nos recettes avaient été absorbées par les dépenses, mais que depuis un mois je ne fournissais au service que par les prêts que la Banque me faisait. Après une discussion de deux heu-

res dans laquelle intervint un colonel qui a dû être très-grossier si j'en juge par ses gestes, son ton et l'expression de son visage, mais dont les injures ont été perdues pour moi parce que je n'y ai rien compris, on nous signifia que nous aurions tous à passer la nuit à la Banque. M. Garat et M. Ott furent enfermés dans leurs appartements; M. Clément, M. Ginter et moi dans des chambres séparées avec des sentinelles à toutes les portes et un poste de 50 hommes dans l'hôtel.

Pour mon compte, j'eus en partage avec M. Ginter la salle à manger. Le lieu n'eût pas été trop inconfortable s'il s'y fût trouvé un seul meuble et si les fenêtres n'eussent pas été brisées par les obus. On consentit cependant à nous donner à chacun un matelas de corps-de-garde, mais point de couverture. Les nuits, cependant, commencent à être fraîches dans cette saison et ce climat. Point de feu.

Le lendemain, les intendants revinrent. Leur prétention était que la capitulation leur avait promis les caisses civiles et militaires. Il devait se trouver quelque part une caisse militaire et ils ne pouvaient admettre que, pour les besoins de la guerre, on n'eût pas fait à Strasbourg de grands approvisionnements d'argent. Ils refusaient le témoignage de mes livres. Il leur fallait absolument une caisse spéciale militaire et

ils la réclamaient avec le même acharnement que l'officier de Magdebourg les *Pohesies* du roi son maître.

Les consignes les plus sévères étaient données pour nous interdire toutes communications les uns avec les autres et avec le dehors. On laissa cependant arriver un monsieur qui avait à réclamer un solde de compte courant de 1,500 francs sur les fonds particuliers de M. Percheron. Je tentai de me servir de lui pour avertir de ma position et de la violation de la capitulation à mon égard M. Küss, maire de la ville, la seule autorité restée en fonction et en rapport avec les Prussiens. M. Küss refusa d'intervenir.

Le jour suivant, le général et les officiers de l'armée allemande assistèrent à un service solennel dans le temple Saint-Thomas. C'est celui où est élevé le tombeau du maréchal de Saxe. Il m'a été dit qu'un pasteur de Strasbourg y avait officié, mais je ne l'ai pas su d'une manière certaine. M. Küss, M. Schnéegans et douze autres membres du conseil municipal eurent la faiblesse d'assister à ce *Te Deum*. Bien que la moitié de l'armée fût catholique, il ne fut pas fait de service à la cathédrale. Ce serait, d'ailleurs, se tromper beaucoup que de méconnaître le caractère religieux tout autant que politique de cette guerre.

Ce ne fut que le quatrième jour qu'on me permit de me faire apporter une couverture et qu'on consentit à me donner un peu de colle et de papier pour raccommoder et remplacer les carreaux de mes fenêtres.

Le 3 octobre, les intendants prussiens me firent appeler dans les bureaux de la Banque. Ils avaient vérifié les livres et trouvé la trace des crédits du ministre des finances qui m'avaient servi pour les besoins du service ; ils n'étaient pas épuisés, le reliquat allait à 2,400,000 fr. Le dialogue suivant s'établit entre nous :

— Nous avons vérifié vos crédits à la Banque, il reste à votre disposition 2,400,000 fr.

— C'est possible, mais je n'ai pas vérifié ce chiffre ; je n'ai du reste aucune raison d'accepter ou de rejeter vos calculs.

— Nous sommes sûrs de leur exactitude. Nous avons sous les yeux vos reçus pour les sommes que vous avez touchées. En voici un semblable pour le reliquat ; vous allez le signer.

— Depuis la capitulation, mes fonctions ont cessé. Je n'ai plus qualité pour agir au nom du Gouvernement français et je n'en suis pas fâché.

— Notre général vous donnera des pouvoirs et des ordres à cet effet.

— Votre général n'a ni ordre ni pouvoirs à me donner. Je ne veux pas en ac-

cepter. Et ce serait inutile, ils seraient sans valeur vis-à-vis de mon Gouvernement.

— Vous n'avez pas réfléchi aux conséquences de votre refus.

— Vous me demandez une indignité. Supposez que la fortune de la guerre change et que nous exigions d'un de vos officiers ce que vous réclamez de moi : qu'en penseriez-vous?

Sur ce, l'on me ramena dans ma chambre, et je puis bien avouer que je n'étais pas sans appréhension sur ce que l'on allait faire de moi.

J'avais saisi des menaces assez peu rassurantes. Je songeai à informer mes amis de ma situation et à réclamer leur aide. Je fis donc dire aux intendants que mon peu d'habitude de l'allemand m'avait fort gêné dans mon entrevue avec eux et que je demandais l'assistance, comme interprète et conseil, de M. Traut, vice-président du conseil de préfecture. Plusieurs fois j'avais déjà demandé un interprète et un conseil, plus tard j'ai eu souvent l'occasion de le faire de nouveau. Cette seule fois, ma réclamation a été accueillie. M. Traut vint et entama des pourparlers qui aboutirent à me faire rester à Strasbourg (on voulait, paraît-il, m'envoyer à Spandau). Je crois qu'il fut aidé par l'espoir que conservaient les intendants de trouver cette

fameuse caisse militaire et de me confondre.

Cependant on voulait immédiatement de l'argent. On s'adressa à M. Garat. Il fut obligé de donner 1,800,000 fr. sur le reliquat du crédit du Trésor. D'aucune manière ce payement n'a pu être fait au compte de l'Etat sans mon intervention, et après mon refus formel.

C'est alors que les journaux allemands ont annoncé qu'on avait trouvé à Strasbourg 2 millions appartenant à l'Etat, et 8 dont la propriété n'était pas encore éclaircie.

Je ne doute pas que les Prussiens n'eussent parfaitement la conscience du malfondé de leurs prétentions. S'il y eût eu la moindre incertitude, la marche régulière était de procéder comme en matière de prises. Je ne sais pas comment cette juridiction est constituée en Prusse, mais il y en a certainement une. Les tribunaux de ce genre sont toujours assez dans la dépendance de leur gouvernement pour qu'il soit permis de penser que si l'on n'y a pas eu recours, c'est qu'il n'y avait aucune espérance d'y avoir gain de cause. On fait de belles théories sur le droit de la guerre; mais il n'y a pas de droit sans sanction, sans une autorité supérieure et désintéressée pour l'appliquer. Les prétendues lois de la guerre ne sont que des usages dont on s'affranchit quand on est le plus fort.

Le droit des gens devrait régler que, toutes les fois qu'il y aura une capitulation de ville ou d'armée, il sera constitué une commission mixte et neutre pour l'appliquer; sinon, une capitulation n'est qu'un leurre avec un peuple dur, jaloux, orgueilleux, plein de haine et de rancune comme la Prusse.

Il y a eu dans ses procédés à notre égard plus que l'animosité de la guerre et une rivalité de peuple à peuple. Il y a une haine qui n'est motivée par aucune cause nationale, car, sauf un moment sous le premier Empire, nous avons presque toujours été ses alliés, et aucun État n'a autant que la France contribué à son agrandissement. Elle nous hait par envie du rang que nous avons tenu en Europe et qu'elle s'imagine devoir lui revenir si nous disparaissions. Les choses ne se passeraient pas ainsi avec l'Angleterre ; c'est un grand peuple, qui dans le rôle qu'il a joué a acquis la dignité du caractère et le respect des autres et de lui-même. L'Allemand même au milieu de ses victoires sent son infériorité. Il est enivré, mais encore plus surpris que glorieux, et n'en ayant pas l'habitude, il use du succès avec rudesse comme un parvenu.

Quelque rigoureuse que soit la surveillance des prisonniers, ils trouvent toujours moyen de l'éluder; la nuit, quand les offi-

ciers avaient fait leurs rondes, il se trouvait quelque fois une bonne âme de soldat accessible à un cigare ou à un verre de vin qui nous permettait un moment de conversation avec notre voisin de chambre, M. Clément, ou qui lui-même liait conversation avec nous. Ces soldats sont doux, assez modérés sur toute autre chose que le manger ; mais sur ce point leur gloutonnerie passe toute limite. On avait mis leur nourriture à la charge des habitants, et l'autorité militaire avait même réglé le le nombre et le menu des repas : pour les officiers, quatre par jour avec vin et cinq *bons* cigares, c'est-à-dire des cigares de la Havane ; pour les soldats, composés de trois plats avec soupe, bière et cinq cigares.

Les soldats ne m'ont pas paru enthousiasmés de leur sort. Plusieurs fois j'ai recueilli de leur bouche des propos de ce genre : — « Nous sommes des esclaves sous la main d'un despote. Quand donc cela finira-t-il? » — « J'ai laissé chez moi femme et enfants qui meurent de misère ; mon champ restera sans culture, ma maison est abandonnée. » — « Ma femme est morte, que deviendront mes cinq enfants? » — J'ai vu la nuit ces pauvres êtres pleurer à ces souvenirs.

Tel est le fruit du système de la landwehr. Je ne doute pas qu'un des résultats que la Prusse tirera de cette guerre sera de rap-

porter la révolution chez elle. Les soldats ont vu les nôtres devenir officiers. Les idées démocratiques et socialistes de l'Europe occidentale les gagneront.

Le système de la landwehr, qui est appelé à prévaloir chez tous les peuples par la nécessité de mettre sur pied des armées de plus en plus considérables, aura cet effet d'aggraver les maux de la guerre en accroissant les dépenses sans mesure et d'amener la ruine des peuples. Après une ou deux campagnes, les Etats seront épuisés.

J'ai eu l'occasion de voir pas mal d'officiers. Plusieurs venaient passer la soirée avec nous. Quelques-uns ont tenté de nous faire causer sur ce que l'on tâchait de découvrir ; d'autres n'ont obéi, je crois, qu'à un sentiment de bienveillance. Les officiers sont en général polis et bien élevés, mais seulement les jeunes. Chez nous, les qualités du caractère national inspirent aux hommes qui s'élèvent, quel que soit leur point de départ, les qualités de leur rang. Chez les Allemands, la dureté et l'absolu du commandement font prendre l'habitude de formes impérieuses et grossières.

Il y a aussi une différence à faire entre les officiers de l'armée régulière et ceux de la Landwehr, tout à l'avantage de ceux-ci. Ici le système de la landwehr a du bon, il jette accidentellement dans la vie militaire un nombre d'hommes appar-

tenant à la vie civile, destinés à y rentrer et qui en conservent les habitudes et l'esprit. Beaucoup gardent le goût du travail. C'est ainsi que j'ai vu de ces jeunes officiers, au lieu de passer les loisirs de leur service dans les cafés ou plus mal encore, se réunir pour lire, apprendre le français, continuer leurs études classiques. Sont-ils plus instruits que les nôtres à leur entrée dans le régiment? Je ne le crois pas; car il n'y a pas d'école supérieure à celle de Saint-Cyr, mais ils continuent leur instruction et n'oublient pas ce qu'ils ont appris à l'école.

Une des grandes supériorités de l'armée prussienne a été dans les cartes excellentes qu'elle avait à sa disposition. Tandis que chez nous celles que publie le commerce sont d'une grossièreté qui les rend sans utilité, les cartes allemandes sont non-seulement parfaites de rédaction et de gravure, mais encore à très-bas prix.

Les Germains mettent toujours beaucoup de pédantisme dans tout ce qu'ils font. Il y en a dans leur affectation à ne pas faire un pas sans leurs cartes, mais il n'en est pas moins vrai que leur goût pour la géographie doit leur être d'un grand secours à la guerre.

Cinq jours après la capitulation, le 3 octobre, le *Courrier du Bas-Rhin* reprit sa publication. Il avait toujours paru en

français et en allemand. Maintenant l'allemand était en tête. Le premier numéro contenait une proclamation du général Uhrich, du maire et des autorités allemandes, au sujet de la capitulation : l'ordre de livrer les armes, le règlement pour le logement et la nourriture des soldats.

Le 4 octobre, l'ennui et la fatigue de la captivité commencèrent à agir sur ma santé. J'avais perdu le sommeil et je me sentais de la fièvre. Les Prussiens ne nous fournissaient point à manger. On nous avait bien permis de faire venir nos repas du dehors, mais la difficulté était de se les procurer. Je n'avais plus de maison : la préfecture était brûlée ; le préfet allemand, M. le comte de Luxbourg, et son secrétaire général s'étaient emparés de mon appartement ; il ne me restait plus de mes gens qu'une cuisinière âgée qui était obligée de servir les Prussiens installés chez moi, et qui avait une frayeur horrible des visites et des questions qu'il lui aurait fallu subir pour arriver jusqu'à moi. J'avais essayé de me faire apporter à dîner des hôtels, mais ils étaient encombrés d'officiers allemands et ils refusèrent. J'usai d'industrie, et pendant dix jours je vécus de petits pains et de pâtés de foie gras.

Quant aux autres nécessités de la vie, je n'étais pas mieux pourvu. Je n'avais aucun meuble de toilette ; mon lit se composait

d'un matelas et d'une couverture sans draps, où je couchais tout vêtu. Je balayais moi-même ma chambre.

Le 4 octobre, arriva le directeur de la Banque de Berlin, un M. Ott, je crois, du même nom que le caissier de la succursale de Strasbourg. Sa mission était de compulser les livres de la Banque pour y trouver ou la trace de dépôts faits pour le Trésor français ou des pretextes pour enlever à cet établissement son caractère privé et en faire un agent de l'Etat pour une partie quelconque des services financiers, ce qui aurait permis de mettre la main sur son encaisse. Ce monsieur doit être un personnage considérable, si j'en juge par comparaison avec ce qu'est chez nous le gouverneur de la Banque de France. Je suis fâché pour lui qu'il ne se soit montré à notre égard qu'arrogant et grossier, ne voulant parler qu'allemand, bien que sachant très-bien le français. C'est un sot orgueil que celui qui se refuse ainsi les moyens de s'entendre. Quand le pauvre concierge venait faire son service dans le cabinet qu'il s'était attribué, lui allumer son feu, lui apporter sa lampe, il lui disait des injures et l'appelait *brigand*. Ce sont des traits de caractère que la postérité perdrait à ne pas connaître.

Le 7, un détachement de 50 soldats du génie commença à fouiller les caves de la

Banque. Ces fouilles durèrent 13 jours et ne produisirent rien. Cependant on vint nous dire qu'on avait trouvé dans une cachette 12,000 fr. C'était un mensonge imaginé pour nous sonder, et au cas où nous aurions réellement caché quelque chose, nous faire croire que notre ruse était éventée. Deux fois on renouvela cette fable. Des caves on passa au jardin. On le bouleversa de fond en comble, et on arracha même de vieux arbres sans réfléchir à l'impossibilité d'avoir pu rien cacher dans leurs racines. Il fut fait de pareilles fouilles à la Trésorerie générale.

Tous les régiments de la garnison prirent successivement notre garde. Les Poméraniens étaient plus sales et plus brutaux que les autres. Je n'ose pas raconter la surprise d'un de ces sauvages à la vue de certains aménagements des maisons françaises. Il tâtait, y mettait sa main, et sa figure barbue parut s'assurer que je ne m'échapperais pas par là.

Le premier jour des fouilles, la garde ne fut pas commandée par un officier, mais par un sergent grossier, qui vint s'établir dans ma chambre pendant mon déjeuner, en fumant et en crachant. Je voulus lui faire quelques observations; il me répondit des injures. Ce bel échantillon de la race appartenait au 26e régiment de la landwehr.

En ville, les soldats et les officiers commençaient à devenir insolents et aigrissaient la population. A la moindre observation, les premiers menaçaient les femmes de leurs armes. Un colonel logé chez M. S..., personnage très-notable, se grisait tous les soirs, au point que les conséquences de ses excès abîmaient la maison. Après chaque repas, il envoyait chercher le fils de ses hôtes, un enfant de douze ans, et lui disait tout ce qu'il savait d'injures.

On avait trouvé à l'hôtel du général de division les bagages du général Ducrot. C'était le moment où l'on parlait de son audacieuse évasion de Pont-à-Mousson. Les soldats se jetèrent sur ces malheureux bagages, les brisèrent et les pillèrent avec rage.

Rien ne pourrait donner l'idée de la dévastation des environs de Strasbourg. Je les ai vus depuis. Je ne parle pas des destructions opérées dans les zones militaires, c'est le fait de la guerre; mais bien au delà des lieux où elle avait pu s'exercer, dans tous ceux que l'ennemi avait occupés, les maisons étaient dévastées, les portes et les parquets arrachés, brûlés. Les soldats allumaient du feu au milieu des chambres et les remplissaient d'ordures. Les jardins étaient saccagés. On eût dit une destruction systématique. Un trait distinctif était

que partout on avait fouillé pour trouver des trésors.

L'autorité allemande ne voulait faire usage que de l'allemand. Bien différents de nous qui, depuis l'annexion de l'Alsace, avions respecté son langage au point de faire enseigner les deux langues dans les écoles et de faire traduire jusqu'aux actes officiels. C'était une faute. La conformité du langage est un lien, et le plus puissant moyen de fusion entre les peuples. Il est bien difficile d'échapper à son influence. Il est bon de favoriser l'étude des langues, mais il ne faut pas que ce soit au préjudice de la nationalité. L'allemand de Strasbourg ne méritait pas ces ménagements. Ce n'est qu'un patois aussi corrompu à l'égard du pur allemand que nos patois picard ou bourguignon à l'égard du français. Un jour, on m'apporta un journal qui contenait une circulaire du vice-chancelier de la Confédération du Nord relative à l'arrestation du baron de Bussierre et aux violations de la convention de Genève reprochées à la Prusse.

Le vice-chancelier prétendait que M. de Bussière avait été pris à cause des intelligences qu'il entretenait de la Robertsau avec Strasbourg et qu'une enquête se faisait à ce sujet. Cette accusation était de toute fausseté; mais eût-elle été vraie, la prétention émise par la Prusse n'en était

pas moins exorbitante. Qu'on mette obstacle à certaines communications, c'est un acte légitime à la guerre; mais on ne peut les considérer comme des actes punissables. La Prusse tend à établir un nouveau droit des gens, à savoir, que toute résistance vis-à-vis d'elle est, non point un acte de défense, mais une rébellion. Il faut enregistrer tous ces abus de la force pour établir le droit et la justice des représailles dans l'avenir.

Quant à la violation de la convention de Genève, il est avéré que les Prussiens ont tiré sur les ambulances et arrêté des médecins et des gens revêtus du brassard de la Société de Genève. Contrairement à leurs promesses, ils ont arrêté les correspondances tentées au moyen des cartes de la Société. Ils ont couvert leurs partis et leurs éclaireurs de son drapeau et de ses insignes. Des soldats ont été pris cachés dans une petite voiture d'ambulance. J'ai tenu dans ma main une balle explosible ramassée dans la cour de la préfecture. Je n'ai pas voulu me fier uniquement à mes impressions personnelles. Plus tard, j'ai consulté M. Devisme et, par la comparaison avec des balles explosibles de divers modèles, je me suis convaincu que le fragment que j'avais vu était bien l'extrémité d'un projectile de ce genre.

Ce journal disait encore, probablement

pour flatter l'orgueil allemand, que les collections de la bibliothèque étaient très-considérables, assertion vraie pour le passé; mais non pour le présent, car on se rappelle que les deux bibliothèques de la ville et du séminaire protestant avaient brûlé en entier le 25 août, et il n'en avait été sauvé ni un livre, ni même un feuillet. Le 8 octobre, après dix jours d'emprisonnement, on consentit à me donner quelques meubles de toilette. Je pus faire ma barbe avec un morceau de glace brisée en guise de miroir.

Le *Courrier du Bas-Rhin* avait tout à fait passé au service du vainqueur. La rédaction fut changée. M. Boersch d'abord, M. Schnéegans deux jours après, annoncèrent qu'ils cessaient toute participation à la rédaction du *Courrier*. Ce fut un M. Grün, un littérateur, réfugié politique, dont la tête fut mise à prix à Berlin en 1849, à qui l'on confia la rédaction du vieux journal strasbourgeois, aujourd'hui dans sa 84e année d'existence. Ce réfugié habitait Strasbourg depuis vingt ans ; traqué en Allemagne, il avait reçu dans cette ville l'accueil le plus cordial, un grand nombre de familles strasbourgeoises s'étaient empressées de soulager sa misère ; il eut bientôt de nombreux élèves, et l'autorité municipale même mit à sa disposition une des salles de la mairie pour ses conférences annuelles.

Eh bien, c'est cet homme qui, peu de jours après la capitulation, eut l'impudence de transformer le *Courrier* en journal plus prussien que le roi de Prusse. Depuis cette époque, M. Grün continue chaque jour à déverser sa bave sur la patriotique Alsace, donnant le coup de pied de l'âne à tous ceux qui lui avaient tendu la main.

Le bruit nous arriva, vers ce temps, des ovations qu'on faisait, à Tours, au général Uhrich. Ici ce n'était pas la même chose. On prétendait qu'il avait vendu la ville, et, suivant l'usage, on précisait le chiffre ordinaire — un million. C'est ainsi que vont les choses de ce monde ; toujours dans les extrêmes. J'ai parlé avec assez de sincérité pour avoir le droit de dire que c'était une indignité d'accuser le général d'une trahison quelconque.

L'officier de garde vint me voir. Il s'appelait M. d'Huet et était d'une famille française émigrée à la révocation de l'édit de Nantes. Il paraissait attacher du prix à son origine et m'apporta son cachet pour que je pusse vérifier ses armes. C'était une licorne issant. La licorne était fort à la mode dans les armoiries de la bourgeoisie de Paris.

Le 9, une partie de l'armée quitta Strasbourg avec le général de Werder pour marcher sur Lyon. Le général d'Ollech succéda au général de Mertens comme gou-

verneur de la ville. Je vis défiler par le Broglie un corps tout entier habillé de l'uniforme de nos gardes mobiles. Etait-ce en vue d'une ruse de guerre ou simplement pour utiliser les effets des magasins militaires? A partir de ce moment, les habitants ne furent plus obligés qu'au logement des soldats et furent déchargés de leur nourriture.

Les 10, 11, 12, 13 et 14 octobre se passèrent sans incident. On me laissait dans ma chambre sans me faire aucune communication. Je souffrais de rhumatismes contractés dans les premières nuits, couché sans couverture, avec des fenêtres brisées. Je passais mes journées à regarder les soldats dans la cour, les gens de la Banque de Berlin aller et venir. Les fouilles de la cave et du jardin continuaient toujours. Quelques nouvelles du dehors arrivaient par Mme Ginter, qui venait voir son mari. Je n'étais plus réduit à mon repas de foie gras. On avait fini par laisser à ma cuisinière la disposition de la cuisine de la maison; elle m'apportait mon dîner, mais on la fouillait à l'arrivée et au départ, on vérifiait dans les plats et la soupière si quelque lettre n'y était pas cachée, et je mangeais sous la surveillance d'un sous-officier qui ne me laissait donner mes ordres qu'en allemand. Je lavais moi-même ma vaisselle.

Les Allemands fondaient sur Strasbourg. Chaque jour il en arrivait des bandes qui venaient contempler ces ruines devenues fameuses. Les maîtres de pension y amenaient leurs élèves en partie de plaisir. J'ai vu passer des troupes de ces écoliers avec des casquettes écarlates et vert-pomme.

Un journal donna le récit des premiers pourparlers de paix entre M. de Bismark et M. Jules Favre. Celui-ci avait déclaré qu'il ne pouvait traiter que sur la base de l'intégrité du territoire, parce que toute cession serait déshonorante pour la France. M. de Bismark avait répondu que la France pouvait accepter ce que les autres nations avaient subi, et que l'honneur français n'était pas *pétri* d'un autre *limon* que celui des autres. S'il a dit ce mot, il montre qu'il n'a pas même l'idée de l'honneur. Il se trompe aussi sur ce qu'est l'honneur de la France. Elle est l'aînée des nations européennes, le peuple gentilhomme, et ne peut déchoir. Mais c'est ici le lieu de faire remarquer l'injustice des accusations que certains Alsaciens se sont permises contre nous après la signature de l'armistice de janvier 1871. J'ai entendu dire à Bordeaux : « Si la France nous abandonne malgré notre dévouement et nos sacrifices, une fois incorporés à l'Allemagne, nous nous attacherons à notre nouvelle patrie et nous oublierons la France à notre tour. »

C'est méconnaître les sacrifices que nous avons faits nous-mêmes en faveur de l'Alsace. Il est certain que si au commencement d'octobre on avait voulu faire la paix au prix de sa cession, on l'eût pu, et l'indemnité de guerre eût été bien moins forte. Toute la suite de la guerre, le siége de Paris, la dévastation de 35 départements, les contributions énormes dont se sont gorgés les Prussiens, tout le sang versé, voilà les gages que la mère-patrie a donnés à une de ses provinces.

Depuis le commencement de mon emprisonnement, j'avais écris deux fois au général de Mertens, gouverneur de la ville, et une fois au général d'Ollech, son successeur, pour me plaindre du traitement dont j'étais l'objet, et je n'avais pas reçu de réponse. J'étais bien décidé à ne plus me compromettre dans des correspondances de ce genre, mais le 15 octobre M. Traut obtint de me voir et me rapporta que M. de Bismark-Bœhlen avait pris possession du gouvernement général de l'Alsace et que, dans sa réception des autorités et des notables, il avait manifesté des sentiments assez libéraux. Après quelques résistances, je cédai aux instances de M. Traut et je le chargeai d'une lettre pour le gouverneur général. Il la porta lui-même. Il fut reçu par M. de Hartmann, son premier aide-de-camp. Celui-ci parut mécon-

tent de la conduite des intendants de l'armée à mon égard et annonça qu'on allait remettre l'affaire de la Banque au commissariat civil. Ce commissariat est une sorte de juridiction supérieure aux préfets et qui embrasse toute une province. En effet, je reçus le même jour la visite de M. de Sybel, assesseur du commissaire civil.

M. de Sybel est, avec les quelques officiers que j'ai cités, le seul homme chez qui j'ai trouvé de bons procédés. Membre de la Diète, professeur à l'université de Bonn, il est auteur d'une histoire romaine et d'une histoire de l'Europe pendant la Révolution française, qui jouissent d'une grande autorité en Allemagne. Il a même reconnu l'irrégularité de l'extorsion des 1,800,000 fr. arrachés à M. Garat et les a fait rembourser, en papier prussien, il est vrai, sur lequel la Banque a supporté une perte. Mais dans les choses de ce genre la reconnaissance des principes est tout.

M. de Sybel m'annonça qu'on attendait les ordres du roi à mon égard. Il m'autorisa à faire venir des livres et à écrire aux miens, à la condition de lui remettre mes lettres à lui-même.

J'ai dit avec assez de liberté les traits de brutalité et de violence dont j'ai été témoin pour avoir le droit de dire aussi les actes honorables.

Le soir, l'officier de garde vint me voir.

C'était un docteur en philosophie, professeur à l'université de Berlin. Il était capitaine de la landwehr, et prenait la campagne comme un congé pour lui et ses élèves. Il paraissait surtout enchanté de voir Paris. C'est ainsi que la vie militaire s'associe à la vie civile en Allemagne. On voit qu'on n'a pas jugé à propos d'exempter du service les membres de l'enseignement. Leur exemption, en effet, ne se justifie pas, et leur présence dans les régiments pourrait au contraire être très-utile si l'on songeait à faire du temps du service une école de moralisation et d'instruction. Cet officier m'amenait un de ses camarades, un jeune lieutenant, M. de Manteuffel, neveu du général. Tous deux étaient bien élevés, instruits, et me parurent avoir l'intention d'adoucir par leurs visites ma position. Les jours suivants, M. de Manteuffel revint me voir plusieurs fois.

Le 17 M. de Sybel m'amena un juge d'instruction de Bonn, M. de Cuny, attaché au commissariat civil, qui dressa une sorte de procès-verbal de mes noms et qualités, puis se retira.

Deux heures après il me fit appeler dans les bureaux de la Banque et m'interrogea au sujet des traites de coupes de bois des communes déposées à la Trésorerie générale. Ces valeurs étaient la propriété des communes et non de l'Etat. M. de Cuny

le reconnut et m'apprit qu'il n'avait eu en vue que de sauvegarder les intérêts de ces communes vis-à-vis des adjudicataires de leurs coupes ; il ne me parut pas qu'il y eût des motifs de lui refuser les explications qu'il désirait. Ces traites étaient de fait d'ailleurs entre les mains des Prussiens avec les autres valeurs de la Trésorerie.

Ces traites sont la valeur représentative des coupes que les compagnies font chaque année. Le prix n'en est pas payé immédiatement : les adjudicataires sont autorisés à souscrire, pour le payement de leurs lots, des effets à diverses échéances, qui vont jusqu'à dix-huit mois, que les trésoriers généraux recouvrent, et dont ils tiennent compte aux compagnies. Une partie des coupes de 1869 avait déjà été encaissée, il en restait pour une valeur de 500,000 fr., dont la remise a dû être faite aux compagnies du département du Bas-Rhin. L'adjudication des coupes de 1871 n'avait pas eu lieu à cause de la guerre. Les coupes de bois de l'Etat sont payées de la même manière ; il eût été fort agréable aux Prussiens de les prendre, mais les traites qui les représentent étaient depuis longtemps au Trésor à Paris.

Du 17 au 22 octobre je ne vis plus personne. Mais par les soins de M. de Sybel on me remit des lettres arrivées par le canal

de la Société de secours aux blessés. C'est ainsi que j'ai eu les premières nouvelles de ma famille, depuis le 4 août. Encore n'étaient-elles pas très-fraîches. Elles avaient un mois de date. Le 30 octobre je reçus encore une lettre du 12 août, puis du 11 et du 9. On ne peut comprendre l'intensité des sentiments qui naissent à ce retour à la vie, aux rapports avec le monde et le pays.

Le 22, le directeur de la Banque, M. Garat, et M. Clément furent remis en liberté. Les gens de la Banque de Berlin avaient renoncé à trouver un moyen de dénaturer le caractère de la succursale.

Mon sort cependant s'était adouci. J'avais des livres et les moyens d'occuper mes journées et mes longues heures d'insomnie. On me permettait de me promener dans les salons déserts de la Banque sous la surveillance d'un factionnaire, et sur le toit en terrasse. Je pus aussi désormais recevoir quelques visites.

J'ai parlé de la misère que le système de la landwehr produit en temps de guerre. Je tiens de M. de Sybel qu'on a fait le recensement des enfants qu'une compagnie de la landwehr de 120 hommes laisse derrière elle. Ils étaient de 232. Rien ne démontre mieux la folie de l'exagération des effectifs des armées.

Aujourd'hui il paraît que nous réorga-

niserons la nôtre sur le modèle allemand. C'est le résultat de notre caractère qui nous pousse, quand quelque chose a cloché dans un service quelconque, à le modifier de fond en comble, et à imiter ce qui a une fois réussi aux autres. On peut nous appliquer la comparaison que Démosthène faisait jadis aux Athéniens : Ὥσπερ δὲ οἱ βάρβαροι πυκτευουσιν..... καὶ γαρ εκεινων ὁ πληγεις αει τῆς πληγῆς εχεται, κὰν ετεροσε παταξη τις εκεισε εισιν αἱ χεῖρες; προβαλλεσθαι δὲ ἢ βλεπειν εναντιον, ουτ' οἶδεν, ουτ' ἐθελει. Nous croyons volontiers que tout est dans une organisation écrite. Il nous faut absolument mettre sous les armes le même nombre d'hommes que nos adversaires. Je ne suis pas cependant convaincu que le système de la Landwehr soit parfait et qu'il n'ait pas des inconvénients égaux au moins à ses avantages. Il convient à un peuple qui ne doit faire que des guerres défensives, à de longs intervalles, comme l'Allemagne; mais on oublie que chez nous, et c'est autant l'effet des circonstances et de notre position que de notre caractère, la guerre est un état presque habituel. A-t-on assez reproché au roi Louis-Philippe son humeur pacifique?

Ce sont les peuples barbares qui ne connaissent d'autre élément de force que le nombre. Si la guerre est devenue une science chez les nations civilisées, c'est

précisément par l'étude des moyens qui peuvent compenser l'infériorité du nombre : la tactique, l'artillerie, l'application des mathématiques à l'art militaire, la création et le perfectionnement des défenses artificielles. La disproportion numérique ne doit pas dépasser, il est vrai, une certaine limite; mais je suis encore convaincu que malgré celle que nous avions contre nous au début de la guerre, la supériorité du soldat français sur l'allemand nous eût assuré la victoire si nous avions été convenablement outillés en artillerie et s'il eût été fait un meilleur emploi de nos forces. Je ne sais pas du tout comment l'industrie, le commerce, l'agriculture surtout, les professions libérales, éléments nécessaires de la grandeur et de la prospérité d'un pays, s'accommoderont de l'immobilisation de toute la jeune génération pendant seulement deux ou trois ans dans le service militaire.

Il y a un siècle, on faisait la guerre avec des armées de 12, 15, 40,000 hommes, au plus. Le principe de la population n'en était pas affecté. Nos Etats modernes sont condamnés à se ruiner en hommes et en argent à chaque différend qu'ils auront, et l'on appelle cela un progrès de la civilisation!

Le 23 octobre, le caissier de la Banque fut à son tour mis en liberté, mais

il s'aperçut qu'on avait volé dans ses caisses, pendant les fouilles de la cave, 2,700 francs.

Le 25, eut lieu la capitulation de Schelestadt, après trois jours de bombardement. Nouvelle preuve de l'inutilité des petites places.

Dans leurs conversations avec moi, les officiers allemands se sont souvent étonnés que nous n'ayons jamais, pendant toute la durée du siége, envoyé de pots à feu pour éclairer leurs ouvrages pendant la nuit. Ceci en effet est peu compréhensible. C'est une chose élémentaire. Il y a même dans toutes les garnisons d'artillerie et dans les ports des écoles et des exercices spéciaux de pyrotechnie à cette unique fin.

Depuis longtemps on ne me parlait plus ni de la fameuse caisse militaire ni d'argent caché ; on avait dû renoncer à mettre la main sur l'encaisse de la Banque, et il ne fut plus fait de tentative pour me faire livrer le reliquat de mes crédits : les ordres du roi de Prusse avaient dû arriver. On se crut obligé à colorer d'une manière quelconque la fin de ma captivité, et l'on m'annonça qu'on se bornait à vérifier d'après les écritures l'encaisse de 30,000 fr. trouvé à la Trésorerie générale. Il s'agissait d'une vérification d'opérations de services. Je n'avais pas envie de l'éluder ; cependant,

pour l'honneur des principes, j'objectai : 1° que je ne pouvais reconnaître d'autre juridiction que celle de mon pays et de la cour des comptes ; 2° que la saisie de tous mes papiers ayant été faite sans inventaire ni apposition de scellés, je déclinais toute responsabilité au sujet des pièces de dépenses qui pourraient manquer.

En effet, ces pièces étaient restées tout un mois en la possession des Prussiens, sans aucun contrôle, et j'eus la preuve qu'ils y avaient touché. Le jour de mon arrestation je les avais fait mettre dans la caisse ; le 25 octobre elles ne s'y retrouvaient plus. A force de chercher, on les trouva dans un caveau assez éloigné, et le classement de mon caissier interverti. Comme je m'y attendais, mes observations ne furent pas accueillies et on passa outre. M. de Cuny procéda à la vérification des écritures sans mon assistance ni celle d'aucun de mes employés. Comme elle se termina par ma mise en liberté, je n'ai point à la contester. Ce que j'en dis n'est qu'au point de vue du droit des gens et des règles.

Cette opération dura six jours, pendant lesquels arriva la nouvelle de la capitulation de Metz. Voilà encore une de ces choses qu'on ne voyait pas autrefois. Des armées entières déposant les armes, se laissant ruiner par la famine pendant des mois

entiers sans tenter de s'ouvrir un passage. Des armées avec lesquelles on eût jadis conquis l'Europe! A Dieu ne plaise que j'accuse ici ceux dont le devoir était d'obéir; mais il y a justice à ce que ceux à qui devait échoir la gloire encourent toute la responsabilité. L'empereur Napoléon Ier avait été très-sévère pour le général Dupont pour sa capitulation de Baylen, et avec raison; car il y a des principes qu'il faut maintenir parce qu'ils sont la base de l'honneur des armées et le mobile des grandes actions.

Une fois Metz conquis, les Allemands se considérèrent comme définitivement vainqueurs et les maîtres de la France. Nos armées étaient captives et il ne leur semblait pas possible qu'on pût en opposer de nouvelles à de vieilles troupes aguerries. Paris assiégé : le peu de soldats qui nous restaient, les corps des généraux Vinoy et Ducrot s'y étant enfermés étaient annulés pour la défense du pays. Ce n'était pas avec des gardes mobiles et des gardes nationales mobilisées, à peine armées, sans instruction, ni habitudes militaires, qu'on pouvait en faire lever le siége, que toutes les armées de la Prusse pouvaient désormais couvrir. La France ne se présentait plus à eux que comme une proie. Un journal ayant donné la situation de la Banque et n'accusant plus que 67 millions au

compte du Trésor, j'assistai à la plus ridicule colère sur les actes du gouvernement de Tours. « On dépense tout, on gaspille tout ! » disaient-ils, semblant furieux de voir leur butin leur échapper. C'est un des caractères de ce peuple que la rapacité. Elle a été un des principaux mobiles de la guerre.

Pendant ce temps, certaines gens ne dédaignaient pas de faire leurs affaires ; une société de capitalistes strasbourgeois, à la tête desquels étaient des hommes comblés des faveurs du Gouvernement français, se forma pour acheter de la Prusse et exploiter la Manufacture des tabacs.

Enfin le 31 octobre, à 7 heures et demie du soir, MM. de Sybel et de Cuny vinrent annoncer à M. Genter et à moi la fin de notre captivité. La liberté nous était rendue avec celle de quitter la ville sans conditions ni obligation de prendre des saufs-conduit. Il pleuvait. Dans l'ivresse de ma délivrance, je sortis sans parapluie ni pardessus, et parcourus la ville au hazard pendant deux heures. Puis, n'ayant plus de logement, ne sachant où m'abriter, les hôtels encombrés, je rentrai pour coucher dans ma prison de la Banque, où je passai la nuit dans une insomnie bien différente de celle des nuits précédentes.

Le lendemain, je trouvai à me caser à l'hôtel de la Ville de Paris, où était logé le

gouverneur général de l'Alsace, M. de Bismark-Bœhlen. C'est là que j'ai passé les quelques jours qui m'étaient nécessaires pour rassembler mes livres et les débris de mon mobilier. Je m'embarquai avec le tout à Kehl pour Bâle et la Suisse. C'est pendant ces derniers jours que j'ai vu les ouvrages de l'ennemi encore debout, la brèche que l'on commençait à réparer, les environs de la ville dévastés.

Sur toute l'étendue des zones il ne restait plus ni maisons, ni clôtures, ni arbres, ni jardins. Les troncs des arbres, coupés à deux ou trois mètres du sol, ressemblaient à des gibets. C'était la plus complète désolation qu'il fût possible de voir. M. de Bussière était revenu à la Robertsau avec son gendre et sa fille, le comte et la comtesse de Pourtalès. J'ai revu cette charmante demeure portant encore la trace du séjour des soldats.

Les sentiments des habitants étaient énergiquement déclarés contre la domination allemande, sous l'impression des mauvais traitements et de l'abaissement de la France. Les passions politiques qui avaient pu rêver une séparation, l'autonomie ou l'annexion à la Suisse étaient effacées : il ne restait plus que la répulsion pour le vainqueur. Puissent ces dispositions persister et maintenir le lien entre la mère-patrie et la province qui lui est arrachée.

Je n'eus que peu d'adieux à faire. Tous mes amis, le comte de Gondrecourt, M. Leféburе, M. Pron, Ch. Mehl, le baron Léon étaient partis et dispersés. Il ne restait plus que M. Traut. Ces adieux furent tristes. Je le laissais sous mon toit désormais étranger, avec peu d'espoir de le revoir. On a vu la dette de reconnaissance que j'avais contractée vis-à-vis de lui.

J'ai été témoin en Suisse des égards et des sympathies que la France y rencontre. J'ai vu ce peuple adoucissant avec délicatesse les malheurs des exilés. Dans le trajet de Kehl à Bâle, je rencontrai un soldat français qui avait échappé en se cachant à la captivité. Il était déguisé et cherchait à rentrer en France.

A Bâle, je le conduisis à l'*hôtel de la Cigogne*, qui, pour ce fait, mérite d'être signalé à tous les Français ; et j'offris à l'hôtelier de prendre sa dépense à mon compte. « Non, me répondit ce brave homme, c'est un Français, s'il est pauvre, il recevra chez moi la table et le logement sans que vous ayez à y intervenir. »

C'est par ce trait que je veux finir ce récit.

(2164). Paris. — Typ. A. Pougin, quai Voltaire, 13.



